

CONSEIL COMMUNAL DU 25 MARS 2024
GEMEENTERAAD VAN 25 MAART 2024REGISTRE
REGISTER**Présents**
Aanwezig

Laure-Mélanie Defèche, *La Vice-Présidente./De Vice-Voorzitter*, ;
Vincent De Wolf, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Aziz Es, Colette Njomgang, Maryam Matin Far, Caroline Joway, Pieterjan Vanden Boer, Alain Bonus, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
André du Bus, Rachid Madrane, Gisèle Mandaila, Arnaud Van Praet, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Zacharia Moktar, Vincent Paul Louis Biauze, Emeline Houyoux, Lucien Rigaux, Jean-Luc Debroux, Louise-Marie Bataille, Françoise Duvosquel, Robby Reynaert, Maurice Jamar, Xavier Timmermans, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Annick Petit, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Eliane Paulissen, Jean Laurent, Josianne Pardonge, Audrey Petit, Joanna Kaminska, Ethel Savelkoul, Thibault Deleixhe, Elien Sohier, Adeline le Hardy de Beaulieu, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat**

25.03.2024/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19.02.2024**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 19.02.2024

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Xavier Timmermans entre en séance / treedt in zitting.

Conseil communal - Remplacement d'un membre (Françoise CARTON de WIART) - Vérification des pouvoirs - Prestation de serment - Installation d'un suppléant (Xavier Timmermans)

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, et notamment les articles 1er et suivants ;

Vu la délibération du 6 décembre 2018 par laquelle le conseil communal a installé les conseillers communaux élus le 14 octobre 2018 ;

Vu l'article 8 de la Nouvelle loi communale et l'article 58 du Code électoral communal bruxellois ;

Vu le procès-verbal des opérations de dépouillement et du recensement général des votes par le bureau principal d'Etterbeek dans le cadre des élections communales du 14 octobre 2018 ;

Vu les résultats obtenus par les membres du groupe Défi;

Considérant que Madame Françoise Carton de Wiart, conseiller communal, a offert sa démission de ses fonctions de conseiller communal, par courrier, en date du 12 mars 2024;

Considérant qu'il convient, dès lors de pourvoir au siège de Madame Françoise Carton de Wiart, qu'en cas de vacance d'un siège, le suppléant arrivant en ordre utile sur la liste du groupe politique du conseiller démissionnaire est appelé à achever le terme de ce conseiller ;

Considérant que Monsieur Xavier Timmermans, domiciliée à Etterbeek (B-1040), avenue Nouvelle 125, est le premier suppléant arrivant en ordre utile sur la liste Défi présentée aux élections communales du 14 octobre 2018, à laquelle appartient Madame Françoise Carton de Wiart, conseiller démissionnaire ;

Qu'il accepte le mandat de conseiller communal devenu vacant ;

Qu'il réunit les conditions d'éligibilité requises par l'article 65 du Code Electoral Communal Bruxellois; qu'il déclare sur l'honneur ne se trouver dans aucun des cas d'incompatibilité prévus aux articles 71, 73, 74 et 75 de la Nouvelle loi communale;

Où l'exposé de l'affaire fait en séance publique par Monsieur le Président, rapporteur;

ARRETE

Les pouvoirs de Monsieur Xavier Timmermans sont validés ;

L'intéressé a prêté le serment légal prévu par l'article 80 de la Nouvelle loi communale :

"Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge"

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Gemeenteraad - Vervanging van een lid (Françoise CARTON de WIART) -
Onderzoek van de geloofsbrieven - Eedaflegging - Installatie van de opvolger
(Xavier Timmermans)**

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikels 1 en volgende;

gelet op de beraadslaging van 6 december 2018 waarmee de gemeenteraad de gemeenteraadsleden die op 14 oktober 2018 verkozen werden heeft aangesteld;

gelet op artikel 8 van de Nieuwe Gemeentewet en artikel 58 het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek;

gelet op het verslag van de telverrichtingen en de algemene telling van de stemmen door het hoofdbureau van Etterbeek in het kader van de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018;

gelet op de resultaten behaald door de leden van de fractie Défi;

overwegende dat mevrouw Françoise Carton de Wiart, gemeenteraadslid, haar ontslag heeft aangeboden uit haar functie van gemeenteraadslid per brief op 12 maart 2024;

overwegende dat het gepast is mevrouw Françoise Carton de Wiart, ontslagnemend raadslid, dan ook te vervangen; dat in geval een zetel vrijkomt de eerstvolgende opvolger op de lijst van de fractie van het ontslagnemend raadslid bestemd is om de termijn van dat ontslagnemend raadslid af te maken;

overwegende dat mijnheer Xavier Timmermans, gedomicilieerd in Etterbeek (B-1040), Nieuwlaan 125, de eerstvolgende opvolger is op de lijst van Défi voorgesteld bij de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 waartoe mevrouw Françoise Carton de Wiart, ontslagnemend raadslid, behoort;

dat hij het mandaat van gemeenteraadslid dat vrijgekomen is aanvaardt ;

dat hij voldoet aan de vereiste kiesbaarheidsvoorwaarden zoals vastgelegd in artikel 65 van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek; dat zij op erewoord verklaart dat hij zich in geen geval van onverenigbaarheid bevindt zoals vastgelegd in artikels 71, 73, 74 en 75 van de Nieuwe Gemeentewet;

na verslag van de zaak gedaan in openbare zitting door de voorzitter, verslaggever;

BESLIST

dat de geloofsbrieven van mijnheer Xavier Timmermans geldig zijn;

dat de betrokkene de eed heeft afgelegd zoals bepaald door artikel 80 van de Nieuwe Gemeentewet:

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge »

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Contentieux - Geschillen

25.03.2024/A/0003 **Arrêté du Bourgmestre du 12.03.2024 levant celui du 16 novembre 2023 interdisant l'accès au public et l'organisation de réceptions et de spectacles dans la salle « Maison du Bois », sise sur le site dit de l'« Arsenal » - Prise de connaissance.**

Le Conseil communal,

PREND CONNAISSANCE de l'arrêté du 12 mars 2024 levant celui du 16 novembre 2023 interdisant l'accès au public et l'organisation de réceptions et de spectacles dans la salle « Maison du Bois », sise sur le site dit de l'« Arsenal », libellé comme suit :

"Arrêté du Bourgmestre levant celui du 16 novembre 2023 interdisant l'accès au public et l'organisation de réceptions et de spectacles dans la salle la « Maison du Bois », sise sur le site dit de l'« Arsenal ».

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2 ;

Vu le règlement général de police, et plus particulièrement son article 39 §2 ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques ;

Considérant que la salle « Maison du Bois », sise sur le site dit de l'« Arsenal » (avenue des Volontaires 2-4 / Chée de Wavre 950 / rue des Pères Blancs 6) à 1040 Bruxelles, est utilisée pour l'organisation de réceptions et d'événements professionnels ;

Considérant que ce genre d'événements entraîne des risques élevés en matière de sécurité (incendie et autres) ;

Considérant qu'en date du 16.11.2023 cette salle n'avait pas fait l'objet des permis d'urbanisme et d'environnement nécessaires ni d'un avis du SIAMU autorisant l'accès du public dans le cadre desdites activités ; qu'elle a dès lors fait l'objet d'un arrêté du Bourgmestre le 16.11.2023, interdisant l'organisation de toute réunion ouverte au public dans ladite salle jusqu'à l'obtention des permis nécessaires et la production aux autorités communales d'un avis favorable du Siamu ;

Considérant que les demandes de permis nécessaires ont été introduites et déclarées incomplètes ;

Considérant le rapport favorable sous réserves du SIAMU daté du 19.12.2023, faisant suite à une visite sur place ; que cet avis fait partie intégrante du présent arrêté ; qu'il interdit notamment l'accès à la mezzanine au public et limite l'occupation à 500 personnes ;

Considérant qu'en date du 03.03.2024, le propriétaire de l'immeuble précité a fait parvenir à l'administration une liste des mesures prises afin de se conformer aux réserves émises par le SIAMU ;

Considérant que la sécurité des occupants est assurée ;

Considérant qu'il convient de limiter les nuisances pour les riverains ; qu'un soin particulier doit être apportée à la régularisation de la situation environnementale et urbanistique ;

ARRETE:

Article 1^{er} – L'arrêté du Bourgmestre du 16.11.2023 interdisant l'organisation de toute réunion ouverte au public dans ladite salle jusqu'à l'obtention des permis nécessaires et la production aux autorités communales d'un avis favorable du Siamu, est levé.

Article 2 - Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

Article 3 - Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat."

Le Conseil prend connaissance.

Besluit van de burgemeester van 12.03.2024 tot opheffing van het besluit van 16 november 2023 houdende een verbod op de toegang voor het publiek en de organisatie van recepties en voorstellingen in de zaal "Huis van het Hout op de zogenaamde Arsenaalsite - Kennisneming.

De gemeenteraad,

NEEMT KENNIS van het besluit van de burgemeester van 12.03.2024 tot opheffing van het besluit van 16 november 2023 houdende een verbod op de toegang voor het publiek en de organisatie van recepties en voorstellingen in de zaal "Huis van het Hout" op de zogenaamde Arsenaalsite, dat als volgt luidt:

"Besluit van de burgemeester tot opheffing van het besluit van 16 november

2023

houdende een verbod op de toegang voor het publiek en de organisatie van recepties en voorstellingen in de zaal “Huis van het Hout” op de zogenaamde Arsenaalsite.

De burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 133, alinea 2 en 135, paragraaf 2;

gelet op het algemeen politiereglement, en meer bepaald artikel 39 §2;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de openbare netheid, gezondheid, veiligheid en rust;

overwegende dat de zaal “Huis van het Hout”, , gelegen op zogenaamde Arsenaalsite (Vrijwilligerslaan 2-4 / Waversesteenweg 950 / Witte Patersstraat 6) in 1040 Brussel, wordt gebruikt voor de organisatie van recepties en bedrijfsevenementen;

overwegende dat dit soort evenementen verhoogde veiligheidsrisico's (brand en andere) met zich meebrengt;

overwegende dat op 16.11.2023 niet de nodige stedenbouwkundige en milieuvergunningen werden verkregen, noch een advies van de DBDMH dat de toegang van het publiek in het kader van die activiteiten toelaat; dat zij bijgevolg het voorwerp heeft uitgemaakt van een besluit van de burgemeester 16.11.2023 houdende het verbod op de organisatie van elke voor het publiek toegankelijke bijeenkomst in die zaal totdat de nodige vergunningen zijn verkregen en de gemeentelijke autoriteiten een gunstig advies van de DBDMH hebben ontvangen;

overwegende dat de nodige vergunningsaanvragen werden ingediend en onvolledig werden verklaard;

gelet op het gunstig verslag onder voorbehoud van de DBDMH van 19.12.2023 naar aanleiding van een bezoek ter plaatse; dat dit advies integraal deel uitmaakt van dit besluit; dat het in het bijzonder de toegang van het publiek tot de mezzanine verbiedt en de bezetting beperkt tot 500 personen;

overwegende dat de eigenaar van het bovengenoemde gebouw op 03.03.2024 een lijst heeft bezorgd aan het gemeentebestuur van maatregelen die werden genomen om zich aan te schikken naar de voorbehouden van de DBDMH;

overwegende dat de veiligheid van de gebruikers is verzekerd;

overwegende dat de overlast voor omwonenden moet worden beperkt; dat bijzondere zorg moet worden besteed aan de regularisatie van de milieu- en stedenbouwkundige situatie;

VERORDENT

Artikel 1 – Het besluit van de burgemeester van 16.11.2023 houdende het verbod op de organisatie van elke voor het publiek toegankelijke bijeenkomst in de

genoemde zaal totdat de nodige vergunningen zijn verkregen en de gemeentelijke autoriteiten een gunstig advies van de DBDMH hebben ontvangen wordt opgeheven.

Artikel 2 – Dit besluit treedt onmiddellijk in werking.

Artikel 3 – In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan eveneens een vordering tot schorsing van dit besluit worden ingediend, in overeenstemming met de bepalingen uit het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State."

De raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

20240312_Arrêté de levée et avis Siamu.pdf

25.03.2024/A/0004 **Arrêtés du Bourgmestre des 23.02 et 22.03.2024 relatifs aux troubles à l'ordre public dans la station Mérode – Prise de connaissance.**

Le Conseil communal,

PREND CONNAISSANCE des arrêtés de police des 23.02.2024 et 22.03.2024, libellés comme suit :

« ARRÊTÉ DE POLICE

Le bourgmestre,

Vu les articles 133, 134sexies, et 135 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 5 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu les articles 42 et 109 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu les articles 1^{er}, 11, 43 et 44 du règlement général de police ;

Attendu que la station de métro Mérode, la gare de chemin de fer du même nom, ainsi que leurs voies d'accès, situées sur le territoire de la commune d'Etterbeek, sont actuellement fréquentées par des personnes qui s'y installent durablement aux fins, notamment, de consommer des drogues de différentes natures ;

Que les personnes dont question s'établissent, plus particulièrement, dans les parties fréquentées par les usagers du transport public, telles que les guichets, les portiques, les escalators, les quais, et autres parties spécialement dédiées à la clientèle ;

Attendu que, selon les rapports de police et les observations de l'autorité de police administrative, après visite sur place, les lieux sont le théâtre de faits de consommation de drogues au vu et au su des personnes qui fréquentent les stations concernées ; Que cette activité est accompagnée, de façon fréquente, de troubles à l'ordre public sous l'influence ou non de substances ;

Attendu que, selon les mêmes rapports et observations, les lieux dont question sont jonchés, en de nombreux endroits, de détritus, déchets ou autres encombrants, notamment liés à la consommation de drogues, tels que cuillères usagées, feuilles d'aluminium, etc. ;

Attendu que la station de métro Mérode est située à proximité immédiate de différentes écoles, à la fois primaires et secondaires, et qu'elle dessert un assez grand nombre de commerces et de lieux culturels ; Que la station précitée est, en conséquence, fréquentée par un public jeune et familial ;

Considérant qu'il n'est pas conforme à l'ordre public de permettre la consommation de drogue dans des lieux fréquentés par des enfants ou par des adolescents ; Qu'il est nécessaire, dans une société responsable, d'adopter les mesures adéquates de protection de ceux-ci face au fait de consommer de la drogue et à l'état physiologique qu'engendre une telle consommation ;

Considérant que la consommation de certaines drogues peut induire des actes qui troublent l'ordre public, du point de vue de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques ; Qu'à cet égard, il est constaté que ce risque s'est concrétisé par des comportements inciviques voire dangereux pour le public qui fréquente les installations précitées ;

Considérant que la présence de déchets liés à la consommation de drogue constitue un risque accru pour la salubrité publique, dès lors que ceux-ci restent porteurs de substances actives ; Qu'il peut également en découler un risque pour la santé des personnes en termes de maladies transmissibles ;

Considérant qu'il y a lieu, afin de d'obvier ce risque, de prendre des mesures justifiées, raisonnables et proportionnées, sans omettre un accompagnement socio-sanitaire des auteurs potentiels ;

Considérant qu'il apparaît adéquat, dans les espaces nécessairement empruntés par les usagers du transport public et définis par le présent arrêté, d'interdire la présence de personnes qui consomment ou qui, après ou avant consommation, persistent dans ces lieux spécifiques ;

Qu'il apparaît nécessaire, raisonnable et proportionné d'inclure à ces espaces les voies d'accès à la station de métro et à la gare depuis la voirie publique ou depuis les véhicules de transports publics, les espaces de vente et de validation des titres de

transports, les espaces commerciaux, ainsi que les principaux lieux d'attente des usagers des transports publics ;

Que le présent arrêté ne vise ni ne permet, à lui seul, de permettre une interdiction intégrale aux installations de la STIB ou de la SNCB à Mérode ;

Considérant qu'une telle mesure d'interdiction doit, pour garantir une effectivité opérationnelle, viser toute personne qui n'est manifestement pas dans les lieux, à l'appréciation des services de police ou de l'autorité de police administrative, pour emprunter, comme voyageurs, les transports publics ; Que les personnes affalées, avachies ou endormies sont expressément et objectivement visées ;

Considérant que ladite interdiction est également motivée par la nécessité de protéger l'intégrité et la sécurité des personnes ; Que les zones d'interdiction visent, d'une part, les zones étroites au sein desquelles la présence de personnes compromettrait la sûreté et la commodité du passage de usagers des transports publics, notamment en période d'affluence, et, d'autre part, les zones où un risque de chute sur les voies est manifeste pour toute personne en état second ;

Considérant que cette mesure doit s'accompagner de mesures socio-sanitaires visant à accompagner les personnes visées par le présent arrêté, sans préjudice de la compétence des autorités compétentes et des services habilités ; Que les services de prévention et les services socio-sanitaires et d'aide à la personne doivent être mobilisés afin d'apporter l'aide la plus appropriée ;

Considérant que les gares, les stations de métro, comme les quais et autres accessoires des transports en commun, qu'ils soient souterrains ou en plein air, appartiennent à l'espace public ;

Considérant qu'il est interdit de se livrer sur l'espace public, comme dans les lieux accessibles au public, à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique et/ou compromettre la sûreté et la commodité du passage ; Qu'il est, notamment, interdit d'entraver, même partiellement, l'entrée des édifices publics ou privés, la progression des passants, ou de se montrer menaçant ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que le bourgmestre est spécialement chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police ; Qu'il est l'autorité responsable en matière de police administrative sur le territoire de la commune ;

Considérant que, pour l'accomplissement de ses missions de police administrative, la police locale est placée sous l'autorité du bourgmestre qui peut lui donner, pour ce qui concerne le territoire de sa commune, les ordres, instructions et directives nécessaires à cet effet ;

Considérant que toute personne se trouvant dans l'espace public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou des agents habilités à maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté et/ou la salubrité publique ;

ARRETE

Article 1^{er}

Interdiction est faite à toute personne qui n'est pas usager effectif et actuel des transports publics de stationner et/ou de s'installer dans les zones suivantes :

- Au sein de la station STIB « Mérode » :
 - Toute zone « payante » au-delà des portiques de sécurité ;
 - La zone « non-payante » entre les entrées Yser, Tongres, Celtes et Gaulois ;
- Au sein de la station SNCB « Mérode » :
 - Les quais ;
 - Le tunnel passant sous les voies.

Les zones d'interdictions sont figurées en Annexe du présent arrêté.

Article 2

Ordre est donné à la police locale, sans préjudice de l'exécution des décisions des autres bourgmestres de la zone sur leur propre territoire, de procéder à l'exécution du présent arrêté de police.

Article 3

Réquisition est faite à la police fédérale d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel est transmis au directeur coordonnateur visé l'article 109 de la loi organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 4

Réquisition est faite à la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB) d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel est notifié à son Directeur général.

Article 5

Réquisition est faite au service de Prévention de la commune d'Etterbeek de proposer un accompagnement adapté aux personnes visées à l'article premier et de les orienter vers les services spécialisés, en fonction des besoins identifiés.

Article 6

Invitation est faite aux opérateurs associatifs et aux services spécialisés de renforcer et de coordonner leurs actions pour une prise en charge optimale du public visé.

Article 7

Le présent arrêté entre en vigueur avec effet immédiat pour une durée de 30 jours, au terme desquels une évaluation sera faite par l'autorité de police administrative.

Article 8

Le présent arrêté est affiché aux différentes entrées des stations précitées.

Article 9

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Pris à Etterbeek, le 23 février 2024. »

et

« ARRÊTÉ DE POLICE

Le bourgmestre,

Vu les articles 133, 134sexies, et 135 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 5 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu les articles 42 et 109 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu les articles 1^{er}, 11, 43 et 44 du règlement général de police ;

Attendu que la station de métro Mérode, la gare de chemin de fer du même nom, ainsi que leurs voies d'accès, situées sur le territoire de la commune d'Etterbeek, sont actuellement fréquentées par des personnes qui s'y installent durablement aux fins, notamment, de consommer des drogues de différentes natures ;

Que les personnes dont question s'établissent, plus particulièrement, dans les parties fréquentées par les usagers du transport public, telles que les guichets, les portiques, les escalators, les quais, et autres parties spécialement dédiées à la clientèle ;

Attendu que, selon les rapports de police et les observations de l'autorité de police administrative, après visite sur place, les lieux sont le théâtre de faits de consommation de drogues au vu et au su des personnes qui fréquentent les stations concernées ; Que cette activité est accompagnée, de façon fréquente, de troubles à l'ordre public sous l'influence ou non de substances ;

Attendu que, selon les mêmes rapports et observations, les lieux dont question sont jonchés, en de nombreux endroits, de détritus, déchets ou autres encombrants, notamment liés à la consommation de drogues, tels que cuillères usagées, feuilles d'aluminium, etc. ;

Attendu que la station de métro Mérode est située à proximité immédiate de différentes écoles, à la fois primaires et secondaires, et qu'elle dessert un assez grand

nombre de commerces et de lieux culturels ; Que la station précitée est, en conséquence, fréquentée par un public jeune et familial ;

Considérant qu'il n'est pas conforme à l'ordre public de permettre la consommation de drogue dans des lieux fréquentés par des enfants ou par des adolescents ; Qu'il est nécessaire, dans une société responsable, d'adopter les mesures adéquates de protection de ceux-ci face au fait de consommer de la drogue et à l'état physiologique qu'engendre une telle consommation ;

Considérant que la consommation de certaines drogues peut induire des actes qui troublent l'ordre public, du point de vue de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques ; Qu'à cet égard, il est constaté que ce risque s'est concrétisé par des comportements inciviques voire dangereux pour le public qui fréquente les installations précitées ;

Considérant que la présence de déchets liés à la consommation de drogue constitue un risque accru pour la salubrité publique, dès lors que ceux-ci restent porteurs de substances actives ; Qu'il peut également en découler un risque pour la santé des personnes en termes de maladies transmissibles ;

Considérant qu'il y a lieu, afin de d'obvier ce risque, de prendre des mesures justifiées, raisonnables et proportionnées, sans omettre un accompagnement socio-sanitaire des auteurs potentiels ;

Considérant qu'il apparaît adéquat, dans les espaces nécessairement empruntés par les usagers du transport public et définis par le présent arrêté, d'interdire la présence de personnes qui consomment ou qui, après ou avant consommation, persistent dans ces lieux spécifiques ;

Qu'il apparaît nécessaire, raisonnable et proportionné d'inclure à ces espaces les voies d'accès à la station de métro et à la gare depuis la voirie publique ou depuis les véhicules de transports publics, les espaces de vente et de validation des titres de transports, les espaces commerciaux, ainsi que les principaux lieux d'attente des usagers des transports publics ;

Que le présent arrêté ne vise ni ne permet, à lui seul, de permettre une interdiction intégrale aux installations de la STIB ou de la SNCB à Mérode ;

Considérant qu'une telle mesure d'interdiction doit, pour garantir une effectivité opérationnelle, viser toute personne qui n'est manifestement pas dans les lieux, à l'appréciation des services de police ou de l'autorité de police administrative, pour emprunter, comme voyageurs, les transports publics ; Que les personnes affalées, avachies ou endormies sont expressément et objectivement visées ;

Considérant que ladite interdiction est également motivée par la nécessité de protéger l'intégrité et la sécurité des personnes ; Que les zones d'interdiction visent, d'une part, les zones étroites au sein desquelles la présence de personnes compromettrait la sûreté et la commodité du passage de usagers des transports publics, notamment en période d'affluence, et, d'autre part, les zones où un risque de chute sur les voies est manifeste pour toute personne en état second ;

Considérant que cette mesure doit s'accompagner de mesures socio-sanitaires visant à accompagner les personnes visées par le présent arrêté, sans préjudice de la compétence des autorités compétentes et des services habilités ; Que les services de

prévention et les services socio-sanitaires et d'aide à la personne doivent être mobilisés afin d'apporter l'aide la plus appropriée ;

Considérant que les gares, les stations de métro, comme les quais et autres accessoires des transports en commun, qu'ils soient souterrains ou en plein air, appartiennent à l'espace public ;

Considérant qu'il est interdit de se livrer sur l'espace public, comme dans les lieux accessibles au public, à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique et/ou compromettre la sûreté et la commodité du passage ; Qu'il est, notamment, interdit d'entraver, même partiellement, l'entrée des édifices publics ou privés, la progression des passants, ou de se montrer menaçant ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que le bourgmestre est spécialement chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police ; Qu'il est l'autorité responsable en matière de police administrative sur le territoire de la commune ;

Considérant que, pour l'accomplissement de ses missions de police administrative, la police locale est placée sous l'autorité du bourgmestre qui peut lui donner, pour ce qui concerne le territoire de sa commune, les ordres, instructions et directives nécessaires à cet effet ;

Considérant que toute personne se trouvant dans l'espace public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou des agents habilités à maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté et/ou la salubrité publique ;

Considérant les observations des services de police, de la STIB et du service de prévention réalisées durant le premier mois de prise d'effet de l'arrêté de police, ainsi que les constats établis par ces services lors de la réunion de debriefing sur le terrain le 22 mars 2024 ;

Considérant les contacts réguliers avec le secteur associatif pour organiser un encadrement adéquat du public visé ;

ARRETE

Article 1^{er}

Interdiction est faite à toute personne qui n'est pas usager effectif et actuel des transports publics de stationner et/ou de s'installer dans les zones suivantes :

- Au sein de la station STIB « Mérode » :
 - Toute zone « payante » au-delà des portiques de sécurité ;
 - La zone « non-payante » entre les entrées Yser, Tongres, Celtes et Gaulois ;
- Au sein de la station SNCB « Mérode » :
 - Les quais ;
 - Le tunnel passant sous les voies.

Les zones d'interdictions sont figurées en Annexe du présent arrêté.

Article 2

Ordre est donné à la police locale, sans préjudice de l'exécution des décisions des autres bourgmestres de la zone sur leur propre territoire, de procéder à l'exécution du présent arrêté de police.

Article 3

Réquisition est faite à la police fédérale d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel est transmis au directeur coordonnateur visé l'article 109 de la loi organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 4

Réquisition est faite à la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB) d'apporter son concours à l'exécution du présent arrêté, lequel est notifié à son Directeur général.

Article 5

Réquisition est faite au service de Prévention de la commune d'Etterbeek de proposer un accompagnement adapté aux personnes visées à l'article premier et de les orienter vers les services spécialisés, en fonction des besoins identifiés.

Article 6

Invitation est faite aux opérateurs associatifs et aux services spécialisés de poursuivre les actions conjointes pour une prise en charge optimale du public visé.

Article 7

Le présent arrêté entre en vigueur avec effet immédiat jusqu'au 30 juin 2024, date à laquelle une nouvelle évaluation sera faite par l'autorité de police administrative.

Article 8

Le présent arrêté est affiché aux différentes entrées des stations précitées.

Article 9

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Pris à Etterbeek, le 22 mars 2024. »

Le Conseil prend connaissance.

Besluiten van de burgemeester van 23.02 en 22.03.2024 betreffende de verstoringen van de openbare orde in het Merode-station - Kennisneming.

De gemeenteraad,

NEEMT KENNIS van de politiebepsluiten van 23.02.2024 et 22.03.2024, die als volgt luiden:

“POLITIEBESLUIT

De burgemeester,

gelet op artikels 133, 134sexies en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 5 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

gelet op artikels 42 en 109 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

gelet op artikels 1, 43 en 44 van het algemeen politiereglement;

overwegende dat het metrostation Merode en het gelijknamige spoorwegaestation, alsook de toegangswegen daartoe, gelegen in de gemeente Etterbeek, momenteel worden bezocht door personen die zich er permanent vestigen met name om er allerlei soorten drugs te gebruiken;

dat de betrokken personen zich meer in het bijzonder vestigen in de zones die worden bezocht door de gebruikers van het openbaar vervoer, zoals de loketten, de toegangspoortjes, de roltrappen, de perrons en andere zones die speciaal bestemd zijn voor de klanten;

overwegende dat volgens de politierapporten en de waarnemingen van de bestuurlijke politieautoriteit, na een bezoek ter plaatse, in de lokalen drugs worden gebruikt in het volle zicht van de stationsbezoekers; dat deze activiteit vaak gepaard gaat met ordeverstoringen, al dan niet onder invloed van substanties;

overwegende dat, volgens dezelfde rapporten en waarnemingen, de desbetreffende ruimten op vele plaatsen bezaaid zijn met afval, vuilnis of andere grofvuil die met name in verband worden gebracht met drugsgebruik, zoals gebruikte lepels, aluminiumfolie, enz.;

overwegende dat het metrostation Merode zich in de onmiddellijke nabijheid van verschillende scholen bevindt, zowel basisscholen als secundaire scholen, en een vrij groot aantal handelszaken en culturele gelegenheden bedient; dat bovengenoemd station bijgevolg wordt bezocht door een jong publiek en gezinnen;

overwegende dat het niet strookt met de openbare orde om het gebruik van drugs toe te staan op plaatsen waar kinderen of adolescenten komen; dat het in een verantwoordelijke samenleving noodzakelijk is passende maatregelen te nemen om hen te beschermen tegen het gebruik van drugs en de fysiologische toestand die dit gebruik teweegbrengt;

overwegende dat het gebruik van bepaalde drugs kan leiden tot handelingen die de openbare orde verstoren vanuit het oogpunt van openbare rust, veiligheid en gezondheid; dat in dit verband is vastgesteld dat dit risico de vorm heeft aangenomen van onbeschaafd en zelfs gevaarlijk gedrag voor het publiek die de bovengenoemde faciliteiten bezoeken;

overwegende dat de aanwezigheid van afval dat verband houdt met drugsgebruik een verhoogd risico vormt voor de volksgezondheid, voor zover dat afval actieve stoffen blijft bevatten; dat dit ook kan leiden tot een risico voor de volksgezondheid in termen van overdraagbare ziekten;

overwegende dat, om dit risico weg te nemen, gerechtvaardigde, redelijke en proportionele maatregelen moeten worden genomen, zonder de sociale en gezondheidsondersteuning van potentiële daders uit het oog te verliezen;

overwegende dat het passend lijkt om in de zones die noodzakelijkerwijs door gebruikers van het openbaar vervoer worden gebruikt en die in dit besluit worden vastgelegd, de aanwezigheid te verbieden van personen die consumeren of die na of voor consumptie in deze specifieke zones verblijven;

dat het noodzakelijk, redelijk en proportioneel lijkt om in deze zones de toegangswegen tot het metrostation en het station vanaf de openbare weg of vanaf openbaarvervoertuigen, de zones voor de verkoop en de validering van vervoerbewijzen, de commerciële zones, alsook de belangrijkste wachtzones voor de gebruikers van het openbaar vervoer op te nemen;

dat dit besluit op zich niet tot doel heeft, noch toelaat, de installaties van de MIVB of de NMBS in Merode volledig te verbieden;

overwegende dat een dergelijke verbodsmaatregelen, om de operationele doeltreffendheid ervan te garanderen, gericht moet zijn tegen elke persoon die zich duidelijk niet in de lokalen bevindt, volgens de beoordeling van de politiediensten of de bestuurlijke politieautoriteit, om als passagier van het openbaar vervoer gebruik te maken; overwegende dat onderuitgezakte, slungelige of slapende personen uitdrukkelijk en objectief worden beoogd;

overwegende dat dit verbod eveneens wordt gemotiveerd door de noodzaak om de integriteit en de veiligheid van personen te beschermen; dat de verbodszones enerzijds gericht zijn op smalle zones waar de aanwezigheid van personen de veiligheid en de vlotte doorstroming van de gebruikers van het openbaar vervoer in het gedrang zou brengen, met name tijdens drukke perioden, en anderzijds voor zones waar voor eenieder die zich in een roes bevindt, een duidelijk risico bestaat om op het spoor te vallen;

overwegende dat deze maatregel vergezeld moet gaan van sociale en gezondheidsmaatregelen ter ondersteuning van de personen die onder dit besluit vallen, onverminderd de bevoegdheid van de bevoegde autoriteiten en de gemachtigde diensten; dat preventiediensten en sociale en gezondheidsdiensten moeten worden gemobiliseerd om de meest geschikte hulp te bieden;

overwegende dat stations, metrostations, perrons en andere toebehoren van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als in de open lucht, tot de openbare ruimte behoren;

overwegende dat het verboden is om in de openbare ruimte en op voor het publiek toegankelijke plaatsen eender welke activiteit te verrichten die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen; dat het in het bijzonder verboden is de toegang tot openbare of private gebouwen of de voortgang van voorbijgangers, zelfs gedeeltelijk, te belemmeren of zich bedreigend op te stellen;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

overwegende dat de burgemeester in het bijzonder belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnances, reglementen en politiebepalingen; dat hij de autoriteit is die verantwoordelijk is voor de administratieve politie op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat de lokale politie voor de uitoefening van haar opdrachten van bestuurlijke politie onder het gezag staat van de burgemeester, die haar voor het grondgebied van zijn gemeente de daartoe noodzakelijke bevelen, instructies en richtlijnen kan geven;

overwegende dat elke persoon die zich in de openbare ruimte bevindt, onmiddellijk gevolg moet geven aan de bevelen of vorderingen van de politie of van ambtenaren die bevoegd zijn voor de handhaving van de openbare veiligheid, rust, netheid en/of gezondheid;

VERORDENT

Artikel 1

Het is iedereen die geen gebruiker is van het openbaar vervoer verboden zich op te houden en/of zich te installeren in de volgende zones:

- Binnen het MIVB-station “Merode”:
 - Elke “betalende” zone voorbij de veiligheidspoortjes;
 - De “niet-betalende” zone tussen de ingangen IJzer, Tongeren, Kelten en Galliërs;
- Binnen het NMBS-station “Merode”:
 - De perrons;
 - De tunnel onder de sporen.

De verboden zones worden weergegeven in bijlage bij dit besluit.

Artikel 2

Onverminderd de uitvoering van de beslissingen van de andere burgemeesters van de zone op hun eigen grondgebied, krijgt de lokale politie de opdracht om dit politiebepaling uit te voeren.

Artikel 3

De federale politie wordt gevorderd om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat wordt overgemaakt aan de coördinerend directeur

bedoeld in artikel 109 van de wet tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Artikel 4

De Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel (MIVB) wordt gevorderd om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat ter kennis zal worden gebracht van haar algemeen directeur.

Artikel 5

De dienst Preventie van Etterbeek wordt gevorderd om de in het eerste artikel bedoelde personen passende ondersteuning te bieden en hen, afhankelijk van de vastgestelde behoeften, door te verwijzen naar gespecialiseerde diensten.

Artikel 6

De verenigingsactoren en de gespecialiseerde diensten worden uitgenodigd om hun acties te versterken en te coördineren met het oog op een optimale opvang van de doelgroep.

Artikel 7

Dit besluit treedt in werking met onmiddellijke ingang voor een periode van 30 dagen, waarna een evaluatie zal worden gemaakt door de bestuurlijke politieautoriteit.

Artikel 8

Dit besluit wordt opgehangen aan de verschillende ingangen van bovengenoemde stations.

Artikel 9

In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan eveneens een vordering tot schorsing van dit besluit worden ingediend, in overeenstemming met de bepalingen uit het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Genomen in Etterbeek op 23 februari 2024”

en

“POLITIEBESLUIT

De burgemeester,

gelet op artikels 133, 134sexies en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 5 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

gelet op artikels 42 en 109 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

gelet op artikels 1, 43 en 44 van het algemeen politiereglement;

overwegende dat het metrostation Merode en het gelijknamige spoorwegaanstation, alsook de toegangswegen daartoe, gelegen in de gemeente Etterbeek, momenteel worden bezocht door personen die zich er permanent vestigen met name om er allerlei soorten drugs te gebruiken;

dat de betrokken personen zich meer in het bijzonder vestigen in de zones die worden bezocht door de gebruikers van het openbaar vervoer, zoals de loketten, de toegangspoortjes, de roltrappen, de perrons en andere zones die speciaal bestemd zijn voor de klanten;

overwegende dat volgens de politierapporten en de waarnemingen van de bestuurlijke politieautoriteit, na een bezoek ter plaatse, in de lokalen drugs worden gebruikt in het volle zicht van de stationsbezoekers; dat deze activiteit vaak gepaard gaat met ordeverstoringen, al dan niet onder invloed van substanties;

overwegende dat, volgens dezelfde rapporten en waarnemingen, de desbetreffende ruimten op vele plaatsen bezaaid zijn met afval, vuilnis of andere grofvuil die met name in verband worden gebracht met drugsgebruik, zoals gebruikte lepels, aluminiumfolie, enz.;

overwegende dat het metrostation Merode zich in de onmiddellijke nabijheid van verschillende scholen bevindt, zowel basisscholen als secundaire scholen, en een vrij groot aantal handelszaken en culturele gelegenheden bedient; dat bovengenoemd station bijgevolg wordt bezocht door een jong publiek en gezinnen;

overwegende dat het niet strookt met de openbare orde om het gebruik van drugs toe te staan op plaatsen waar kinderen of adolescenten komen; dat het in een verantwoordelijke samenleving noodzakelijk is passende maatregelen te nemen om hen te beschermen tegen het gebruik van drugs en de fysiologische toestand die dit gebruik teweegbrengt;

overwegende dat het gebruik van bepaalde drugs kan leiden tot handelingen die de openbare orde verstoren vanuit het oogpunt van openbare rust, veiligheid en gezondheid; dat in dit verband is vastgesteld dat dit risico de vorm heeft aangenomen van onbeschaafd en zelfs gevaarlijk gedrag voor het publiek die de bovengenoemde faciliteiten bezoeken;

overwegende dat de aanwezigheid van afval dat verband houdt met drugsgebruik een verhoogd risico vormt voor de volksgezondheid, voor zover dat afval actieve stoffen blijft bevatten; dat dit ook kan leiden tot een risico voor de volksgezondheid in termen van overdraagbare ziekten;

overwegende dat, om dit risico weg te nemen, gerechtvaardigde, redelijke en

proportionele maatregelen moeten worden genomen, zonder de sociale en gezondheidsondersteuning van potentiële daders uit het oog te verliezen;

overwegende dat het passend lijkt om in de zones die noodzakelijkerwijs door gebruikers van het openbaar vervoer worden gebruikt en die in dit besluit worden vastgelegd, de aanwezigheid te verbieden van personen die consumeren of die na of voor consumptie in deze specifieke zones verblijven;

dat het noodzakelijk, redelijk en proportioneel lijkt om in deze zones de toegangswegen tot het metrostation en het station vanaf de openbare weg of vanaf openbaarvervoertuigen, de zones voor de verkoop en de validering van vervoerbewijzen, de commerciële zones, alsook de belangrijkste wachtzones voor de gebruikers van het openbaar vervoer op te nemen;

dat dit besluit op zich niet tot doel heeft, noch toelaat, de installaties van de MIVB of de NMBS in Merode volledig te verbieden;

overwegende dat een dergelijke verbodsmaatregelen, om de operationele doeltreffendheid ervan te garanderen, gericht moet zijn tegen elke persoon die zich duidelijk niet in de lokalen bevindt, volgens de beoordeling van de politiediensten of de bestuurlijke politieautoriteit, om als passagier van het openbaar vervoer gebruik te maken; overwegende dat onderuitgezakte, slungelige of slapende personen uitdrukkelijk en objectief worden beoogd;

overwegende dat dit verbod eveneens wordt gemotiveerd door de noodzaak om de integriteit en de veiligheid van personen te beschermen; dat de verbodszones enerzijds gericht zijn op smalle zones waar de aanwezigheid van personen de veiligheid en de vlotte doorstroming van de gebruikers van het openbaar vervoer in het gedrang zou brengen, met name tijdens drukke perioden, en anderzijds voor zones waar voor eenieder die zich in een roes bevindt, een duidelijk risico bestaat om op het spoor te vallen;

overwegende dat deze maatregel vergezeld moet gaan van sociale en gezondheidsmaatregelen ter ondersteuning van de personen die onder dit besluit vallen, onverminderd de bevoegdheid van de bevoegde autoriteiten en de gemachtigde diensten; dat preventiediensten en sociale en gezondheidsdiensten moeten worden gemobiliseerd om de meest geschikte hulp te bieden;

overwegende dat stations, metrostations, perrons en andere toebehoren van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als in de open lucht, tot de openbare ruimte behoren;

overwegende dat het verboden is om in de openbare ruimte en op voor het publiek toegankelijke plaatsen eender welke activiteit te verrichten die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen; dat het in het bijzonder verboden is de toegang tot openbare of private gebouwen of de voortgang van voorbijgangers, zelfs gedeeltelijk, te belemmeren of zich bedreigend op te stellen;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

overwegende dat de burgemeester in het bijzonder belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnanties, reglementen en politieverordeningen; dat hij de

autoriteit is die verantwoordelijk is voor de administratieve politie op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat de lokale politie voor de uitoefening van haar opdrachten van bestuurlijke politie onder het gezag staat van de burgemeester, die haar voor het grondgebied van zijn gemeente de daartoe noodzakelijke bevelen, instructies en richtlijnen kan geven;

overwegende dat elke persoon die zich in de openbare ruimte bevindt, onmiddellijk gevolg moet geven aan de bevelen of vorderingen van de politie of van ambtenaren die bevoegd zijn voor de handhaving van de openbare veiligheid, rust, netheid en/of gezondheid;

gelet op de waarnemingen van de politie, de MIVB en de dienst Preventie tijdens de eerste maand waarin het politiebepsluit van kracht werd, alsook met de vaststellingen van deze diensten tijdens de debriefing op het terrein op 22 maart 2024;

overwegende dat er regelmatig contact is met de verenigingssector om adequate begeleiding voor de doelgroep te voorzien;

BESLUIT

Artikel 1

Het is iedereen die geen gebruiker is van het openbaar vervoer verboden zich op te houden en/of zich te installeren in de volgende zones:

- Binnen het MIVB-station “Merode”:
 - Elke “betalende” zone voorbij de veiligheidspoortjes;
 - De “niet-betalende” zone tussen de ingangen IJzer, Tongeren, Kelten en Galliërs;
- Binnen het NMBS-station “Merode”:
 - De perrons;
 - De tunnel onder de sporen.

De verboden zones worden weergegeven in bijlage bij dit besluit.

Artikel 2

Onverminderd de uitvoering van de beslissingen van de andere burgemeesters van de zone op hun eigen grondgebied, krijgt de lokale politie de opdracht om dit politiebepsluit uit te voeren.

Artikel 3

De federale politie wordt gevorderd om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat wordt overgemaakt aan de coördinerend directeur bedoeld in artikel 109 van de wet tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Artikel 4

De Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel (MIVB) wordt gevorderd

om haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van dit besluit, dat ter kennis zal worden gebracht van haar algemeen directeur.

Artikel 5

De dienst Preventie van Etterbeek wordt gevorderd om de in het eerste artikel bedoelde personen passende ondersteuning te bieden en hen, afhankelijk van de vastgestelde behoeften, door te verwijzen naar gespecialiseerde diensten.

Artikel 6

De verenigingsactoren en de gespecialiseerde diensten worden uitgenodigd om hun gezamenlijke acties voor te zetten met het oog op een optimale opvang van de doelgroep.

Artikel 7

Dit besluit treedt in werking met onmiddellijke ingang tot 30 juni 2024, datum waarop een nieuwe evaluatie zal worden gemaakt door de bestuurlijke politieautoriteit.

Artikel 8

Dit besluit wordt opgehangen aan de verschillende ingangen van bovengenoemde stations.

Artikel 9

In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan eveneens een vordering tot schorsing van dit besluit worden ingediend, in overeenstemming met de bepalingen uit het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Genomen in Etterbeek op 22 maart 2024.”

De raad neemt kennis.

4 annexes / 4 bijlagen

*Plan.pdf, 20240322_arrêté de police NL.pdf, 20240223_Arrêté signé.pdf,
20240322_arrêté de police F.pdf*

Affaires générales - Algemene Zaken

25.03.2024/A/0005 **Ordonnance de police relative aux élections du 09.06.2024.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées;

Vu le règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises, arrêté par le Conseil communal en séance du 20.01.2020 ;

Considérant que les élections se dérouleront le 09.06.2024 ;

Considérant que, complémentairement aux dispositions contenues dans l'arrêté de police du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, il est indispensable de prendre des mesures afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public pendant la période électorale;

DECIDE d'adopter l'ordonnance de police ci-après :

Article 1

§ 1. L'affichage électoral sur le domaine public sera strictement limité à la période du 02.05.2024 au 09.06.2024.

§ 2. Sans préjudice des articles 38 et 39 du Règlement général de police, l'affichage électoral sur les panneaux communaux situés sur le domaine public sera effectué uniquement par la commune, aux emplacements dont la liste est reprise ci-dessous :

- Hôtel Communal (esplanade)
- Avenue d'Auderghem (ancien Hôtel communal)
- Rue Gérard (à hauteur du précardiennat)
- Rue Louis Hap (façade des ateliers communaux)
- Place Saint-Pierre
- Avenue Mesens (Athénée flamand)
- Square de Léopoldville
- Square Jean Absil
- Place Saint-Antoine (arrière de l'église, en face du Delhaize)
- Place du Roi Vainqueur
- pont Demany
- croisement Avenue de Tervuren – Rue Abbé Cuypers
- Rue Baron Dhanis (devant le stade Guy Thijs).

§ 3. Chaque site sera composé de 16 panneaux d'affichage, dont seule la face avant sera utilisée. La répartition des panneaux entre les partis politiques se fera conformément au protocole d'accord auquel chaque groupe politique aura souscrit.

Article 2

Les affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards, ainsi que les plans d'affichage prévus à l'article suivant seront déposés au secrétariat communal (sur rendez-vous uniquement, les lundis, mercredis et vendredis, de 8 h. 00 à 13 h. 00 et de 14 h. 00 à 16 h. 00) par une personne dûment mandatée par le parti déposant, et munie de ladite habilitation.

Dès réception desdits documents, un signe distinctif communal y sera apposé en vue de leur affichage. L'apposition des affiches aura lieu au plus tard le surlendemain du dépôt. Si celui-ci a lieu le vendredi, l'affichage aura lieu le lundi ou, si le lundi est férié, le 1^{er} jour ouvrable suivant.

Les affiches tagguées seront remplacées au plus vite. En cas d'absence d'affiche de rechange, les affiches tagguées seront recouvertes de papier blanc.

Article 3

Il appartient à chaque parti politique :

1. de fournir un nombre de documents à afficher qui soit en adéquation avec la place qui lui est réservée sur les panneaux communaux,
2. de fournir un plan de l'affichage souhaité, identique pour l'ensemble des sites et indépendant du sens de la marche des véhicules du côté des panneaux. Ce plan peut être modifié au maximum deux fois par semaine,
3. de trancher les éventuels litiges concernant la répartition des affiches entre les différents panneaux qui lui sont dévolus.

Article 4

Sans préjudice de l'article 12 de la présente ordonnance, il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer ou enlever les affiches ou les autocollants, qu'ils aient ou non été posés avec l'autorisation de l'autorité.

Article 5

Jusqu'au 08.06.2024 compris, de 22 h. 00 à 7 h. 00, et du 08.06.2024 à 22 h. 00 au 09.06.2024 à 16 h. 00, il est interdit de poser des inscriptions, affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards, même aux endroits qui ont été autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance.

Article 6

Du 08.06.2024 à 22 h. 00 au 09.06.2024 à 16 h. 00, il est interdit de distribuer des tracts, photos ou supports électoraux.

Article 7

Du 08.06.2024 à 22 h. 00 au 09.06.2024 à 16 h. 00, à l'exception de l'affichage électoral sur les panneaux installés sur le domaine public par la commune en application du présent règlement, aucun panneau fixe ou mobile, aucun panneau apposé dans ou sur des véhicules ou remorques, aucun autre média de publicité électorale visuelle ne se trouvera sur le domaine public, tant en voirie régionale que communale.

Article 8

Jusqu'au 09.06.2024 compris, est interdite, de jour comme de nuit, toute propagande électorale sonore et par haut-parleur.

Article 9

Jusqu'au 08.06.2024 compris, de 22 h. 00 à 7 h. 00, et du 08.06.2024 à 22 h. 00 au 09.06.2024 à 16 h. 00, il est interdit d'organiser des caravanes motorisées dans le cadre des élections.

Article 10

Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons, ainsi que d'y participer.

Article 11

Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est

subordonné à l'autorisation du bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs;
- l'objet de l'événement;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement;
- l'itinéraire projeté;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs.

Le bourgmestre pourra interdire la manifestation à défaut de respect des conditions fixées.

Article 12

Sans préjudice de l'article 38 du règlement général de police, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent règlement seront enlevées ou recouvertes par les services communaux.

Article 13

La présente ordonnance de police entre en vigueur immédiatement après sa publication par affichage, à l'endroit habituel de l'affichage des publications officielles.

Le Conseil prend connaissance.

Politieverordening betreffende de verkiezingen van 09.06.2024.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 29 juli 1934 waarbij de private militias verboden worden;

gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement van de 19 Brusselse gemeenten, dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad in zijn zitting van 20.01.2020;

overwegende dat de verkiezingen zullen plaatsvinden op 09.06.2024;

overwegende dat het, ter aanvulling van de bepalingen van het politiebepsluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, absoluut noodzakelijk is om maatregelen te nemen om de veiligheid, de rust en de openbare orde te verzekeren tijdens de verkiezingsperiode;

BESLIST om de onderstaande politieverordening goed te keuren:

Artikel 1

§1. Het aanplakken van verkiezingsaffiches in het openbaar domein wordt strikt beperkt tot de periode van 02.05.2024 tot en met 09.06.2024.

§2. Onverminderd artikels 38 en 39 van het algemeen politiereglement wordt het aanplakken van verkiezingsaffiches op gemeentelijke aanplakborden in het openbaar domein uitsluitend door de gemeente uitgevoerd op de hieronder vermelde locaties:

- Gemeentehuis (esplanade)
- Oudergemlaan (oud gemeentehuis)
- Gérardstraat (ter hoogte van de peuterspeelzaal)
- Louis Hapstraat (gevel van de gemeentelijke werkplaatsen)
- Sint-Pietersplein

- Mesenslaan (Nederlandstalig atheneum)
- Leopoldstadplein
- Jean Absilplein
- Sint-Antoonplein (achter de kerk, tegenover Delhaize)
- Koning Overwinnaarplein
- Demanybrug
- Kruispunt Tervurenlaan – Priester Cuypersstraat
- Baron Dhanisstraat (voor het Guy Thijsstadion)

§3. Elke locatie wordt voorzien van 16 aanplakborden, waarvan enkel de voorkant mag worden gebruikt. De verdeling van de borden tussen de politieke partijen gebeurt in overeenstemming met het protocolakkoord waarmee elke fractie heeft ingestemd.

Artikel 2

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes moeten op het gemeentesecretariaat worden afgegeven (enkel op afspraak, op maandag, woensdag en vrijdag, van 8.00 tot 13.00 uur en van 14.00 u. tot 16.00 uur) door een persoon die hiertoe gemachtigd werd door de indienende partij en die in het bezit is van een bewijs van deze machtiging.

Na ontvangst van voormelde documenten wordt er een kenteken van de gemeente op aangebracht met het oog op de aanplakking. De affiches worden aangeplakt uiterlijk twee dagen nadat ze werden afgegeven. Als de affiches worden afgegeven op vrijdag, worden ze aangeplakt op maandag of als maandag een feestdag is op de eerstvolgende werkdag. Affiches waarop graffiti is aangebracht zullen zo snel mogelijk worden vervangen. Als er geen vervangaffiches zijn, zullen de affiches waarop graffiti is aangebracht worden bedekt met wit papier.

Artikel 3

Het is de taak van elke politieke partij om:

1. het aantal aan te plakken documenten te leveren dat overeenstemt met de voor haar voorbehouden plaats op de gemeentelijke aanplakborden,
2. het gewenste aanplakgingsplan te voorzien, dat identiek is voor alle locaties en dat ongeacht de rijrichting van voertuigen langs de borden. Dat plan kan maximaal twee keer per week worden gewijzigd.
3. bij eventuele geschillen te beslissen over de verdeling van de affiches tussen de verschillende aanplakborden die haar werden toegekend.

Artikel 4

Onverminderd artikel 12 van deze verordening is het verboden de affiches of stickers te bevuilen, bedekken, beschadigen, vernielen, veranderen of te verwijderen, ongeacht of ze als dan niet met toestemming van de overheid werden aangebracht.

Artikel 5

Tot en met 08.06.2024, van 22.00 uur tot 7.00 uur, en van 08.06.2024, vanaf 22.00 uur, tot 09.06.2024, om 16.00 uur, is het verboden om opschriften, affiches, beeld- of fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes aan te brengen, zelfs op de plaatsen die vooraf en schriftelijk door de eigenaar of de vruchtgebruiker werden toegelaten.

Artikel 6

Het is verboden om vlugschriften, foto's of verkiezingsmateriaal uit te delen tussen 08.06.2024 om 22.00 uur en 09.06.2024 om 16.00 uur.

Artikel 7

Van 08.06.2024 om 22.00 uur tot 09.06.2024 om 16.00 uur, met uitzondering van de verkiezingsaffiches die door de gemeente werden aangebracht op de aanplakborden in de openbare ruimte in toepassing van dit reglement, mag er zich geen enkel vast of beweegbaar

bord, geen enkel aanplakbord in of op voertuigen of aanhangwagens en geen enkel ander medium voor visuele verkiezingsreclame in de openbare ruimte bevinden. Dit geldt zowel voor gewestwegen als voor gemeentewegen.

Artikel 8

Tot en met 09.06.2024 is alle verkiezingspropaganda via luidspreker en megafoon verboden, zowel overdag als 's nachts.

Artikel 9

Tot en met 08.06.2024, van 22.00 uur tot 7.00 uur, en op 08.06.2024 vanaf 22.00 uur tot 09.06.2024 om 16.00 uur is het verboden gemotoriseerde optochten te organiseren in het kader van de verkiezingen.

Artikel 10

Behoudens de in het volgende artikel bedoelde toelating is het verboden om in de openbare ruimte samenscholingen te organiseren die de doorgang van voertuigen belemmeren of voetgangers hinderen en deel te nemen aan deze samenscholingen.

Artikel 11

Voor elke samenschooling, betoging of optocht, van welke aard ook, in de openbare ruimte of galerijen en doorgangen op private grond die voor het publiek toegankelijk zijn, moet toelating worden gevraagd worden de burgemeester.

De toelatingsaanvragen moeten minstens tien werkdagen voor de geplande datum schriftelijk aan de burgemeester worden gericht en moeten de volgende elementen bevatten:

- naam, adres en telefoonnummer van de organisator(en);
- het onderwerp van het evenement;
- datum en uur van de samenkomst;
- de geplande reisweg;
- de geplande plaats en uur van het einde van het evenement en, in voorkomend geval, waar de optocht wordt ontbonden;
- in voorkomend geval, het houden van een meeting op het einde van het evenement;
- een schatting van het aantal deelnemers alsook de voorziene vervoersmiddelen;
- de ordemaatregelen voorzien door de organisatoren.

De burgemeester kan de betoging verbieden als de vastgelegde voorwaarden niet worden nageleefd.

Artikel 12

Onverminderd artikel 38 van het algemeen politiereglement worden de affiches of de stickers die aangebracht werden in strijd met dit reglement door de gemeentelijke diensten verwijderd of bedekt.

Artikel 13

Deze politieverordening treedt in werking onmiddellijk na haar bekendmaking via aanplakking op de gebruikelijke plaats voor het aanplakken van officiële bekendmakingen.

De raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

*20240222_Ordonnance de police_CC 25.03.2024 Projet avec changetracking.docx,
20240222_Arrêté ministériel (Région).pdf*

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 janvier 2020 adoptant le Règlement Général de Police de la commune d'Etterbeek ;

Vu la loi du 11 décembre 2023 modifiant la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, la Nouvelle Loi communale et la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que le système des sanctions administratives communales a été conçu afin de lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes ; que celles-ci ne dépendent plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour sanctionner ces petites incivilités ;

Considérant que les sanctions administratives ont permis aux communes de réduire le sentiment d'impunité à l'égard de celles et ceux qui troublent l'ordre public ;

Que depuis l'adoption de la loi du 24 juin 2013 les sanctions administratives communales ont gagné en importance et en visibilité comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements publics ;

Considérant qu'en 2020, un règlement général de police harmonisé est entré en vigueur dans les 19 communes de la Région Bruxelles- Capitale ;

Que ce document avait notamment pour objectif de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police et de faciliter dès lors la lisibilité et la compréhension pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional ;

Considérant que la loi du 11 décembre 2023, entrée en vigueur le 8 janvier 2024, a apporté des modifications techniques à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives qui nécessitent de modifier certains articles du règlement général de police :

À l'article 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "collège des bourgmestre et échevins" sont remplacés par les mots "Collège des Bourgmestre et Echevins" ;

2° les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ou toute autre réglementation spécifique" sont remplacés par les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, ci-après dénommée "loi SAC", ou toute autre réglementation spécifique".

À l'article 4, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1er, 3°, les mots "le retrait administratif" sont remplacés par les mots "l'abrogation administrative" ;

2° dans le paragraphe 2, les mots "350 euros" sont remplacés par les mots "500 euros".

Aux articles 5 et 6, les mots “la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales” sont remplacés par les mots “la loi SAC”.

À l’article 7, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les paragraphes 1er et 2, les mots “la loi du 24 juin 2013” sont remplacés par les mots “la loi SAC” ;

2° dans le paragraphe 2, les mots “médiation locale” sont remplacés par les mots “médiation SAC”.

À l’article 8, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1er, les mots “au père, mère, tuteur ou personne ayant la garde du contrevenant mineur” sont remplacés par “à chaque titulaire qui a l’autorité parentale sur le mineur”;

2° dans les paragraphes 1ier, 2 et 3, les mots “la loi du 24 juin 2013” sont remplacés par les mots “la loi SAC” ;

3° dans le paragraphe 2, les mots “médiation locale” sont remplacés par les mots “médiation SAC”.

À l’article 9, §1er, les mots “de retrait” sont remplacés par les mots “d’abrogation”.

L’article 120 est remplacé par ce qui suit :

“Conformément à la loi SAC et sans préjudice des protocoles d’accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l’article 3, 1° et 2° de la loi SAC.”.

L’article 121 est remplacé par ce qui suit :

“Conformément à la loi SAC et sans préjudice du protocole d’accord conclu entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l’article 3, 3° selon les modalités déterminées par le Roi.”.

À l’article 122, les mots “la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales” sont remplacés par les mots “la loi SAC”.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE

Article 1er - Adopter les modifications techniques au Règlement Général de Police de la commune d’Etterbeek et sa version consolidée tel que repris en annexe à l’arrêté.

Article 2 - Le Règlement entre en vigueur le 1er avril 2024.

Le Conseil prend connaissance.

Algemeen Politiereglement - Technische wijzigingen - kennisneming

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikels 119 en 135;

gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20 januari 2020 tot goedkeuring van het Algemeen Politiereglement van de gemeente Etterbeek;

gelet op de wet van 11 december 2023 tot wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, de Nieuwe Gemeentewet en van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties werd ontworpen om sneller en efficiënter de strijd aan te binden met kleine daden van onburgerlijk gedrag op het grondgebied van de gemeenten; dat deze niet langer afhankelijk zijn van de parketten om overtredingen te vervolgen, noch van de strafrechter om die kleine daden van onburgerlijk gedrag te bestraffen;

overwegende dat de administratieve sancties de gemeenten in staat hebben gesteld om het gevoel van straffeloosheid ten aanzien van zij die de openbare orde verstoren te verkleinen;

dat de gemeentelijke administratieve sancties sinds de goedkeuring van de wet van 24 juni 2013 aan belang en zichtbaarheid hebben gewonnen als effectief instrument in de strijd tegen de verstoring van de openbare rust;

overwegende dat in 2020, een geharmoniseerd algemeen politiereglement in werking is gestreden in de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

dat dit document in het bijzonder tot doel had het werk van de politieagenten van de verschillende politiezones te vergemakkelijken en te optimaliseren en de leesbaarheid en het begrip voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen te vergemakkelijken;

overwegende dat de wet van 11 december 2023, die in werking is getreden op 8 januari 2024, technische wijzigingen heeft aangebracht in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, waardoor bepaalde artikels van het Algemeen Politiereglement moeten worden gewijzigd:

In artikel 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “college van burgemeester en schepenen” worden vervangen door de woorden “College van Burgemeester en Schepenen”;

2° de woorden “de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties of elke andere specifieke reglementering” worden vervangen door de woorden “de wet van 24 juni 2013

betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, hierna “GAS-wet” genoemd, of elke andere specifieke reglementering”.

In artikel 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 3° worden de woorden “administratieve intrekking” vervangen door de woorden “administratieve opheffing”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “350 euro” vervangen door de woorden “500 euro”;

In artikels 5 en 6 worden de woorden “de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties” vervangen door de woorden “de GAS-wet”.

In artikel 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragrafen 1 en 2 worden de woorden “de wet van 24 juni 2013” vervangen door de woorden “de GAS-wet”.

2° in paragraaf 2 worden de woorden “lokale bemiddeling” vervangen door de woorden “GAS-bemiddeling”;

In artikel 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “aan de vader, moeder, voogd of de persoon die de hoede heeft over de minderjarige overtreder” vervangen door “aan iedere houder die het ouderlijk gezag over de minderjarige uitoefent”;

2° in paragrafen 1, 2 en 3 worden de woorden “de wet van 24 juni 2013” vervangen door de woorden “de GAS-wet”.

3° in paragraaf 2 worden de woorden “lokale bemiddeling” vervangen door de woorden “GAS-bemiddeling”;

In artikel 9, §1 wordt het woord “intrekking” vervangen door het woord “opheffing”.

Artikel 120 wordt vervangen door wat volgt:

“Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd de protocolakkoorden tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 1° en 2° van de GAS-wet.”.

Artikel 121 wordt vervangen door wat volgt:

“Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd het protocolakkoord tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 3° volgens modaliteiten vastgesteld door de Koning.”.

In artikel 122 worden de woorden “de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties” vervangen door de woorden “de GAS-wet”.

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLUIT

Artikel 1 - De technische wijzigingen aan het Algemeen Politiereglement van de gemeente Etterbeek en haar geconsolideerde versie, zoals opgenomen in bijlage bij het besluit, goed te keuren.

Artikel 2.- Het reglement treedt in werking op 1 april 2024.

De raad neemt kennis.

4 annexes / 4 bijlagen

*5.3.24 RGP+Commun+NL.pdf, RGP+Commun+NL.docx,
RGP+Commun+Modifications techniques Loi 11 décembre 2023.docx, ok 5.3.24
RGP+Commun+Modifications techniques Loi 11 décembre 2023.pdf*

25.03.2024/A/0007 **Travaux Publics - Bâtiments publics - Avenant n°1 au contrat de bail signé le 2 JUILLET 2013 relatif au Bureau BPOST de Etterbeek/Chasse (FA 3739) sis rue des Champs 49-51 à 1040 Etterbeek**

Le Conseil Communal,

Considérant que la commune d'Etterbeek et BPOST ont conclu, en date du 2 juillet 2013, un contrat de bail relatif au bureau bpost d'Etterbeek Chasse, rue des Champs 49-51 à 1040 Etterbeek;

Considérant que les parties désirent reconduire ledit contrat aux mêmes conditions, à partir du 02/07/2022;

Considérant la gestion d'énergie relatif à l'obligation PLAGE;

Vu que le présent avenant sert à formaliser cet accord;

DECIDE de signer l'avenant libellé comme suit :

AVENANT n°1 au contrat de bail signé le 2 JUILLET 2013 RELATIF AU Bureau BPOST DE ETTERBEEK CHASSE (FA 3739) SIS RUE DES CHAMPS 49-51 A 1040 ETTERBEEK

ENTRE

La Commune d'Etterbeek, dont le siège est établi à 1040 Bruxelles, avenue des Casernes 31/1, inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0207.365.610 ;

Représentée dans le cadre du présent contrat par Monsieur Vincent De Wolf, en sa qualité de Bourgmestre, et par Madame Annick Petit, en sa qualité de Secrétaire Communale ;

Ci-après dénommé « le Bailleur»,

d'une part,

ET

bpost, société anonyme de droit public, dont le siège est établi au Multi, boulevard Anspach 1 boîte 1, 1000 Bruxelles inscrit au Registre des Personnes Morales sous le numéro 0214.596.464, représentée par Monsieur Christophe Arnould, en sa qualité de Director Services Operations & Real Estate, et par Monsieur Andries Benoit, en sa qualité de Business Controller ;

Ci-après dénommée « le Locataire»,

d'autre part,

Désignés ci-après conjointement les « Parties », ou individuellement, une « Partie ».

EXPOSE PREALABLE

- A. Les Parties ont conclu en date du 2 juillet 2013 un contrat de bail (ci-après dénommée la « Convention ») relatif au bureau bpost d'Etterbeek Chasse, rue des Champs 49-51 à 1040 Etterbeek.
- B. Les Parties reconduisent la Convention aux mêmes conditions à partir du 2 juillet 2022.
- C. Gestion d'énergie relatif à l'obligation PLAGE.
- D. Le présent Avenant sert à formaliser cet accord.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

- 1. L'Avenant n°1 reconduit la Convention pour une durée de neuf années consécutives qui débiteront le 2 juillet 2022 pour se terminer automatiquement après l'écoulement de la neuvième année à minuit, le 1 juillet 2031.
- 2. La prise en charge de la gestion d'énergie de l'obligation PLAGE relatif au bureau bpost d'Etterbeek Chasse, rue des Champs 49-51 à 1040 Etterbeek. est en charge du locataire.
- 3. Cet Avenant fait partie intégrante de la Convention.
- 4. Le présent Avenant sera enregistré par le Locataire.
- 5. Toutes les autres dispositions de la Convention non expressément modifiées par le présent Avenant restent inchangées.

Etabli à Bruxelles, le 17 janvier 2024, en autant d'exemplaires originaux qu'il y a de Parties, plus un exemplaire original destiné à des fins d'enregistrement; chaque Partie reconnaît avoir reçu son exemplaire.

Pour le Bailleur,

Pour le

Locataire,
Vincent De Wolf
Bourgmestre
Operations & Real Estate

Christophe Arnould
Director Services

Annick Petit
Secrétaire Communale

Andries Benoit
Business Controller

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Openbare Werken - Publiek gebouw - Aanhangsel nr. 1 bij de huurovereenkomst getekend op 2 JULI 2013 betreffende het BPOST-kantoor van Etterbeek/Jacht (FA 3739) gelegen Veldstraat 49-51 in 1040 Etterbeek

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeente Etterbeek en BPOST op 2 juli 2013 een huurovereenkomst hebben gesloten voor het bpost-kantoor Etterbeek Jacht, Veldstraat 49-51 in 1040 Etterbeek;

Overwegende dat de partijen die overeenkomst onder dezelfde voorwaarden willen verlengen vanaf 02/07/2022;

Gelet op het energiebeheer met betrekking tot de PLAGÉ-verplichting

Overwegende dat dit aanhangsel tot doel heeft om dat akkoord te formaliseren

BESLIST om het hieronder aanhangsel te ondertekenen :

AANHANGSEL nr. 1 bij de huurovereenkomst getekend op 2 JULI 2013 BETREFFENDE HET BPOST-KANTOOR VAN Etterbeek JACHT (FA 3739) GELEGEN VELDSTRAAT 49-51 IN 1040 ETTERBEEK

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, waarvan de zetel gevestigd is in 1040 Brussel, Kazernelaan 31/1, ingeschreven in de Kruispuntbank van de Ondernemingen onder het ondernemingsnummer 0207.365.610;

In het kader van deze overeenkomst vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, in zijn hoedanigheid van burgemeester en mevrouw Annick PETIT, in haar hoedanigheid van gemeentesecretaris,

Hierna “de verhuurder” genoemd

enerzijds,

EN

bpost, naamloze vennootschap van publiek recht, waarvan de zetel gevestigd is bij Multi, Anspachlaan 1 bus 1, 1000 Brussel, ingeschreven in het rechtspersonenregister onder het nummer 0214.596.464, vertegenwoordigd door de heer Christophe Arnould, in zijn hoedanigheid van Director Services Operations & Real Estate, en door de heer Andries Benoit, in zijn hoedanigheid van Business Controller;

Hierna “de huurder” genoemd,

anderzijds,

Hierna samen “de partijen” of individueel “een partij” genoemd,

VOORAFGAANDE UITEENZETTING

- A. De partijen hebben op 2 juli 2013 een huurovereenkomst (hierna “de overeenkomst”) gesloten betreffende het bpost-kantoor van Etterbeek Jacht, Veldstraat 49-51 in 1040 Etterbeek.
- B. De partijen verlengen de overeenkomst onder dezelfde voorwaarden vanaf 2 juli 2022.
- C. Energiebeheer betreffende de PLAGE-verplichting
- D. Dit aanhangsel heeft tot doel om dat akkoord te formaliseren.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT

- 1. Aanhangsel nr. 1 verlengt de overeenkomst voor een duur van negen opeenvolgende jaren die van start gaat op 2 juli 2022 om automatisch te eindigen na afloop van het negende jaar om middernacht, op 1 juli 2031.
- 2. De huurder is verantwoordelijk voor het energiebeheer betreffende de PLAGE-verplichting voor het bpost-kantoor van Etterbeek Jacht, Veldstraat 49-51 in 1040 Etterbeek.
- 3. Dit aanhangsel maakt integraal deel uit van deze overeenkomst.
- 4. Dit aanhangsel zal worden geregistreerd door de huurder.

Alle andere bepalingen van de overeenkomst die niet uitdrukkelijk worden gewijzigd door dit aanhangsel blijven ongewijzigd.

Opgesteld in Brussel op 17 januari 2024 in evenveel originele exemplaren als er partijen zijn, plus een origineel exemplaar voor registratiedoeleinden. Elke partij erkent haar exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de verhuurder,
huurder,

Vincent De Wolf
Arnould

Burgemeester van Etterbeek
Services Operations & Real Estate

Annick Petit
Benoit

Gemeentesecretaris
Controller

Voor de

Christophe

Director

Andries

Business

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positive stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

*ETTERBEEK_CHASSE_FA_3739_AVENANT_1_2024-01-17.pdf, Bail de base
signé.pdf, CBE 30.06.2022.pdf,
ETTERBEEK_CHASSE_FA_3739_AVENANT_1_2024-01-17_dut-BE.pdf*

25.03.2024/A/0008 **Programme régional d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux (WePulse) - Appel à candidatures lancé par le Fonds régional bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales (F.R.B.R.T.C.) - Convention de prêt - Approbation**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Conseil communal du 18 septembre 2023 approuvant la candidature de la Commune dans le cadre de l'appel lancé par le Fonds régional bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales, en vue de soutenir le déploiement des solutions informatiques applicatives dans les domaines de la gestion financière (FIN), de la gestion des ressources humaines (GRH - Soft RH) et de la gestion du personnel et de la paie (GRH - Hard RH) ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé la convention à conclure avec la commune et le FRBRTC réglant les modalités de mise à disposition de la commune d'un prêt du Fonds conformément aux articles 2, §4 et 4, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011 et de l'arrêté du 7 décembre 2023 attribuant aux communes des prêts en exécution de l'article 2, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du FRBRTC.;

Considérant que le Fond octroie à la commune un prêt de 681.186,52 Euros destinés à financer l'investissement visant le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de : a). la gestion financière des communes (FIN) et/ou ; b). la gestion des ressources humaines des communes (GRH - Soft HR) et/ou ; c). la gestion du personnel et de la paie des communes (GRH - Hard HR) ;

Considérant que la Convention doit être signée et transmise au FRBRTC avant le 01/04/2024 ;

Décide d'approuver la Convention reprise ci-dessous.

Convention en exécution de l'article 4, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011

ENTRE :

LE FONDS REGIONAL BRUXELLOIS DE REFINANCEMENT DES
TRESORERIES COMMUNALES

Représenté par Monsieur Bernard CLERFAYT, Ministre du Gouvernement de la

Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, des Pouvoirs locaux, de l'Informatiquerégionale et de la Transition numérique.Ci-après dénommé « le Fonds »

LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Représenté par Monsieur Bernard CLERFAYT, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, des Pouvoirs locaux, de l'Informatiquerégionale et de la Transition numérique.Ci-après dénommé « le Gouvernement »

LA COMMUNE D'ETTERBEEK

représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestreet Madame Annick PETIT, Secrétaire communal.Ci-après dénommée « la Commune »

Il est convenu ce qui suit :

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 La présente convention règle les modalités de mise à disposition de la commune d'un prêt du Fondsconformément aux articles 2, §4 et 4, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le Fonds RégionalBruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales telle que modifiée par l'ordonnance du 24novembre 2011 et de l'arrêté du 7 décembre 2023 attribuant aux communes des prêts en exécution del'article 2, §4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du FRBRTC.

CHAPITRE II – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 2§1. Le Fonds octroie à la commune un prêt de 681.186,52 Euros destinés à financer l'investissementvisant le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de :

- a. la gestion financière des communes (FIN) et/ou ;
- b. la gestion des ressources humaines des communes (GRH - Soft HR) et/ou ;
- c. la gestion du personnel et de la paie des communes (GRH - Hard HR).

§2. La dépense d'investissement financée par le présent prêt sera liquidée par la commune au bénéfice de IRISTEAM ASBL.

§3. Le prêt sera mis à la disposition de la commune en deux tranches :1° Une première tranche de 392.187,87 Euros après transmission par la commune de la copie dela délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins engageant les dépensesd'investissement visés au paragraphe 1 du présent article. La copie de la délibération doitêtre transmise au FRBRTC au plus tard le 31 octobre 2024.2° Une seconde tranche de 288.998,65 Euros au plus tard le 31 octobre 2025.

Article 3 Ce prêt à long terme est remboursable en 10 ans. Le remboursement s'effectue par annuité constante,la première annuité étant due un an après la mise à disposition des fonds.Le remboursement des charges en capital et intérêts de ce prêt est déclaré irrécouvrable par la décisiondu Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 pour autant que la communerespecte les articles 5et 6 de la présente convention.

Article 4 Le taux d'intérêt du prêt à long terme est fixé deux jours ouvrables avant la date valeur de la mise à disposition de fonds sur base du coût de financement du fonds pour un emprunt similaire.

CHAPITRE III –DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 5 Afin de permettre le contrôle et le suivi de l'utilisation conforme du prêt tel que visé à l'article 2, la commune transmettra au Fonds : jusqu'à la réalisation complète de l'investissement : un rapport annuel sur l'état d'avancement de la réalisation de l'investissement couvert par le prêt octroyé. Le rapport sera transmis pour le 31 janvier au plus tard, à la réception provisoire: le décompte de tous les paiements effectués au moyen du prêt octroyé. A ce décompte seront annexées toutes les pièces justificatives (décompte final, factures, extraits de compte). Ces documents seront transmis au FRBRTC via courriel à l'adresse frbrtc@sprb.brussels ou par courrier à l'adresse suivante: Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales Direction de soutien au FRBRTC Iris Tower – 24ème étage Place Saint-Lazare, 21035 Bruxelles

Article 6 La commune autorise un représentant du Fonds à effectuer tout contrôle sur place et sur pièces de l'utilisation du prêt octroyé.

CHAPITRE IV - GARANTIES

Article 7 En cas de non-respect des conditions visées aux articles 5 et 6 de la présente convention, constaté par le Ministre en charge du FRBRTC, ce dernier peut pour l'année ou les années suivantes qu'il désigne, interrompre la mise en irrécouvrable. Les échéances restant dues du montant du prêt octroyé seront à nouveau dues par la commune.

Article 8 En vue de garantir le remboursement, en principal ou en intérêts, de toutes les sommes dont la commune est redevable au Fonds en exécution de la présente convention, la commune autorise le Gouvernement à prélever d'office sur la Dotation générale aux communes la créance exigible.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES

Article 9 La présente convention se termine de plein droit le jour qui suit le dernier remboursement en capital des prêts consentis par le Fonds et repris à l'article 2 de la présente convention.

Article 10 La présente convention prend ses effets à la date de signature par toutes les parties.

Fait à Bruxelles, le

en autant d'exemplaires que de parties

Pour le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales : Le Ministre, Bernard CLERFAYT

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale : Le Ministre, Bernard CLERFAYT

Pour la Commune : Le Bourgmestre, La Secrétaire, Vincent DE WOLF Annick PETIT

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Gewestelijk programma voor informatisering en digitalisering van de plaatselijke besturen (WePulse) - Kandidatuuroproep uitgeschreven door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (B.G.H.F.G.T.) - Leningsovereenkomst - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 18 september 2023 tot goedkeuring om de kandidatuur van de gemeente goed te keuren in het kader van de oproep gelanceerd door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, met het oog op de ondersteuning van de implementatie van IT-applicatieoplossingen op het gebied van financieel beheer (FIN), personeelsbeheer (HRM - Soft RH) en personeels- en loonadministratie (HRM - Hard RH) ;

overwegende dat de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de overeenkomst tussen de gemeente en het BGHGT heeft goedgekeurd betreffende de voorwaarden waaronder het Fonds aan de gemeente een lening ter beschikking stelt overeenkomstig de artikelen 2, §4 en 4, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende de oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 en van het besluit van 7 december 2023 dat aan de gemeenten leningen toekent, ter uitvoering van artikel 2, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT ;

overwegende dat het Fonds aan de gemeente een lening toestaat van 681.186,52 Euro's bestemd tot de financiering van volgende investering in de ontwikkeling van IT-applicatieoplossingen binnen de domeinen van:a). het financieel beheer van de gemeenten (FIN) en/of;b). het beheer van de human resources van de gemeenten (BHR – soft HR) en/of;c). het beheer van het personeel en van de payroll (BHR – hard HR) van de gemeenten.

overwegende dat de ondertekende overeenkomst naar het BGHGT teruggestuurd moet worden voor 01/04/2024;

beslist de overeenkomst hieronder goed te keuren:

Overeenkomst in uitvoering van artikel 4, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011

TUSSEN:

HET BRUSSELS GEWESTELIJK HERFINANCIERINGSFONDS VAN DE GEMEENTELIJKETHESAURIEËN

Vertegenwoordigd door de heer Bernard CLERFAYT, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling en Beroepsopleiding, Plaatselijke Besturen, Gewestelijke informatica en Digitalisering. Hierna genoemd “het Fonds”

DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING

Vertegenwoordigd door de heer Bernard CLERFAYT, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling en Beroepsopleiding, Plaatselijke Besturen, Gewestelijke informatica en Digitalisering. Hierna genoemd “de Regering”

DE GEMEENTE ETTERBEEK

Vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en Mevrouw PETIT Annick, Gemeentesecretaris. Hierna genoemd “de Gemeente”

Wordt overeengekomen wat volgt:

HOOFDSTUK I – ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1 Deze overeenkomst bepaalt de voorwaarden waaronder het Fonds aan de gemeente een lening terbeschikking stelt overeenkomstig de artikelen 2, §4 en 4, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende de oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011 en van het besluit van 7 december 2023 dat aan de gemeenten leningen toekent, ter uitvoering van artikel 2, §4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT.

HOOFDSTUK II – FINANCIËLE BEPALINGEN

Artikel 2 §1. Het Fonds staat aan de gemeente een lening toe van 681.186,52 Euro's bestemd tot de financiering van volgende investering in de ontwikkeling van IT-applicatie-oplossingen binnen de domeinen van:

- a. het financieel beheer van de gemeenten (FIN) en/of;
- b. het beheer van de human resources van de gemeenten (BHR – soft HR) en/of ;
- c. het beheer van het personeel en van de payroll (BHR – hard HR) van de gemeenten.

§2. De met deze lening gefinancierde investeringsuitgaven zal door de gemeente ten voordele van IRISTEAM vzw worden vereffend.

§3. Deze lening zal aan de gemeente via twee jaarlijkse schijven ter beschikking gesteld worden: 1° De eerste schijf van 392.187,87 Euros na door de gemeente verzending van de kopie van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen die de als bedoeld in paragraaf 1 uitgaven vastlegt. De kopie van de beraadslaging moet absoluut uiterlijk op 31 oktober 2024 overgemaakt zijn aan het BGHGT. 2° De tweede schijf van 288.998,65 Euro's uiterlijk op 31 oktober 2025.

Artikel 3 Deze lening op lange termijn is terugbetaalbaar op 10 jaar. De uitbetaling gebeurt in vaste jaarbedragen. De eerste annuïteit is verschuldigd één jaar na de terbeschikkingstelling van de fondsen. De terugbetaling van de kapitaal- en interestlasten van deze lening wordt oninvorderbaar verklaard bij beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2023, op voorwaarde dat de gemeente zich houdt aan de artikelen 5 en 6 van deze overeenkomst.

Artikel 4 De interestvoet van de lening op lange termijn wordt twee werkdagen voor de waardatum van de terbeschikkingstelling van de fondsen vastgesteld op basis van de financieringskosten voor het Fonds van een gelijkaardige lening.

HOOFDSTUK III – BIJZONDELIJKE BEPALINGEN

Artikel 5 Om de conforme aanwending van de lening als bedoeld in artikel 2 te kunnen controleren en opvolgen, dient de gemeente aan het Fonds volgende stukken te bezorgen: - Totdat de investering volledig is uitgevoerd: een jaarverslag waarin beschreven wordt hoe ver het staat met de realisatie van de investering die gedekt wordt door de toegekende lening. Dit verslag zal ingediend worden uiterst op 31 januari. - Binnen de 180 dagen na de voorlopige ontvangst of akte van aankoop: de afrekening van alle betalingen die met behulp van de toegekende lening verricht werden. Bij deze afrekening worden alle bewijsstukken gevoegd (eindafrekening, facturen, rekeninguittreksels). Deze stukken moeten elektronisch verzonden worden via e-mail op het volgende adres: frbrtc@sprb.brussels of via de post naar het volgende adres: Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën Directie ondersteuning van het BGHGT Iris Tower – 24ste verdieping Sint-

Artikel 6 De gemeente geeft een vertegenwoordiger van het Fonds toelating om op stukken en ter plaatse iederemogelijke controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende lening.

HOOFDSTUK IV- WAARBORGEN

Artikel 7 Indien de Minister bevoegd voor het BGHGT vaststelt dat de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 en 6 van deze overeenkomst niet worden nageleefd, hij kan de oninvorderbaarheid onderbreken voor het jaar of de volgende jaren die hij zelf aanduidt. De nog verschuldigde bedragen die waren geleend zullen dan door de gemeente verschuldigd zijn.

Artikel 8 Om de terugbetaling van alle bedragen, zowel wat de hoofdsom als de intresten betreft, die de gemeente in uitvoering van deze overeenkomst aan het Fonds verschuldigd is, te waarborgen, geeft de gemeente toelating aan de Regering om ambtshalve bij de algemene dotatie aan de gemeenten de invorderbare schuldvordering te innen.

HOOFDSTUK V – SLOTBEPALINGEN

Artikel 9 Deze overeenkomst loopt van rechtswege af op de dag die volgt op de laatste kapitaalsaflossing van de leningen toegekend door het Fonds en hernomen in artikel 2 van deze overeenkomst.

Artikel 10 Deze overeenkomst heeft uitwerking op de datum van de ondertekening door alle partijen.

Opgemaakt te Brussel, op

in evenveel exemplaren als partijen

Voor het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën: De Minister, Bernard CLERFAYT

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering: De Minister, Bernard CLERFAYT

Voor de Gemeente: De Burgemeester, De Secretaris, Vincent DE WOLF PETIT Annick

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

25.03.2024/A/0009 **Régie Foncière - Budget 2024 - Crédits provisoires - Deuxième trimestre.**

Le Conseil Communal,

Considérant que le budget de la Régie Foncière pour 2024 ne pourra pas être présenté

dans les délais légaux ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

DECIDE de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le deuxième trimestre 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Regie van Grondbeleid - Begroting 2024 - Voorlopige kredieten - Tweede trimester.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de begroting van de Regie van Grondbeleid 2024 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

Gelet op artikel 12 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

BESLIST aan de toezichthoudende overheid machtiging te vragen om over drie twaalfden voorlopige kredieten te beschikken voor het tweede trimester 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

25.03.2024/A/0010 **Régie Foncière - Budget 2024.**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 261 à 263 de la Nouvelle loi Communale organisant les Régies Communales;

Vu les articles 8 à 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06.11.2003 relatifs aux budgets des Régies Communales;

Vu l'Arrêté Royal du 30 mars 1973 organisant en Régie le Service des achats et des ventes de propriétés communales à partir du 1er janvier 1973;

Considérant que la complexité juridique et administrative des diverses procédures de tutelle rend aléatoire la réalisation de certains opérations avantageuses ou indispensables qui ne peuvent encore être programmées et que dans certains cas des travaux non prévus doivent être entrepris immédiatement afin de sauvegarder le patrimoine;

DECIDE :

1. d'arrêter le budget de la Régie Foncière pour l'exercice 2024.
2. de rendre non limitatives les allocations des chapitres des dépenses d'exploitation et de gestion ordinaire de la Régie.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 24 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Gisèle Mandaila, Xavier Timmermans.

Regie van Grondbeleid - Begroting 2024.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 261 tot 263 van de Nieuwe Gemeentewet houdende organisatie van de Gemeentebedrijven;

Gelet op artikel 8 tot 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 06.11.2003 betreffende de begrotingen van de Gemeentebedrijven;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 maart 1973 houdende in bedrijfstelling van de Dienst voor aan- en verkopen van gemeentelijke eigendommen vanaf 1 januari 1973;

Overwegende dat de juridische en administratieve ingewikkeldheid van de verschillende rechtsvormen van voogdijschap, de realisatie van sommige voordelige en noodzakelijke verrichtingen, die nog niet kunnen geprogrammeerd worden (omdat ze van het toeval afhankelijk zijn) en dat in sommige gevallen niet voorziene werken moeten ondernomen worden teneinde het patrimonium te vrijwaren;

BESLIST:

1. de begroting over 2024 van de Regie van het Grondbeleid goed te keuren.
2. een onbeperkt karakter te geven aan de posten van de hoofdstukken van de exploitatieuitgaven van gewoon beheer van de Regie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 24 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Gisèle Mandaila, Xavier Timmermans.

3 annexes / 3 bijlagen

BUDGET 2024.pdf, BUDGET 2024_NOTE POLITIQUE_NL.pdf, BUDGET 2024_NOTE POLITIQUE_FR.pdf

25.03.2024/A/0011 **Régie Foncière – Contrat de quartier durable – Immeuble 221 avenue d'Auderghem – Emplacements de parking - Fixation des conditions locatives.**

Le Conseil Communal,

Considérant que 4 emplacements de parking situés dans l'immeuble 221 avenue d'Auderghem sont disponibles pour la location ;

Considérant qu'afin de ne pas devoir porter de TVA en compte aux locataires des emplacements, ceux-ci devraient être réservés prioritairement aux locataires des logements gérés par la Régie Foncière ;

Considérant que le loyer au 01/03/2024 pour un emplacement de parking rue Gray 39 est de 84,08 € ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

1. de fixer le loyer mensuel des emplacements de parking de l'immeuble 221 avenue d'Auderghem à 85,00 € (indice de mars 2024).
2. de réserver les emplacements en priorité aux locataires des logements gérés par la Régie Foncière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Duurzaam Wijkcontract – Gebouw gelegen 221 Oudergemlaan – Parkeerplaatsen - Vaststelling van de huurvoorwaarden.

De gemeenteraad,

Overwegende dat 4 parkeerplaatsen in het gebouw op de Oudergemlaan 221 beschikbaar zijn voor verhuur;

Overwegende dat om geen btw in rekening te hoeven brengen aan de huurders van de standplaatsen, deze bij voorrang moeten worden voorbehouden aan huurders van woningen die worden beheerd door de Regie van Grondbeleid;

Overwegende dat de huurprijs op 01/03/2024 voor een parkeerplaats op de Graystraat 39 84,08 euro bedraagt;

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

1. om de maandelijkse huurprijs van de parkeerplaatsen in het gebouw op de Oudergemlaan 221 vast te leggen op 85,00 euro (index van maart 2024);
2. om de plaatsen bij voorrang voor te behouden aan de huurders van de woningen die worden beheerd door de Regie van Grondbeleid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

25.03.2024/A/0012 **Régie Foncière – Contrat de quartier durable – Immeubles 7 rue de l’Orient, 506 chaussée de Wavre, 221 et 233 avenue d’Auderghem – Calcul des quotités (millièmes) pour le décompte des charges.**

Le Conseil Communal,

Considérant les immeubles suivants rénovés dans le cadre du Contrat de quartier durable Chasse-Gray :

- Avenue d’Auderghem 221 ;
- Avenue d’Auderghem 233 ;
- Rue de l’Orient 7 ;
- Chaussée de Wavre 506 ;

Vu les délibérations du Conseil communal du 27/06/2022 approuvant la convention type de bail de résidence principale et fixant les conditions locatives de ces logements ;

Considérant que le département architecture du service de la Régie Foncière a défini le calcul des quotités (millièmes) dans les tableaux en annexe de la présente délibération ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE d'approuver le calcul des quotités (millièmes) des immeubles 7 rue de l’Orient, 506 chaussée de Wavre, 221 et 233 avenue d’Auderghem tel que défini dans les tableaux repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Duurzaam Wijkcontract – Gebouwen gelegen 7 Morgenlandstraat, 506 Waversesteenweg, 221 en 233 Oudergemlaan – Berekening van de quotiteiten (duizendsten) voor de afrekening van de lasten.

De gemeenteraad,

Gelet op de volgende gebouwen die werden gerenoveerd in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”:

- Morgenlandstraat 7
- Waversesteenweg 506
- Oudergemlaan 221
- Oudergemlaan 233

Gelet op de beraadslagingen van de gemeenteraad van 27/06/2022 houdende goedkeuring van de standaard huurovereenkomst van hoofdverblijfplaats en houdende vaststelling van de huurvoorwaarden van die woningen;

Overwegende dat het departement Architectuur van de dienst Regie van Grondbeleid de berekening van de quotiteiten (duizendsten) heeft bepaald in de tabellen in bijlage bij deze beraadslaging;

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om de berekening van de quotiteiten (duizendsten) van de gebouwen op de Morgenlandstraat 7, Waversesteenweg 506 en Oudergemlaan 221 en 233 goed te keuren zoals bepaald in de tabellen in bijlage, die integraal deel uitmaken van deze beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

*QUOTITES_WAVRE 506.pdf, QUOTITES_AUDERGHEM 221.pdf,
QUOTITES_AUDERGHEM 233.pdf, QUOTITES_ORIENT 7.pdf*

25.03.2024/A/0013 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 06/12/2023.

Objet : Remplacement et réparations de parlophonie dans divers immeubles communaux gérés par la Régie Foncière - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.000,00 € (HTVA) – 6.360,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 13/12/2023.

Objet : Contrôle de conformité et contrôle périodique des installations électriques dans divers immeubles gérés par la Régie Foncière - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 22.000,00 € (HTVA) – 23.320,00 € (TVA 6 %

comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 20/12/2023.

Objet : Analyse d'humidité 2024 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 8.264,46 € (HTVA) – 10.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 20/12/2023.

Objet : Thermographie GRAY 2024 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.000,00 € (HTVA) – 2.420,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 06/12/2023, 13/12/2023 et 20/12/2023 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 06/12/2023.

Onderwerp: Vervanging en herstelling van parlofooninstallaties in verschillende gemeentelijke gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 6.000,00 € (EXCL. BTW) – 6.360,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 13/12/2023.

Onderwerp: Conformiteitscontrole en periodieke inspectie van elektrische installaties in verschillende gebouwen beheerd door de Regie van grondbeleid - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 22.000,00 € (EXCL. BTW) – 23.320,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 20/12/2023.

Onderwerp: Vochtonderzoek 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Estimation de la dépense : 8.264,46 € (EXCL. BTW) – 10.000,00 € (BTW 21 % comprise).

Begrotingsartikel: 612.01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 20/12/2023.

Onderwerp: Thermografie GRAY 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.000,00 € (EXCL. BTW) – 2.420,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 06/12/2023, 13/12/2023 en 20/12/2023 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 24/01/2024.

Objet : Etats des lieux d'entrée et de sortie des logements gérés par la Régie Foncière - Exercice 2024 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 € (HTVA) – 30.250,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 24/01/2024.

Objet : Certificats PEB - Logements gérés par la Régie Foncière - Exercice 2024 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 20.661,15 € (HTVA) – 24.999,99 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 24/01/2024.

Objet : Travaux de maintenance ordinaire de serrurerie et de menuiserie - Exercice 2024 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 27.830,18 € (HTVA) – 29.499,99 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 24/01/2024.

Objet : Fourniture et livraison de sacs de sel axial en conditionnement de 15 kg - Exercice 2024 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 4.132,23 € (HTVA) – 5.000,00 € (TVA 21 % comprise).
Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 24/01/2024.

Objet : Entretien, maintenance et débouchage de réseaux d'égout et de conduites d'évacuation d'eau usée d'immeubles gérés par la Régie Foncière - Exercice 2024 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 € (HTVA) – 26.500,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 31/01/2024.

Objet : Fourniture de lattes de sol étanches à l'eau à cliquer, de lames de sol vinyles à clipser et de contre-plinthes en bois - Exercice 2024 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 13.223,14 € (HTVA) – 16.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 07/02/2024.

Objet : Theux 2 – Aménagement de 2 buanderies – Travaux de démolition & finitions intérieures - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 10.500,00 € (HTVA) – 11.130,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 07/02/2024.

Objet : Theux 2 – Aménagement de 2 buanderies – Travaux de Plomberie & Electricité - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 10.000,00 € (HTVA) – 10.600,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 24/01/2024, 31/01/2024 et 07/02/2024 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 24/01/2024.

Onderwerp: In- en uittredende plaatsbeschrijvingen van de woningen beheerd door de Regie van Grondbeleid - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 25.000,00 € (EXCL. BTW) – 30.250,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 24/01/2024.

Onderwerp: EPB Certificaten voor de woningen beheerd door de Regie van Grondebeleid - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.661,15 € (EXCL. BTW) – 24.999,99 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 24/01/2024.

Onderwerp: Gewone onderhoudswerken van het slotenmakerswerk en houtwerk - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 27.830,18 € (EXCL. BTW) – 29.499,99 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 24/01/2024.

Onderwerp: Levering van axal zoutzakken in verpakkingen van 15 kg - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 4.132,23 € (EXCL. BTW) – 5.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van

Grondbeleid.

Datum: 24/01/2024.

Onderwerp: Onderhoud en ontstopping van de rioolstelsels en de afvoerleidingen van het afvalwater van de gemeentelijke gebouwen beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 25.000,00 € (EXCL. BTW) – 26.500,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 31/01/2024.

Onderwerp: Levering van ineen te schuiven waterdichte vloerplanken, ineen te schuiven vinyl parketstroken en overzetplinten in hout - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 13.223,14 € (EXCL. BTW) – 16.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 07/02/2024.

Onderwerp: Theux 2 – Inrichting van 2 wasruimtes - Afbraakwerken en binnenafwerking - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 10.500,00 € (EXCL. BTW) – 11.130,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 07/02/2024.

Onderwerp: Theux 2 – Inrichting van 2 wasruimtes – Loodgieters- en elektriciteitswerk - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 10.000,00 € (EXCL. BTW) – 10.600,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 24/01/2024, 31/01/2024 en 07/02/2024 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25.03.2024/A/0015 **Régie Foncière – Marchés par procédure négociée sans publicité préalable -
Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale –
Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 13/12/2023.

Objet : Audit énergétique - Maelbeek 20-22 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 € (HTVA) – 30.250,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 240-01 du budget extraordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 20/12/2023.

Objet : Fourniture de matériel de plomberie, sanitaire et de chauffage - Exercice 2024 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 41.322,31 € (HTVA) – 50.000,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 20/12/2023.

Objet : Fourniture de quincaillerie, de stores et de matériel de construction - Exercice 2024 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 30.578,51 € (HTVA) – 37.000,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 20/12/2023.

Objet : Fourniture de matériel électrique et d'appareils électroménagers - Exercice 2024 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 37.190,08 € (HTVA) – 45.000,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 13/12/2023 et 20/12/2023 relatives à des marchés par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen.

Datum: 13/12/2023.

Onderwerp: Energieaudit - Maelbeek 20-22 - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 25.000,00 € (EXCL. BTW) – 30.250,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 240-01 van de buitengewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 20/12/2023.

Onderwerp: Levering van loodgieterij-, sanitair en verwarmingsmateriaal - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's

en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 41.322,31 € (EXCL. BTW) – 50.000,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 20/12/2023.

Onderwerp: Levering van ijzerwaren, rolgordijnen en bouwmaterialen - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 30.578,51 € (EXCL. BTW) – 37.000,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 20/12/2023.

Onderwerp: Levering van elektrisch materiaal en elektrische huishoudtoestellen - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 37.190,08 € (EXCL. BTW) – 45.000,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 13/12/2023 en 20/12/2023 betreffende overheidsopdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

25.03.2024/A/0016 **Régie Foncière – Marchés par procédure négociée sans publicité préalable -
Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale –
Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions

et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 24/01/2024.

Objet : Audit énergétique – Jourdan 68-70 & Maelbeek 2 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 30.000,00 € (HTVA) – 36.300,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 24/01/2024.

Objet : Audit énergétique – Hap 30 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 20.000,00 € (HTVA) – 24.200,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 24/01/2024.

Objet : Audit énergétique – St-Pierre 20/22 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 € (HTVA) – 30.250,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 24/01/2024 relatives à des marchés par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen.

Datum: 24/01/2024.

Onderwerp: Energieaudit – Jourdan 68-70 & Maelbeek 2 - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 30.000,00 € (EXCL. BTW) – 36.300,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 24/01/2024.

Onderwerp: Energieaudit – Hap 30 - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.000,00 € (EXCL. BTW) – 24.200,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 24/01/2024.

Onderwerp: Energieaudit – St-Pierre 20/22 - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 25.000,00 € (EXCL. BTW) – 30.250,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 24/01/2024 betreffende overheidsopdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Jeunesse - Jeugd

25.03.2024/A/0017 **Convention d'occupation entre la commune d'Etterbeek et la maison des jeunes La Clef**

Le conseil communal,

Considérant qu'en séance du 13 mars 1975, le conseil communal a approuvé une convention entre la commune d'Etterbeek et l'asbl « Maison des jeunes d'Etterbeek » ;

Considérant qu'en séance du 5 mai 1988, le conseil communal a établi un avenant à la convention entre la commune d'Etterbeek et l'asbl « Maison des jeunes d'Etterbeek » sur l'adresse de l'immeuble qui leur est concédé ;

Considérant qu'il convient de mettre la convention d'occupation à jour à la suite de remarques émises par l'inspecteur de la fédération des maisons de jeunes lors de sa dernière visite à la MJ ;

Considérant que la convention est à remettre avec le prochain plan quadriennal (P4) au mois d'avril 2024 ;

DECIDE d'approuver la convention d'occupation tel que repris ci-dessous.

CONVENTION D'OCCUPATION

Entre : **La commune d'Etterbeek**, représentée par son Collège des Bourgmestre et Échevins, au nom duquel agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale, établie 31/1 avenue des Casernes à 1040 Etterbeek,

Ci-après « La Commune d'Etterbeek » ;

Et : **La Maison Des Jeunes La Clef** (414.705.583), représenté par Monsieur Olivier COPPENS, Président, et Madame Caroline HEINEN, Administratrice déléguée, élisant domicile, aux fins de la présente au 189 avenue d'Auderghem à 1040 Etterbeek,

Ci-après « l'Association » ;

Ci-après, ensemble, « les Parties » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

La présente convention remplace toutes les conventions antérieures.

Article 1 : Objet

La Commune d'Etterbeek cède à l'Association, qui l'accepte, un droit d'occupation

précaire de l'immeuble sis 189 avenue d'Auderghem à 1040 Etterbeek.

L'occupation est strictement soumise aux conditions visées par la présente convention, ses annexes (PIU, ROI, statuts, assurances) et par le Règlement d'ordre intérieur arrêté par la Commune d'Etterbeek.

Les Parties reconnaissent expressément que la loi sur les baux commerciaux ou les dispositions relatives au louage de chose ne lui sont pas applicables.

Article 2 : Durée

L'occupation est faite pour une durée illimitée et prenant cours le 25 mars 2024.

La Commune d'Etterbeek se réserve le droit de mettre fin à la présente convention à tout moment, moyennant un préavis de six (6) mois notifié par lettre recommandée à la poste et sans qu'aucune indemnité ne soit due pour quelque raison que ce soit.

L'association peut pareillement mettre fin à la présente, à tout moment, par lettre recommandée à la poste, moyennant un préavis de six (6) mois.

Article 3 : Destination des lieux

La Commune d'Etterbeek concède à l'Association la jouissance exclusive de l'immeuble communal convenant aux différentes activités exercées au sein de l'association.

Les lieux mis à disposition sont exclusivement affectés à l'exploitation de l'Association qui ne pourra changer cette destination sans le consentement de la Commune d'Etterbeek.

L'Association peut user des locaux cédés comme elle le juge utile et le plus opportun à la réalisation de son objet social et de ses objectifs statutaires.

Elle peut, à titre purement exemplatif, gérer un foyer d'accueil, développer des activités, des ateliers socio-culturels et sportifs, de loisirs, ou encore de toutes autres activités culturelles, récréatives qu'elle jugera bon.

La cuisine, laquelle comporte un passe-plat vers l'accueil, ne peut être exploitée comme un débit de boissons ouvert au public.

Aucune modification à la destination des lieux ne pourra être apportée par l'Association sauf l'accord spécial, préalable et écrit de la Commune d'Etterbeek, qui pourra toujours le refuser sans devoir en justifier les motifs.

Le non-respect du présent article entraînera de plein droit la rupture de la présente convention.

Article 4 : Indemnité d'occupation

La jouissance exclusive des lieux est consentie à l'Association à titre gratuit.

Article 5 : Charges

La Commune d'Etterbeek supporte seule les frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de location des compteurs.

Article 6 : Usage des lieux

L'Association s'engage à occuper les lieux en personne prudente et raisonnable.

L'Association veille à adopter un comportement rigoureux en termes de respect des mesures liées à la sécurité des personnes notamment quant au risque incendie (respect de la capacité maximale d'accueil, libération des chemins d'évacuation, etc.). Elle se conforme à toute instruction notifiée par la Commune d'Etterbeek ou ses représentants.

L'Association ne peut se livrer à aucune activité engendrant une nuisance sonore ou tout autre trouble susceptible d'incommoder le voisinage et ce, plus particulièrement, entre 22 heures et 7 heures, de même que les dimanches et les jours fériés.

Article 7 : Transformations et Modifications

A l'exception de ceux visés à l'article 8 de la présente convention, l'Association ne peut opérer aucun travaux de transformation sans le consentement spécial, préalable et écrit de la Commune d'Etterbeek. Par travaux, il y a lieu d'entendre les constructions, les démolitions, les transformations ou les modifications, même mineures, apportées aux lieux, que ce soit en intérieur ou en extérieur.

Nonobstant le consentement de la Commune d'Etterbeek, les travaux doivent toujours être exécutés dans les règles de l'art.

Sauf décision contraire, ceux-ci sont opérés aux seuls frais de la Commune d'Etterbeek.

Article 8 : Réparations et Entretien

Il est permis à l'Association d'aménager l'immeuble concédé dans la mesure où l'objet social, les buts et les activités de l'Association le requièrent.

L'Association peut aussi apporter aux locaux concédés les améliorations nécessaires à la poursuite de ses activités, à titre exemples : décorer les locaux, y placer des appareils de sonorisation, de projection, d'éclairage, créer des ateliers de peinture, de céramique, y organiser l'accueil et l'information.

L'Association est tenue de maintenir les lieux en bon état de réparations de toutes espèces. Elle veille, notamment, à préserver les installations du gel, à maintenir en bon état de fonctionnement les sanitaires et canalisations, etc.

La Commune d'Etterbeek a la charge de toutes les réparations qui sont nécessaires. Celle-ci, ses préposés et ses cocontractants ont, en tout temps et avec notification préalable, accès aux lieux afin d'en vérifier l'état général, de procéder aux inspections utiles et, le cas échéant, de procéder aux réparations rendues nécessaires.

L'Association doit tolérer les travaux de réparations mis à charge de la Commune d'Etterbeek, ou décidés par elle, même si ceux-ci durent plus de quarante jours ou qu'ils ont pour conséquence d'interrompre l'occupation des lieux.

Les travaux sont exécutés par la Commune d'Etterbeek selon ses disponibilités et dans les limites de son budget.

L'Association a l'obligation d'informer par écrit et sans délai la Commune d'Etterbeek (Service Travaux publics) de toute détérioration, dégradation ou de tout trouble susceptible de relever de la responsabilité de la Commune d'Etterbeek.

La Commune d'Etterbeek fournit du personnel d'entretien pour le nettoyage des locaux ainsi que les produits d'entretien nécessaire.

Article 9 : État des lieux et Restitution

Un état des lieux est effectué par des représentants du service des travaux publics de la Commune d'Etterbeek en présence d'un représentant de l'Association.

A tout moment, la Commune d'Etterbeek peut décider d'un état des lieux intermédiaire.

Au terme de la présente convention, pour quelque motif que ce soit, l'Association libère les lieux de tout effet qui lui est propre au plus tard dans les sept jours de la fin de l'occupation. Dans le même délai, les Parties conviennent de la réalisation d'un état des lieux de sortie.

Les éventuelles dégradations causées par l'Association qui ne résulteraient pas de l'usage normal ou de la vétusté des lieux sont réparées par l'Association ou, à défaut, à charge de celle-ci par les soins de la Commune d'Etterbeek.

Article 10 : Cession

L'Association peut, dans les limites de son objet social, mettre à la disposition d'associations ou de groupements organisés, à titres essentiellement précaire et temporaire, des parties de l'immeuble concédé. Elle ne pourra toutefois céder, en tout ou partie, l'occupation des lieux visés à l'article 1, sans l'accord spécial, préalable et écrit de la Commune d'Etterbeek.

Article 11 : Mise à disposition de locaux

Nonobstant le droit d'occupation tiré du présent contrat, l'Association peut introduire une demande d'occupation de l'une des autres salles communales mises à la disposition de la catégorie de preneurs dont elle relève en vertu et conformément au règlement communal qui régit ces occupations..

Article 12 : Sécurité des lieux

La commune d'Etterbeek met à la disposition de l'Association les installations, matériels ou dispositifs nécessaires ou imposés par les lois et règlements en vue d'assurer la sécurité des lieux, notamment en matière de lutte contre l'incendie et la réanimation de personne.

Article 13 : Assurances

L'Association couvre auprès d'une compagnie d'assurances de droit belge la responsabilité civile du fait de ses activités, de celles de ses membres et des personnes qu'elle autorise dans les lieux. Elle couvre nécessairement tout risque d'accident ou de dégâts à survenir dans les lieux visés à l'article 1.

La Commune d'Etterbeek assure les lieux visés à l'article 1 avec abandon de recours en faveur de l'Association, à charge pour celle-ci de supporter la quote-part de la prime d'assurance y relative. Si la responsabilité exclusive de l'Association est engagée dans un sinistre, celle-ci s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance.

Pour autant, l'Association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie de droit belge, une police d'assurance garantissant ses biens propres ainsi que les dégâts aux tiers quant aux risques suivants : incendie et périls accessoires, frais de démolition et d'évacuation éventuels, tempête et grêle, dégâts des eaux, bris de vitrage et assurance vol.

L'Association adresse à la Commune d'Etterbeek la preuve de ces différentes

couverture dans le mois de la conclusion de la présente convention et chaque année à la même date.

Article 14 : Clés

Le nombre de clés remises à l'Association est au nombre de 5.

En cas de perte ou de vol de l'une de ces clés, le Service Travaux publics doit en être immédiatement averti.

Article 15 : Accès

L'Association veille au respect strict des conditions d'accès aux lieux tels que décrites dans le Règlement d'ordre intérieur.

Article 16 : Élection de domicile.

Pour tout ce qui concerne la présente convention, l'Association élit domicile dans les lieux.

Article 17 : Enregistrement

La présente convention est soumise à enregistrement.

Article 18 : Représentation de la Commune d'Etterbeek

Par application des statuts de l'association, le Conseil communal nomme et révoque ses représentants au sein des organes de l'association.

Fait à Etterbeek le _____ en autant d'exemplaires que de parties, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la commune d'Etterbeek

Le Bourgmestre
Vincent De Wolf

La Secrétaire communale
Annick Petit

Pour la Maison des jeunes La Clef

Le Président
Olivier Coppens

L'Administratrice déléguée
Caroline Heinen

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Huurovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en jeugdhuis La Clef

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad, in zijn zitting van 13 maart 1975, een overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw "Maison des jeunes d'Etterbeek" heeft goedgekeurd;

overwegende dat de gemeenteraad, in zijn zitting van 5 maart 1988, een aanhangsel tussen de gemeente Etterbeek en de vzw "Maison des jeunes d'Etterbeek" heeft opgesteld in verband met het adres van het gebouw dat hen wordt toegewezen;

overwegende dat de gebruiksovereenkomst werd aangepast naar aanleiding van opmerkingen van de inspecteur van de federatie van jeugdhuisen tijdens zijn meest recente bezoek aan het jeugdhuis;

overwegende dat de overeenkomst samen met het volgende vierjarenplan (P4) in april

2024 zal worden ingediend;

overwegende dat u in bijlage een PowerPoint vindt met de wijzigingen die werden
aangebracht aan het document;

BESLIST om de gebruiksovereenkomst zoals die hieronder is vastgelegd goed te
keuren.

GEBRUIKSOVEREENKOMST

Tussen: **De gemeente Etterbeek**, vertegenwoordigd door haar college van
burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF,
burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris, gevestigd
Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek,
hierna “de gemeente Etterbeek” genoemd,

en: **La Maison des Jeunes “La Clef”** (414.705.583), vertegenwoordigd door de heer
Olivier Coppens, voorzitter, en mevrouw Caroline Heinen, gedelegeerd bestuurster,
die voor deze overeenkomst domicilie kiezen op de Oudergemlaan 189 in 1040
Etterbeek,

hierna “de vereniging” genoemd,

hierna samen “de partijen” genoemd,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Deze overeenkomst vervangt alle vorige overeenkomsten.

Artikel 1: Voorwerp

De gemeente Etterbeek verleent aan de vereniging een precair gebruiksrecht dat
betrekking heeft op het gebouw gelegen Oudergemlaan 189 in 1040 Etterbeek.

Het gebruik is strikt gebonden aan de voorwaarden uit onderhavige overeenkomst,
haar bijlagen (INP, HHR, statuten, verzekeringen- en het huishoudelijk reglement dat
bepaald wordt door de gemeente Etterbeek.

De partijen erkennen uitdrukkelijk dat de wet betreffende de handelshuur en de
bepalingen betreffende de huur van goederen niet van toepassing zijn.

Artikel 2: Duur

Het gebruik is voor onbepaalde duur en gaat in op 25 maart 2024.

De gemeente Etterbeek behoudt zich het recht voor om op elk moment een einde te
maken aan deze overeenkomst per aangetekend schrijven en op voorwaarde van een
opzegtermijn van zes (6) maanden en zonder dat enige vergoeding om welke reden
dan ook verschuldigd is.

De vereniging kan eveneens op elk moment een einde maken aan deze overeenkomst
per aangetekend schrijven en op voorwaarde van een opzegtermijn van zes (6)
maanden.

Artikel 3: Bestemming van de lokalen

De gemeente Etterbeek kent de vereniging het exclusieve gebruik toe van het gemeentegebouw dat geschikt is voor de verschillende activiteiten die door de vereniging worden uitgevoerd.

De lokalen die ter beschikking worden gesteld, worden uitsluitend gebruikt door de vereniging, die dit gebruik niet mag wijzigen zonder toestemming van de gemeente Etterbeek.

De vereniging mag de overgedragen lokalen gebruiken naar eigen goeddunken en in het belang van haar maatschappelijk doel en statutaire doelstellingen.

Zij kan, bij wijze van voorbeeld, een tehuis runnen, activiteiten ontwikkelen, sociaal-culturele en sportworkshops, vrijetijdsactiviteiten of andere culturele of recreatieve activiteiten organiseren die zij geschikt acht.

De keuken, die een doorgang heeft naar het onthaal, kan niet worden gebruikt als een drankgelegenheden die toegankelijk is voor het publiek.

De vereniging mag geen wijzigingen aanbrengen aan de bestemming van de lokalen zonder speciale, voorafgaande en schriftelijke toestemming van de gemeente Etterbeek, die de wijzigingen steeds kan weigeren zonder dat zij de redenen hiervoor moet rechtvaardigen.

De niet-naleving van dit artikel heeft van rechtswege tot gevolg dat deze overeenkomst verbroken wordt.

Artikel 4: Vergoeding voor het gebruik

Het exclusieve genot van de lokalen wordt gratis verleend aan de vereniging.

Artikel 5: Kosten

De gemeente Etterbeek alleen draagt de kosten voor het verbruik van water, gas en elektriciteit en voor de huur van de meters.

Artikel 6: Gebruik van de lokalen

De vereniging verbindt zich ertoe de lokalen als een voorzichtig en redelijk persoon te gebruiken.

De vereniging zorgt ervoor dat zij de maatregelen in verband met de veiligheid van personen, in het bijzonder met betrekking tot het brandrisico, strikt naleeft (naleving van de maximale opvangcapaciteit, vrijmaken van de evacuatiewegen, enz.). Zij past zich aan aan de instructies van de gemeente Etterbeek of haar vertegenwoordigers.

De vereniging mag geen activiteiten verrichten die geluidsoverlast of andere overlast veroorzaken die de omwonenden kunnen hinderen en dat in het bijzonder tussen 22 uur en 7 uur en op zondagen en feestdagen.

Artikel 7: Veranderingen en wijzigingen

Met uitzonderingen van de werkzaamheden bedoeld in artikel 8 van onderhavige overeenkomst mag de vereniging geen verbouwingswerkzaamheden uitvoeren zonder speciale, voorafgaande en schriftelijke toestemming van de gemeente Etterbeek. Onder werkzaamheden verstaat men bouwwerken, afbraakwerken, veranderingen of wijzigingen, zelfs zijn die gering, aan de lokalen, zowel binnen als buiten.

Ondanks de toestemming van de gemeente Etterbeek moeten de werkzaamheden

steeds uitgevoerd worden volgens de regels van de kunst.

Behoudens andersluidende beslissing worden die werkzaamheden uitgevoerd op kosten van de gemeente alleen.

Artikel 8: Herstellingen en onderhoud

Het is de vereniging toegestaan het toegekende gebouw in te richten voor zover dit nodig is voor het maatschappelijk doel, de doelstellingen en de activiteiten van de vereniging.

De vereniging mag ook verbeteringen aanbrengen aan de haar verleende lokalen die nodig zijn voor het uitvoeren van haar activiteiten, bijvoorbeeld: het decoreren van de lokalen, het installeren van geluids-, projectie- en lichtapparatuur, het opzetten van schilder- en keramiekworkshops en het organiseren van onthaal- en informatievoorzieningen.

De vereniging is ertoe verplicht om de lokalen in goede staat van onderhoud te houden. In het bijzonder beschermt zij de installaties tegen de gevolgen van vorst, draagt zij zorg voor de goede werking van de sanitaire voorzieningen en leidingen, enz.

De gemeente Etterbeek draagt de verantwoordelijkheid voor alle herstellingen die noodzakelijk zijn. De gemeente, haar beambten en haar medecontractanten hebben op elk moment en met voorafgaande kennisgeving toegang tot de lokalen om de algemene staat ervan te controleren, de nodige inspecties uit te voeren en indien nodig de noodzakelijk herstellingen uit te voeren.

De vereniging moet herstellingswerken die ten laste zijn van de gemeente Etterbeek, of waarover zij beslist heeft, toelaten zelfs als die meer dan veertig dagen duren of als die tot gevolg hebben dat de bezetting van de lokalen onderbroken moet worden.

De werkzaamheden worden uitgevoerd door de gemeente Etterbeek volgens haar beschikbaarheid en binnen de grenzen van haar budget.

De vereniging is ertoe verplicht om de gemeente Etterbeek (dienst Openbare Werken) onmiddellijk en schriftelijk op de hoogte te brengen van elke beschadiging, aantasting of verstoring die onder de verantwoordelijkheid van de gemeente Etterbeek zou kunnen vallen.

De gemeente Etterbeek voorziet onderhoudspersoneel voor de schoonmaak van de lokalen alsook de nodige onderhoudsproducten.

Artikel 9: Plaatsbeschrijving en teruggave

De vertegenwoordigers van de dienst Openbare Werken van de gemeente Etterbeek maken een plaatsbeschrijving in aanwezigheid van een vertegenwoordiger van de vereniging.

Op elk moment kan de gemeente Etterbeek beslissen om een tussentijdse plaatsbeschrijving op te stellen.

Na afloop van deze overeenkomst om welke reden dan ook maakt de vereniging de lokalen vrij van al haar goederen en dat uiterlijk binnen zeven dagen na het einde van de bezetting. Binnen diezelfde termijn worden de partijen het eens over de opstelling van een plaatsbeschrijving bij vertrek.

Eventuele beschadigingen die veroorzaakt werden door de vereniging en die niet

voortvloeien uit normaal gebruik of ouderdom van de lokalen worden hersteld door de vereniging. Zo niet, dan worden die op kosten van de vereniging hersteld door de gemeente Etterbeek.

Artikel 10: Overdracht

Binnen de grenzen van haar maatschappelijk doel mag de vereniging delen van het toegekende gebouw ter beschikking stellen van verenigingen of georganiseerde groepen op een in wezen precaire en tijdelijke basis. Zij mag het gebruik van de lokalen uit artikel 1 echter niet volledig of gedeeltelijk overdragen zonder speciale, voorafgaande en schriftelijke toestemming van de gemeente Etterbeek.

Artikel 11: Terbeschikkingstelling van andere gemeentelijke zalen

Niettegenstaande het gebruiksrecht op basis van deze overeenkomst, kan de vereniging vragen om een van de andere gemeentelijke zalen te gebruiken die ter beschikking worden gesteld van de huurdercategorie waartoe ze behoort krachtens en in overeenstemming met het gemeentelijk reglement dat dit gebruik regelt.

Artikel 12: Veiligheid van de lokalen

De gemeente Etterbeek stelt aan de vereniging de installaties, het materiaal of de voorzieningen ter beschikking die nodig of vereist zijn door de wetten en reglementen om de veiligheid van de lokalen te verzekeren, in het bijzonder op het vlak van brandbestrijding en reanimatie.

-

Artikel 13: Verzekeringen

De vereniging dekt bij een verzekeringsmaatschappij naar Belgisch recht de burgerlijke aansprakelijkheid van haar activiteiten, van die van haar leden en die van de personen die zij toelaat in de lokalen. Zij dekt noodzakelijkwijs alle risico's op ongevallen of schade die kunnen ontstaan in de lokalen uit artikel 1.

De gemeente Etterbeek verzekert de lokalen uit artikel 1 met afstand van verhaal ten behoeve van de vereniging maar dan moet de vereniging wel haar aandeel van de verzekeringspremie voor haar rekening nemen. Als de exclusieve aansprakelijkheid van de vereniging ontstaan is bij een schadegeval, dan verbindt zij zich ertoe de geïndexeerde franchise die voorzien is in de verzekeringsovereenkomst voor haar rekening te nemen.

Evenzo verbindt de vereniging zich ertoe om bij een verzekeringsmaatschappij naar Belgisch recht een verzekeringspolis af te sluiten die haar eigen goederen alsook schade aan derden met betrekking tot de volgende risico's dekt: brand en aanverwante gevaren, slopingskosten en eventuele evacuatiekosten, storm en hagel, waterschade, glasbraak en diefstalverzekering.

De vereniging bezorgt de gemeente Etterbeek het bewijs van die verschillende dekkingen in de maand die volgt op het sluiten van onderhavige overeenkomst en elk jaar op dezelfde datum.

Artikel 14: Sleutels

Het aantal sleutels die overhandigd worden aan de vereniging is 5.

In geval van verlies van een van die sleutels wordt de dienst Openbare Werken daar onmiddellijk van op de hoogte gebracht.

Artikel 15: Toegang

De vereniging zorgt ervoor dat de voorwaarden voor de toegang tot de lokalen zoals beschreven in het huishoudelijk reglement strikt nageleefd worden.

Artikel 16: Domiciliekeuze

Voor de uitvoering van deze overeenkomst kiest de vereniging domicilie in de lokalen.

Artikel 17: Registratie

Deze overeenkomst is onderworpen aan registratie.

Artikel 18: Vertegenwoordiging van de gemeente Etterbeek

In toepassing van de statuten van de vereniging benoemt en ontslaat de gemeenteraad van Etterbeek haar vertegenwoordigers binnen de organen van de vereniging.

Opgemaakt in Etterbeek op XXX in zoveel exemplaren als er partijen zijn waarbij elke partij erkent haar exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de gemeente Etterbeek

De burgemeester
Vincent De Wolf

De gemeentesecretaris
Annick Petit

Voor jeugdhuis "La Clef"

De voorzitter
Olivier Coppens

De gedelegeerd bestuurder
Caroline Heinen

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

2021.07 publication statuts moniteur.pdf, 1975.03.13 convention commune et maison des jeunes.pdf, Convention batiment.pptx, 1988.pdf, Plan interne d'urgence.pdf, ROI organes internes_FINAL.pdf, Contrat assurance bâtiment.pdf

25.03.2024/A/0018 **Renouvellement de la convention de partenariat entre Atout Projet, la commune d'Etterbeek et Samarcande**

Le Conseil communal,

Considérant la volonté des autorités communales d'assurer une animation et un encadrement socio-éducatif de qualité dans certains quartiers prioritaires;

Considérant que l'asbl Atout Projet met, depuis plusieurs années, des animateurs à disposition de la Maison des Jeunes La Clef et de l'asbl Samarcande;

Considérant que la convention de partenariat qui lie la Commune d'Etterbeek et l'asbl

Atout Projet est arrivée à son terme le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient de renouveler cette convention pour l'année 2023 – 2024 - 2025;

Considérant que le montant dû par la commune est de 16.000 € (Samarcande et La Clé);

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DÉCIDE d'approuver les termes de la convention, tels que repris ci-dessous :

CONVENTION TRIPARTITE

ENTRE :

l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, dont le siège social est situé à 1060 BRUXELLES, avenue Henri Jaspar 92 et dont le numéro BCE est le 0452.636.939 ;

Représentée par Perceval CARTERON, Directeur ;

ET :

la COMMUNE d'Etterbeek, dont le siège social est situé à l'avenue des Casernes 31/1 à 1040 Bruxelles

Représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ET :

SAMARCANDE, dont le siège social est situé à la rue de Theux 51-53 à 1040 Bruxelles et dont le numero BCE est le 0432 951 382 ;

Représentée par Josselin Jamet, responsable.

Article 1er : Objet de la convention tripartite

1.1. La présente convention a pour objet de régler un projet de collaboration entre l'ASBL ATOUT PROJET, la COMMUNE d'Etterbeek, et Samarcande.

1.2. La présente convention définit les droits et obligations des trois parties dans le cadre du présent partenariat.

Article 2 : Objet du partenariat

2.1. L'ASBL ATOUT PROJET a comme objet social l'encadrement et l'animation d'enfants et d'adolescents de 6 à 18 ans issus principalement de quartiers socialement ou culturellement défavorisés des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitales.

L'ASBL ATOUT PROJET poursuit la réalisation de cet objet par des activités et projets communaux et intercommunaux qui amènent des jeunes de sexes, d'âges, de cultures et de religions différents à se rencontrer, à échanger, à se solidariser autour d'intérêts communs et à se positionner dans la société.

2.2. Par le présent partenariat, l'ASBL ATOUT PROJET fait bénéficier de son expertise en matière d'animation, de cohésion sociale et de travail transversal à Samarcande.

La collaboration entre les deux structures partenaires se concrétise notamment par l'apport de l'expérience et l'expertise d'animateurs de l'ASBL ATOUT PROJET à Samarcande.

2.3. Le présent partenariat débute le 01/01/2023 pour une durée de 3 ans.

2.4. La présente convention reste d'application et le financement du partenariat entier même en cas de suspension des prestations d'un animateur de l'ASBL ATOUT PROJET. En cas de rupture de contrat, la convention reste d'application et le financement du partenariat est dû pour une période de 6 mois à dater du dernier jour de contrat. Au-delà de cette période, la convention est suspendue jusqu'à ré-engagement d'un animateur. Le financement couvrant la période de suspension pourra être réclamé par les partenaires, au prorata de la période et de leurs participations respectives.

2.5. Le présent partenariat n'est pas conditionné par l'identité d'un animateur.

2.6. Les montants fixés aux articles 3 et 5 sont fixés pour l'entièreté de la convention

2.7. La présente convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Toute prolongation devra faire l'objet d'une nouvelle convention ou d'un avenant à celle-ci

Article 3 : Droits et obligations de la COMMUNE d'Etterbeek,

3.1. Le présent partenariat est financé par la COMMUNE d'Etterbeek, pour un montant annuel de 8.000 euros.

3.2. L'ASBL ATOUT PROJET enverra chaque année une déclaration de créance au Collège communal de la COMMUNE d'Etterbeek.

Cette somme est versée au plus tard pour le 01/07 de chaque année sur le compte de l'ASBL ATOUT PROJET : BE82 0681 0550 1368.

3.3. La participation financière de la COMMUNE d'Etterbeek, est due annuellement, et pour l'ensemble de l'année, même en cas de suspension des activités de l'animateur de l'ASBL ATOUT PROJET ou en cas de changement d'animateur.

Article 4 : Droits et obligations d'ATOUT PROJET

4.1. Dans le cadre du présent partenariat, l'ASBL ATOUT PROJET met à disposition de Samarcande toute sa connaissance en matière d'animation, de cohésion sociale et de travail transversal.

L'ASBL ATOUT PROJET emploie différents animateurs en son sein. Par la présente convention, l'ASBL ATOUT PROJET s'engage à ce qu'un de ses animateurs effectue les prestations convenues avec Samarcande. Ces prestations d'animation et d'encadrement des jeunes seront définies en concertation avec la Commune et notamment l'Echevin ayant la jeunesse en ses attributions.

4.2. ATOUT PROJET est et reste durant toute la durée de la présente convention l'unique employeur de l'animateur.

Le travailleur est donc soumis au règlement de travail de l'ASBL ATOUT PROJET et aux clauses de son contrat de travail le liant à celle-ci.

ATOUT PROJET est l'unique interlocuteur de l'animateur en matière de rémunération, de gestion des absences, des maladies et des congés. L'ASBL ATOUT PROJET est également seule compétente en matière de discipline.

ATOOUT PROJET veillera à relayer le suivi des absences de l'animateur à l'égard de Samarcande dans le cadre d'une gestion efficace et suivie de la collaboration.

En cas d'absence prolongée ou de fin de contrat de son personnel, Atout Projet s'engage à remplacer le personnel absent dès que les règles d'Actiris le permettent.

4.3. Samarcande donnera des instructions détaillées pour l'exécution du travail de l'animateur au quotidien (prise en charge des jeunes et encadrement). Il s'agit d'instructions qui ne sont nullement de nature à porter atteinte à l'autorité d'ATOOUT PROJET mais sont de nature à assurer un suivi correct et quotidien de la prise en charge et de l'encadrement des projets sur le terrain en raison du partenariat entre les parties.

4.4. L'ASBL ATOOUT PROJET transmet à Samarcande le calendrier des réunions et des animations organisées par l'ASBL ATOOUT PROJET auxquelles l'animateur de l'ASBL ATOOUT PROJET doit participer.

4.5. L'ASBL ATOOUT PROJET s'engage à faire couvrir la responsabilité civile de ses animateurs.

4.6. L'ASBL ATOOUT PROJET s'engage à ne pas modifier le montant de la participation annuelle pour la période couverte par la présente convention.

Article 5 : Droits et obligations de Samarcande

5.1. Le présent partenariat est financé par la Commune d'Etterbeek pour un montant annuel de 8.000 euros.

Cette somme est versée au plus tard pour le 01/07 de chaque année sur le compte de l'ASBL ATOOUT PROJET : BE82 0681 0550 1368.

L'ASBL ATOOUT PROJET enverra chaque année une déclaration de créance à la Commune d'Etterbeek.

La participation financière de la Commune d'Etterbeek, est due pour annuellement, et pour l'ensemble de l'année, même en cas de suspension des activités de l'animateur de l'ASBL ATOOUT PROJET ou en cas de changement d'animateur.

5.2. Samarcande s'oblige à informer ATOOUT PROJET de toute difficulté survenue dans l'exécution de la convention de collaboration, de manière à ce que ATOOUT PROJET puisse, le cas échéant, exercer son autorité à l'égard de l'animateur et ainsi assurer le respect de ses obligations.

Samarcande s'engage à communiquer à l'ASBL ATOOUT PROJET toute information importante pour permettre le suivi professionnel et administratif de son animateur.

5.3. Samarcande est responsables, pendant toute la durée du présent partenariat, des dispositions de la législation relative à la prévention et la protection au travail.

Samarcande transmet à ATOOUT PROJET tout renseignement important concernant sa politique de bien-être au travail.

5.4. Samarcande s'engage à souscrire un contrat d'assurance qui couvre tant la responsabilité civile des participants aux activités que les dommages corporels qu'ils pourraient subir lors des dites activités.

5.5. Samarcande s'engage à faire les démarches administratives suivantes et à remettre à ATOOUT PROJET les documents administratifs selon les modalités et les délais

repris ci-dessous :

- Participer aux réunions de rencontres entre partenaires
- Vérifier et valider le rapport annuel de l'animateur
- Présenter à son équipe et à intégrer au programme de sa structure le projet « PICX »
- Rendre possible l'animation d'ateliers récurrents par la mise à disposition des moyens nécessaires

Samarcande s'engage à suivre l'animateur dans les démarches que celui-ci est tenu de faire pour ATOUT PROJET :

- La personne responsable de Samarcande s'engage à vérifier et signer, mensuellement, les fiches de prestation des travailleurs d'ATOUT PROJET avant que ceux-ci ne les transmettent à leur hiérarchie.
- La personne responsable de Samarcande s'engage à transmettre à l'animateur un programme d'activité pour les vacances scolaires, au plus tard 15 jours ouvrés avant celles-ci
- La personne responsable de Samarcande s'engage à signer pour information les demandes de congés soumises par l'animateur à ATOUT PROJET
- La personne responsable de Samarcande s'engage à aider l'animateur d'ATOUT PROJET à récolter les PAF et les inscriptions aux projets transversaux, avant le début de ceux-ci

Article 6 : RGPD

6.1. Les parties ont l'obligation, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (ci-après « RGPD »), de prendre toutes précautions conformes aux usages dans le cadre des fonctions de leurs employés afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles ils ont accès dans le cadre de leurs prestations, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Les parties s'engagent à :

- ne pas utiliser les données auxquelles elles peuvent accéder à des fins autres que celles qui sont prévues pour l'exercice du partenariat ;
- ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- ne faire aucune copie de ces données sauf si une copie est nécessaire à la bonne exécution du partenariat ;
- prendre toutes les mesures conformes aux usages dans le cadre de leurs attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- prendre toutes précautions pour préserver la sécurité physique et logique de ces données ;

- s'assurer, dans la limite des fonctions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- restituer intégralement les données auxquelles elles ont eu accès, ainsi que tout fichier informatique et tout support d'information relatif à ces données en cas de cessation du partenariat.

6.2. Relativement aux données à caractère personnel qui concernent les parties et qui sont récoltées dans le cadre de la présente convention afin d'assurer la bonne gestion de ses activités, les parties garantissent que le traitement est légitime et nécessaire afin de permettre de remplir les obligations légales, notamment en termes d'organisation des activités proposées et d'organisation de ses ressources humaines.

Fait à Bruxelles, en trois exemplaires, dont chaque partie reconnaît avoir reçu un original, le 25/03/2024.

Pour la COMMUNE d'Etterbeek,
communale

La Secrétaire

Bourgmestre en charge de la jeunesse

Pour Samarcande,

Josselin JAMET, responsable

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Verlenging van de overeenkomst tussen Atout Porjet, de gemeente Etterbeek en Samarcande

De gemeenteraad,

gelet op de wil van de gemeentelijke overheid o kwalitatieve socio-educatieve activiteiten en begeleiding te voorzien in bepaalde prioritaire wijken;

overwegende dat de vzw Atout Projet sinds meerdere jaren animatoren ter beschikking stelt van het jeugdhuis La Clef en de vzw Samarcande;

overwegende dat de partnerschapovereenkomst die de gemeente Etterbeek bindt aan de vzw Atout Projet zal aflopen op 31 december 2022;

overwegende dat deze overeenkomst hernieuwd dient te worden voor de jaren 2023, 2024 en 2025;

overwegende dat het verschuldigd bedrag door de gemeente 16.000 euro bedraagt (Samarcande en La Clé);

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST om de voorwaarden van de overeenkomst zoals hieronder weergegeven goed te keuren:

DRIEPARTIJENOVEREENKOMST

TUSSEN:

de vzw ATOUT PROJET, met maatschappelijke zetel in 1060 BRUSSEL, Henri Jasparlaan 92 en met KBO-nummer 0452.636.939;

Vertegenwoordigd door Perceval CARTERON, directeur;

EN:

de GEMEENTE ETTERBEEK, met maatschappelijke zetel op de Kazernenlaan 31/1 in 1040 Brussel

Vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen;

EN:

SAMARCANDE, met maatschappelijke zetel op de de Theuxstraat 51-53 in 1040 Brussel en met KBO-nummer 0432.951.382;

Vertegenwoordigd door Josselin Jamet, verantwoordelijke.

Artikel 1: Voorwerp van de driepartijenovereenkomst

1.1. Deze overeenkomst heeft tot doel om een samenwerkingsproject te regelen tussen de vzw ATOUT PROJET, de GEMEENTE Etterbeek, en Samarcande.

1.2. Deze overeenkomst bepaalt de rechten en plichten van de drie partijen in het kader van dit partnerschap.

Artikel 2: Voorwerp van het partnerschap

2.1. De vzw ATOUT PROJET heeft als maatschappelijk doel het begeleiden en organiseren van activiteiten voor kinderen en jongeren van 6 tot 18 jaar, voornamelijk uit sociaal of cultureel achtergestelde wijken in de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De vzw ATOUT PROJET streeft dit doel na via gemeentelijke en intergemeentelijke activiteiten en projecten die jongeren van verschillende geslachten, leeftijden, culturen en godsdiensten samenbrengen om elkaar te ontmoeten, ideeën uit te wisselen, solidariteit op te bouwen rond gemeenschappelijke interesses en hun plaats te vinden in de maatschappij.

2.2. Via dit partnerschap stelt de vzw ATOUT PROJET haar expertise op het gebied van animatie, sociale cohesie en transversaal werk ter beschikking van Samarcande.

De samenwerking tussen de twee partnerorganisaties bestaat met name uit de inbreng van de ervaring en deskundigheid van de animatoren van de vzw ATOUT PROJET in Samarcande.

2.3. Dit partnerschap gaat van start op 01/01/2023 voor een periode van 3 jaar.

2.4. Deze overeenkomst blijft van kracht en het partnerschap blijft volledig gefinancierd, zelfs in geval van opschorting van de prestaties van een animator van de vzw ATOUT PROJET. In geval van contractbreuk blijft de overeenkomst van kracht en is de financiering van het partnerschap verschuldigd voor een periode van 6 maanden vanaf de laatste dag van het contract. Na deze periode wordt de overeenkomst opgeschort tot er opnieuw een animator wordt aangeworven. De financiering voor de opschortingsperiode kan door de partners worden teruggevorderd

naar rato van de periode en hun respectieve bijdragen.

2.5. Dit partnerschap is niet afhankelijk van de identiteit van een animator.

2.6. De in de artikels 3 en 5 vermelde bedragen worden vastgesteld voor de gehele duur van de overeenkomst.

2.7. Deze overeenkomst mag niet stilzwijgend worden verlengd. Elke verlenging moet het voorwerp uitmaken van een nieuwe overeenkomst of een aanhangsel bij deze overeenkomst.

Artikel 3: Rechten en plichten van de GEMEENTE Etterbeek

3.1. Dit partnerschap wordt gefinancierd door de gemeente Etterbeek voor een jaarlijks bedrag van 8.000 euro.

3.2. De vzw ATOUT PROJET stuurt elk jaar een schuldvordering naar het gemeentecollege van de gemeente Etterbeek.

Dit bedrag wordt uiterlijk tegen 01/07 van elk jaar gestort op de rekening van de vzw ATOUT PROJET: BE82 0681 0550 1368.

3.3. De financiële bijdrage van de gemeente Etterbeek is verschuldigd op jaarbasis en voor het volledige jaar, zelfs als de activiteiten van de animator van de vzw ATOUT PROJET worden opgeschort of als de animator wijzigt.

Artikel 4: Rechten en plichten van ATOUT PROJET

4.1. In het kader van dit partnerschap stelt de vzw ATOUT PROJET al haar kennis op het gebied van animatie, sociale cohesie en transversaal werk ter beschikking van Samarcande.

De vzw ATOUT PROJET heeft een aantal animatoren in dienst. In het kader van deze overeenkomst verbindt de vzw ATOUT PROJET zich ertoe dat een van haar animatoren de diensten levert die met Samarcande zijn overeengekomen. Deze diensten op het gebied van animatie en begeleiding van jongeren zullen worden vastgesteld in overleg met de gemeente en in het bijzonder met de schepen van Jeugd.

4.2. ATOUT PROJET is en blijft de enige werkgever van de animator voor de duur van deze overeenkomst.

De werknemer is dus onderworpen aan het arbeidsreglement van de vzw ATOUT PROJET en aan de bepalingen van zijn arbeidsovereenkomst die hem aan de vzw ATOUT PROJET bindt.

ATOUT PROJET is de enige gesprekspartner van de animator voor wat betreft de verloning en het beheer van afwezigheden, ziekte en verloven. De vzw ATOUT PROJET is ook de enige verantwoordelijke voor tuchtzaken.

ATOUT PROJET zorgt ervoor dat alle afwezigheden van de animator gemeld worden aan Samarcande in het kader van een efficiënt beheer en opvolging van de samenwerking.

In geval van langdurige afwezigheid of beëindiging van het contract van haar personeel, verbindt ATOUT PROJET zich ertoe het afwezige personeel te vervangen zodra de regels van Actiris dit toelaten.

4.3. Samarcande zal gedetailleerde instructies geven voor de uitvoering van het

dagelijkse werk van de animator (jongeren onder hun hoede nemen en begeleiden). Deze instructies zijn geenszins van aard om het gezag van ATOUT PROJET te ondermijnen, maar zijn van aard om een correcte en dagelijkse opvolging van het beheer en de begeleiding van de projecten op het terrein te garanderen dankzij het partnerschap tussen de partijen.

4.4. De vzw ATOUT PROJET stuurt Samarcande de kalender van de vergaderingen en animatieactiviteiten georganiseerd door de vzw ATOUT PROJET waaraan de animator van de vzw ATOUT PROJET moet deelnemen.

4.5. De vzw ATOUT PROJET verbindt zich ertoe de burgerlijke aansprakelijkheid van haar animatoren te verzekeren.

4.6. De vzw ATOUT PROJET verbindt zich ertoe het bedrag van de jaarlijkse bijdrage niet te wijzigen voor de periode waarop deze overeenkomst betrekking heeft.

Artikel 5: Rechten en plichten van Samarcande

5.1. Dit partnerschap wordt gefinancierd door de gemeente Etterbeek voor een jaarlijks bedrag van 8.000 euro.

Dit bedrag wordt uiterlijk tegen 01/07 van elk jaar gestort op de rekening van de vzw ATOUT PROJET: BE82 0681 0550 1368.

De vzw ATOUT PROJET stuurt elk jaar een schuldvordering naar de gemeente Etterbeek.

De financiële bijdrage van de gemeente Etterbeek is verschuldigd op jaarbasis en voor het volledige jaar, zelfs als de activiteiten van de animator van de vzw ATOUT PROJET worden opgeschort of als de animator wijzigt.

5.2. Samarcande verbindt zich ertoe ATOUT PROJET op de hoogte te brengen van alle moeilijkheden die zich voordoen bij de uitvoering van de samenwerkingsovereenkomst, zodat ATOUT PROJET, indien nodig, zijn gezag kan uitoefenen ten aanzien van de animator en zo de naleving van zijn verplichtingen kan verzekeren.

Samarcande verbindt zich ertoe aan de vzw ATOUT PROJET alle belangrijke informatie mee te delen om de professionele en administratieve opvolging van haar animator mogelijk te maken.

5.3. Samarcande is verantwoordelijk, tijdens de volledige duur van dit partnerschap, voor de bepalingen van de wetgeving inzake preventie en bescherming op het werk.

Samarcande bezorgt aan ATOUT PROJET alle belangrijke informatie door in verband met haar beleid van welzijn op het werk.

5.4. Samarcande verbindt zich ertoe een verzekeringspolis af te sluiten die zowel de burgerlijke aansprakelijkheid van de deelnemers aan de activiteiten dekt als lichamelijke letsels die zij zouden kunnen oplopen tijdens deze activiteiten.

5.5. Samarcande verbindt zich ertoe de volgende administratieve stappen uit te voeren en ATOUT PROJET de administratieve documenten te bezorgen volgens de hieronder vermelde procedures en termijnen:

- Deelnemen aan vergaderingen tussen partners
- Verifiëren en valideren van het jaarverslag van de animator

- Het “PICX”-project voorstellen aan hun team en het integreren in het programma van hun organisatie.
- Het mogelijk maken om terugkerende workshops te organiseren door de nodige middelen ter beschikking te stellen.

Samarcande verbindt zich ertoe de animator op te volgen in de stappen die deze laatste moet ondernemen voor ATOUT PROJET:

- De verantwoordelijke van Samarcande verbindt zich ertoe om maandelijks de prestatiefiches van de medewerkers van ATOUT PROJET te controleren en te ondertekenen alvorens ze door te geven aan hun oversten.
- De verantwoordelijke van Samarcande verbindt zich ertoe om de animator een activiteitenprogramma voor de schoolvakanties te sturen, uiterlijk veertien werkdagen voor deze vakanties.
- De verantwoordelijke van Samarcande verbindt zich ertoe om ter informatie de vakantieaanvragen te ondertekenen die door de animator aan ATOUT PROJET worden overgemaakt.
- De verantwoordelijke van Samarcande verbindt zich ertoe om de coördinator van ATOUT PROJET te helpen bij het verzamelen van de inschrijvingsgelden en inschrijvingen voor transversale projecten, voordat deze van start gaan.

Artikel 6: AVG

6.1. De partijen zijn ertoe verplicht, overeenkomstig de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens (hierna “AVG”) alle gebruikelijke voorzorgsmaatregelen te nemen in het kader van de functies van hun werknemers om de vertrouwelijkheid te beschermen van de informatie waartoe zij in het kader van hun prestaties toegang hebben, en in het bijzonder om te voorkomen dat deze informatie wordt meegedeeld aan personen die niet uitdrukkelijk gemachtigd zijn om deze informatie te ontvangen.

De partijen verbinden zich ertoe:

- de gegevens waartoe zij toegang hebben niet te gebruiken voor andere doeleinden dan die zijn voorzien voor de uitvoering van het partnerschap;
- deze gegevens alleen bekend te maken aan personen die uit hoofde van hun functie gemachtigd zijn om deze gegevens te ontvangen, ongeacht of dit private, openbare, natuurlijke of rechtspersonen zijn;
- geen kopie te maken van deze gegevens, tenzij een kopie noodzakelijk is voor de goede uitvoering van het partnerschap;
- alle gebruikelijke maatregelen te nemen in het kader van hun verantwoordelijkheden om misbruik of frauduleus gebruik van deze gegevens te voorkomen;
- alle voorzorgsmaatregelen te nemen om de fysieke en logische veiligheid van deze gegevens te waarborgen;
- er, binnen de grenzen van hun functies, voor te zorgen dat alleen veilige communicatiemiddelen worden gebruikt om dergelijke gegevens over te dragen;

- de gegevens waartoe zij toegang hebben gehad, alsook alle computerbestanden en informatiedragers die betrekking hebben op deze gegevens, volledig terug te geven in geval van beëindiging van het partnerschap.

6.2. Met betrekking tot de persoonsgegevens die betrekking hebben op de partijen en die in het kader van deze overeenkomst worden verzameld met het oog op een goed beheer van de activiteiten, garanderen de partijen dat de verwerking legitiem en noodzakelijk is om te voldoen aan de wettelijke verplichtingen, met name op het vlak van de organisatie van de aangeboden activiteiten en de organisatie van hun personeel.

Opgemaakt te Brussel in drie exemplaren, waarvan elk van de partijen verklaart één origineel te hebben ontvangen, op 25/03/2024.

Voor de GEMEENTE ETTERBEEK,

Burgemeester, bevoegd voor Jeugd
Gemeentesecretaris

De

Voor Samarcande,

Josselin JAMET, verantwoordelijke

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

convention FR.pdf, convention NL.pdf

25.03.2024/A/0019 **Renouvellement de la convention de partenariat entre Atout Projet, la commune d'Etterbeek et la Maison des jeunes La Clef**

Le Conseil communal,

Considérant la volonté des autorités communales d'assurer une animation et un encadrement socio-éducatif de qualité dans certains quartiers prioritaires;

Considérant que l'asbl Atout Projet met, depuis plusieurs années, des animateurs à disposition de la Maison des Jeunes La Clef et de l'asbl Samarcande;

Considérant que la convention de partenariat qui lie la Commune d'Etterbeek et l'asbl Atout Projet est arrivée à son terme le 31 décembre 2022;

Considérant qu'il convient de renouveler cette convention pour l'année 2023 – 2024 - 2025;

Considérant que le montant dû par la commune est de 16.000 € (Samarcande et La Clé);

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DÉCIDE d'approuver les termes de la convention, tels que repris ci-dessous :

CONVENTION TRIPARTITE

ENTRE : l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, dont le siège social est situé à 1060 BRUXELLES, avenue Henri Jaspar 92 et dont le numéro BCE est le 0452.636.939 ;

Représentée par Perceval CARTERON, Directeur ;

ET : la COMMUNE d'Etterbeek, dont le siège social est situé à l'avenue des Casernes 31/1 à 1040 Bruxelles

Représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ET : MAISON DES JEUNES LA CLÉ (en abrégé « MJ La clé ou MJ La Clef »), dont le siège social est situé à l'avenue d'Auderghem 189 à 1040 Bruxelles et dont le numéro BCE est le 0414 705 583 ;

Représentée par Magali Noach, coordinatrice.

Article 1er : Objet de la convention tripartite

1.1. La présente convention a pour objet de régler un projet de collaboration entre l'ASBL ATOUT PROJET, la COMMUNE d'Etterbeek, et la Maison des jeunes la Clé

1.2. La présente convention définit les droits et obligations des trois parties dans le cadre du présent partenariat.

Article 2 : Objet du partenariat

2.1. L'ASBL ATOUT PROJET a comme objet social l'encadrement et l'animation d'enfants et d'adolescents de 6 à 18 ans issus principalement de quartiers socialement ou culturellement défavorisés des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitales.

L'ASBL ATOUT PROJET poursuit la réalisation de cet objet par des activités et projets communaux et intercommunaux qui amènent des jeunes de sexes, d'âges, de cultures et de religions différents à se rencontrer, à échanger, à se solidariser autour d'intérêts communs et à se positionner dans la société.

2.2. Par le présent partenariat, l'ASBL ATOUT PROJET fait bénéficier de son expertise en matière d'animation, de cohésion sociale et de travail transversal à la MJ la clé.

La collaboration entre les deux structures partenaires se concrétise notamment par l'apport de l'expérience et l'expertise d'animateurs de l'ASBL ATOUT PROJET à la MJ la clé.

2.3. Le présent partenariat débute le 01/01/2023 pour une durée de 3 ans.

2.4. La présente convention reste d'application et le financement du partenariat entier même en cas de suspension des prestations d'un animateur de l'ASBL ATOUT PROJET. En cas de rupture de contrat, la convention reste d'application et le financement du partenariat est dû pour une période de 6 mois à dater du dernier jour de contrat. Au-delà de cette période, la convention est suspendue jusqu'à ré-engagement d'un animateur. Le financement couvrant la période de suspension pourra être réclamé par les partenaires, au prorata de la période et de leurs participations respectives.

2.5. Le présent partenariat n'est pas conditionné par l'identité d'un animateur.

2.6. Les montants fixés aux articles 3 et 5 sont fixés pour l'entièreté de la convention

2.7. La présente convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Toute prolongation devra faire l'objet d'une nouvelle convention ou d'un avenant à celle-ci

Article 3 : Droits et obligations de la COMMUNE d'Etterbeek,

3.1. Le présent partenariat est financé par la COMMUNE d'Etterbeek, pour un montant annuel de 8.000 euros.

3.2. L'ASBL ATOUT PROJET enverra chaque année une déclaration de créance au Collège communal de la COMMUNE d'Etterbeek.

Cette somme est versée au plus tard pour le 01/07 de chaque année sur le compte de l'ASBL ATOUT PROJET : BE82 0681 0550 1368.

3.3. La participation financière de la COMMUNE d'Etterbeek, est due annuellement, et pour l'ensemble de l'année, même en cas de suspension des activités de l'animateur de l'ASBL ATOUT PROJET ou en cas de changement d'animateur.

Article 4 : Droits et obligations d'ATOUT PROJET

4.1. Dans le cadre du présent partenariat, l'ASBL ATOUT PROJET met à disposition de la MJ la clé toute sa connaissance en matière d'animation, de cohésion sociale et de travail transversal.

L'ASBL ATOUT PROJET emploie différents animateurs en son sein. Par la présente convention, l'ASBL ATOUT PROJET s'engage à ce qu'un de ses animateurs effectue les prestations convenues avec la MJ la clé. Ces prestations d'animation et d'encadrement des jeunes seront définies en concertation avec la Commune et notamment l'Echevin ayant la jeunesse en ses attributions.

4.2. ATOUT PROJET est et reste durant toute la durée de la présente convention l'unique employeur de l'animateur.

Le travailleur est donc soumis au règlement de travail de l'ASBL ATOUT PROJET et aux clauses de son contrat de travail le liant à celle-ci.

ATOUT PROJET est l'unique interlocuteur de l'animateur en matière de rémunération, de gestion des absences, des maladies et des congés. L'ASBL ATOUT PROJET est également seule compétente en matière de discipline.

ATOUT PROJET veillera à relayer le suivi des absences de l'animateur à l'égard de

la MJ la clé dans le cadre d'une gestion efficace et suivie de la collaboration.

En cas d'absence prolongée ou de fin de contrat de son personnel, Atout Projet s'engage à remplacer le personnel absent dès que les règles d'Actiris le permettent.

4.3. La MJ la clé donnera des instructions détaillées pour l'exécution du travail de l'animateur au quotidien (prise en charge des jeunes et encadrement). Il s'agit d'instructions qui ne sont nullement de nature à porter atteinte à l'autorité d'ATOUT PROJET mais sont de nature à assurer un suivi correct et quotidien de la prise en charge et de l'encadrement des projets sur le terrain en raison du partenariat entre les parties.

4.4. L'ASBL ATOUT PROJET transmet à la MJ la clé le calendrier des réunions et des animations organisées par l'ASBL ATOUT PROJET auxquelles l'animateur de l'ASBL ATOUT PROJET doit participer.

4.5. L'ASBL ATOUT PROJET s'engage à faire couvrir la responsabilité civile de ses animateurs.

4.6. L'ASBL ATOUT PROJET s'engage à ne pas modifier le montant de la participation annuelle pour la période couverte par la présente convention.

Article 5 : Droits et obligations de la MJ la clé

5.1. Le présent partenariat est financé par la Commune d'Etterbeek pour un montant annuel de 8.000 euros.

Cette somme est versée au plus tard pour le 01/07 de chaque année sur le compte de l'ASBL ATOUT PROJET : BE82 0681 0550 1368.

L'ASBL ATOUT PROJET enverra chaque année une déclaration de créance à la Commune d'Etterbeek.

La participation financière de la Commune d'Etterbeek, est due pour annuellement, et pour l'ensemble de l'année, même en cas de suspension des activités de l'animateur de l'ASBL ATOUT PROJET ou en cas de changement d'animateur.

5.2. La MJ la clé s'oblige à informer ATOUT PROJET de toute difficulté survenue dans l'exécution de la convention de collaboration, de manière à ce que ATOUT PROJET puisse, le cas échéant, exercer son autorité à l'égard de l'animateur et ainsi assurer le respect de ses obligations.

La MJ la clé s'engage à communiquer à l'ASBL ATOUT PROJET toute information importante pour permettre le suivi professionnel et administratif de son animateur.

5.3. La MJ la clé est responsables, pendant toute la durée du présent partenariat, des dispositions de la législation relative à la prévention et la protection au travail.

La MJ la clé transmet à ATOUT PROJET tout renseignement important concernant sa politique de bien-être au travail.

5.4. La MJ la clé s'engage à souscrire un contrat d'assurance qui couvre tant la responsabilité civile des participants aux activités que les dommages corporels qu'ils pourraient subir lors des dites activités.

5.5. La MJ la clé s'engage à faire les démarches administratives suivantes et à

remettre à ATOUT PROJET les documents administratifs selon les modalités et les délais repris ci-dessous :

- Participer aux réunions de rencontres entre partenaires
- Vérifier et valider le rapport annuel de l'animateur
- Présenter à son équipe et à intégrer au programme de sa structure le projet « PICX »
- Rendre possible l'animation d'ateliers récurrents par la mise à disposition des moyens nécessaires

La MJ la clé s'engage à suivre l'animateur dans les démarches que celui-ci est tenu de faire pour ATOUT PROJET :

- La personne responsable de la MJ la clé s'engage à vérifier et signer, mensuellement, les fiches de prestation des travailleurs d'ATOUT PROJET avant que ceux-ci ne les transmettent à leur hiérarchie.
- La personne responsable de la MJ la clé s'engage à transmettre à l'animateur un programme d'activité pour les vacances scolaires, au plus tard 15 jours ouvrés avant celles-ci
- La personne responsable de la MJ la clé s'engage à signer pour information les demandes de congés soumises par l'animateur à ATOUT PROJET
- La personne responsable de la MJ la clé s'engage à aider l'animateur d'ATOUT PROJET à récolter les PAF et les inscriptions aux projets transversaux, avant le début de ceux-ci

Article 6 : RGPD

6.1. Les parties ont l'obligation, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (ci-après « RGPD »), de prendre toutes précautions conformes aux usages dans le cadre des fonctions de leurs employés afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles ils ont accès dans le cadre de leurs prestations, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Les parties s'engagent à :

- ne pas utiliser les données auxquelles elles peuvent accéder à des fins autres que celles qui sont prévues pour l'exercice du partenariat ;
- ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- ne faire aucune copie de ces données sauf si une copie est nécessaire à la bonne exécution du partenariat ;
- prendre toutes les mesures conformes aux usages dans le cadre de leurs attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;

- prendre toutes précautions pour préserver la sécurité physique et logique de ces données ;
- s'assurer, dans la limite des fonctions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- restituer intégralement les données auxquelles elles ont eu accès, ainsi que tout fichier informatique et tout support d'information relatif à ces données en cas de cessation du partenariat.

6.2. Relativement aux données à caractère personnel qui concernent les parties et qui sont récoltées dans le cadre de la présente convention afin d'assurer la bonne gestion de ses activités, les parties garantissent que le traitement est légitime et nécessaire afin de permettre de remplir les obligations légales, notamment en termes d'organisation des activités proposées et d'organisation de ses ressources humaines.

Fait à Bruxelles, en trois exemplaires, dont chaque partie reconnaît avoir reçu un original, le 25/03/2024.

Pour la COMMUNE d'Etterbeek,

Bourgmestre en charge de la jeunesse

La Secrétaire Communale

Pour la MJ la Clé,

Magali NOACH, coordinatrice

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Verlenging van de overeenkomst tussen Atout Porjet, de gemeente Etterbeek en de jeudhuis La Clef

De gemeenteraad,

gelet op de wil van de gemeentelijke overheid o kwalitatieve socio-educatieve activiteiten en begeleiding te voorzien in bepaalde prioritaire wijken;

overwegende dat de vzw Atout Projet sinds meerdere jaren animatoren ter beschikking stelt van het jeudhuis La Clef en de vzw Samarcande;

overwegende dat de partnerschapovereenkomst die de gemeente Etterbeek bindt aan de vzw Atout Projet zal aflopen op 31 december 2022;

overwegende dat deze overeenkomst hernieuwd dient te worden voor de jaren 2023, 2024 en 2025;

overwegende dat het verschuldigd bedrag door de gemeente 16.000 euro bedraagt (Samarcande en La Clé);

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST om de voorwaarden van de overeenkomst zoals hieronder weergegeven goed te keuren:

DRIEPARTIJENOVEREENKOMST

TUSSEN : de vzw ATOUT PROJET, met maatschappelijke zetel in 1060 BRUSSEL, Henri Jasparlaan 92 en met KBO-nummer 0452.636.939;

Vertegenwoordigd door Perceval CARTERON, directeur;

EN: de GEMEENTE ETTERBEEK, met maatschappelijke zetel op de Kazernenlaan 31/1 in 1040 Brussel

Vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen;

EN: JEUGDHUIS LA CLÉ (afgekort “MJ La Clé of “MJ La Clef”), met maatschappelijke zetel op de Oudergemlaan 189 in 1040 Brussel en met KBO-nummer 0414.705.583;

Vertegenwoordigd door Magali Noach, coördinatrice.

Artikel 1: Voorwerp van de driepartijenovereenkomst

1.1. Deze overeenkomst heeft tot doel om een samenwerkingsproject te regelen tussen de vzw ATOUT PROJET, de GEMEENTE Etterbeek, en de jeugdhuis La Clé.

1.2. Deze overeenkomst bepaalt de rechten en plichten van de drie partijen in het kader van dit partnerschap.

Artikel 2: Voorwerp van het partnerschap

2.1. De vzw ATOUT PROJET heeft als maatschappelijk doel het begeleiden en organiseren van activiteiten voor kinderen en jongeren van 6 tot 18 jaar, voornamelijk uit sociaal of cultureel achtergestelde wijken in de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De vzw ATOUT PROJET streeft dit doel na via gemeentelijke en intergemeentelijke activiteiten en projecten die jongeren van verschillende geslachten, leeftijden, culturen en godsdiensten samenbrengen om elkaar te ontmoeten, ideeën uit te wisselen, solidariteit op te bouwen rond gemeenschappelijke interesses en hun plaats te vinden in de maatschappij.

2.2. Via dit partnerschap stelt de vzw ATOUT PROJET haar expertise op het gebied van animatie, sociale cohesie en transversaal werk ter beschikking van MJ La Clé.

De samenwerking tussen de twee partnerorganisaties bestaat met name uit de inbreng van de ervaring en deskundigheid van de animatoren van de vzw ATOUT PROJET in MJ La Clé.

2.3. Dit partnerschap gaat van start op 01/01/2023 voor een periode van 3 jaar.

2.4. Deze overeenkomst blijft van kracht en het partnerschap blijft volledig gefinancierd, zelfs in geval van opschorting van de prestaties van een animator van de vzw ATOUT PROJET. In geval van contractbreuk blijft de overeenkomst van kracht en is de financiering van het partnerschap verschuldigd voor een periode van 6

maanden vanaf de laatste dag van het contract. Na deze periode wordt de overeenkomst opgeschort tot er opnieuw een animator wordt aangeworven. De financiering voor de opschortingsperiode kan door de partners worden teruggevorderd naar rato van de periode en hun respectieve bijdragen.

2.5. Dit partnerschap is niet afhankelijk van de identiteit van een animator.

2.6. De in de artikels 3 en 5 vermelde bedragen worden vastgesteld voor de gehele duur van de overeenkomst.

2.7. Deze overeenkomst mag niet stilzwijgend worden verlengd. Elke verlenging moet het voorwerp uitmaken van een nieuwe overeenkomst of een aanhangsel bij deze overeenkomst.

Artikel 3: Rechten en plichten van de GEMEENTE Etterbeek

3.1. Dit partnerschap wordt gefinancierd door de gemeente Etterbeek voor een jaarlijks bedrag van 8.000 euro.

3.2. De vzw ATOUT PROJET stuurt elk jaar een schuldvordering naar het gemeentecollege van de gemeente Etterbeek.

Dit bedrag wordt uiterlijk tegen 01/07 van elk jaar gestort op de rekening van de vzw ATOUT PROJET: BE82 0681 0550 1368.

3.3. De financiële bijdrage van de gemeente Etterbeek is verschuldigd op jaarbasis en voor het volledige jaar, zelfs als de activiteiten van de animator van de vzw ATOUT PROJET worden opgeschort of als de animator wijzigt.

Artikel 4: Rechten en plichten van ATOUT PROJET

4.1. In het kader van dit partnerschap stelt de vzw ATOUT PROJET al haar kennis op het gebied van animatie, sociale cohesie en transversaal werk ter beschikking van MJ La Clé.

De vzw ATOUT PROJET heeft een aantal animatoren in dienst. In het kader van deze overeenkomst verbindt de vzw ATOUT PROJET zich ertoe dat een van haar animatoren de diensten levert die met MJ La Clé zijn overeengekomen. Deze diensten op het gebied van animatie en begeleiding van jongeren zullen worden vastgesteld in overleg met de gemeente en in het bijzonder met de schepen van Jeugd.

4.2. ATOUT PROJET is en blijft de enige werkgever van de animator voor de duur van deze overeenkomst.

De werknemer is dus onderworpen aan het arbeidsreglement van de vzw ATOUT PROJET en aan de bepalingen van zijn arbeidsovereenkomst die hem aan de vzw ATOUT PROJET bindt.

ATOUT PROJET is de enige gesprekspartner van de animator voor wat betreft de verloning en het beheer van afwezigheden, ziekte en verloven. De vzw ATOUT PROJET is ook de enige verantwoordelijke voor tuchtzaken.

ATOUT PROJET zorgt ervoor dat alle afwezigheden van de animator gemeld worden aan MJ La Clé in het kader van een efficiënt beheer en opvolging van de

samenwerking.

In geval van langdurige afwezigheid of beëindiging van het contract van haar personeel, verbindt ATOUT PROJET zich ertoe het afwezige personeel te vervangen zodra de regels van Actiris dit toelaten.

4.3. MJ La Clé zal gedetailleerde instructies geven voor de uitvoering van het dagelijkse werk van de animator (jongeren onder hun hoede nemen en begeleiden). Deze instructies zijn geenszins van aard om het gezag van ATOUT PROJET te ondermijnen, maar zijn van aard om een correcte en dagelijkse opvolging van het beheer en de begeleiding van de projecten op het terrein te garanderen dankzij het partnerschap tussen de partijen.

4.4 De vzw ATOUT PROJET stuurt MJ La Clé de kalender van de vergaderingen en animatieactiviteiten georganiseerd door de vzw ATOUT PROJET waaraan de animator van de vzw ATOUT PROJET moet deelnemen.

4.5. De vzw ATOUT PROJET verbindt zich ertoe de burgerlijke aansprakelijkheid van haar animatoren te verzekeren.

4.6. De vzw ATOUT PROJET verbindt zich ertoe het bedrag van de jaarlijkse bijdrage niet te wijzigen voor de periode waarop deze overeenkomst betrekking heeft.

Artikel 5: Rechten en plichten van MJ La Clé

5.1. Dit partnerschap wordt gefinancierd door de gemeente Etterbeek voor een jaarlijks bedrag van 8.000 euro.

Dit bedrag wordt uiterlijk tegen 01/07 van elk jaar gestort op de rekening van de vzw ATOUT PROJET: BE82 0681 0550 1368.

De vzw ATOUT PROJET stuurt elk jaar een schuldvordering naar de gemeente Etterbeek.

De financiële bijdrage van de gemeente Etterbeek is verschuldigd op jaarbasis en voor het volledige jaar, zelfs als de activiteiten van de animator van de vzw ATOUT PROJET worden opgeschort of als de animator wijzigt.

5.2. MJ La Clé verbindt zich ertoe ATOUT PROJET op de hoogte te brengen van alle moeilijkheden die zich voordoen bij de uitvoering van de samenwerkingsovereenkomst, zodat ATOUT PROJET, indien nodig, zijn gezag kan uitoefenen ten aanzien van de animator en zo de naleving van zijn verplichtingen kan verzekeren.

MJ La Clé verbindt zich ertoe aan de vzw ATOUT PROJET alle belangrijke informatie mee te delen om de professionele en administratieve opvolging van haar animator mogelijk te maken.

5.3. MJ La Clé is verantwoordelijk, tijdens de volledige duur van dit partnerschap, voor de bepalingen van de wetgeving inzake preventie en bescherming op het werk.

MJ La Clé bezorgt aan ATOUT PROJET alle belangrijke informatie door in verband met haar beleid van welzijn op het werk.

5.4. MJ La Clé verbindt zich ertoe een verzekeringspolis af te sluiten die zowel de burgerlijke aansprakelijkheid van de deelnemers aan de activiteiten dekt als

lichamelijke letsels die zij zouden kunnen oplopen tijdens deze activiteiten.

5.5. MJ La Clé verbindt zich ertoe de volgende administratieve stappen uit te voeren en ATOUT PROJET de administratieve documenten te bezorgen volgens de hieronder vermelde procedures en termijnen:

- Deelnemen aan vergaderingen tussen partners
- Verifiëren en valideren van het jaarverslag van de animator
- Het “PICX”-project voorstellen aan hun team en het integreren in het programma van hun organisatie.
- Het mogelijk maken om terugkerende workshops te organiseren door de nodige middelen ter beschikking te stellen.

MJ La Clé verbindt zich ertoe de animator op te volgen in de stappen die deze laatste moet ondernemen voor ATOUT PROJET:

- De verantwoordelijke van MJ La Clé verbindt zich ertoe om maandelijks de prestatiefiches van de medewerkers van ATOUT PROJET te controleren en te ondertekenen alvorens ze door te geven aan hun oversten.
- De verantwoordelijke van MJ La Clé verbindt zich ertoe om de animator een activiteitenprogramma voor de schoolvakanties te sturen, uiterlijk veertien werkdagen voor deze vakanties.
- De verantwoordelijke van MJ La Clé verbindt zich ertoe om ter informatie de vakantieaanvragen te ondertekenen die door de animator aan ATOUT PROJET worden overgemaakt.
- De verantwoordelijke van MJ La Clé verbindt zich ertoe om de coördinator van ATOUT PROJET te helpen bij het verzamelen van de inschrijvingsgelden en inschrijvingen voor transversale projecten, voordat deze van start gaan.

Artikel 6: AVG

6.1. De partijen zijn ertoe verplicht, overeenkomstig de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens (hierna “AVG”) alle gebruikelijke voorzorgsmaatregelen te nemen in het kader van de functies van hun werknemers om de vertrouwelijkheid te beschermen van de informatie waartoe zij in het kader van hun prestaties toegang hebben, en in het bijzonder om te voorkomen dat deze informatie wordt meegedeeld aan personen die niet uitdrukkelijk gemachtigd zijn om deze informatie te ontvangen.

De partijen verbinden zich ertoe:

- de gegevens waartoe zij toegang hebben niet te gebruiken voor andere doeleinden dan die zijn voorzien voor de uitvoering van het partnerschap;
- deze gegevens alleen bekend te maken aan personen die uit hoofde van hun functie gemachtigd zijn om deze gegevens te ontvangen, ongeacht of dit private, openbare, natuurlijke of rechtspersonen zijn;
- geen kopie te maken van deze gegevens, tenzij een kopie noodzakelijk is voor

de goede uitvoering van het partnerschap;

- alle gebruikelijke maatregelen te nemen in het kader van hun verantwoordelijkheden om misbruik of frauduleus gebruik van deze gegevens te voorkomen;
- alle voorzorgsmaatregelen te nemen om de fysieke en logische veiligheid van deze gegevens te waarborgen;
- er, binnen de grenzen van hun functies, voor te zorgen dat alleen veilige communicatiemiddelen worden gebruikt om dergelijke gegevens over te dragen;
- de gegevens waartoe zij toegang hebben gehad, alsook alle computerbestanden en informatiedragers die betrekking hebben op deze gegevens, volledig terug te geven in geval van beëindiging van het partnerschap.

6.2. Met betrekking tot de persoonsgegevens die betrekking hebben op de partijen en die in het kader van deze overeenkomst worden verzameld met het oog op een goed beheer van de activiteiten, garanderen de partijen dat de verwerking legitiem en noodzakelijk is om te voldoen aan de wettelijke verplichtingen, met name op het vlak van de organisatie van de aangeboden activiteiten en de organisatie van hun personeel.

Opgemaakt te Brussel in drie exemplaren, waarvan elk van de partijen verklaart één origineel te hebben ontvangen, op 25/03/2024.

Voor de GEMEENTE ETTERBEEK,

Burgemeester, bevoegd voor Jeugd
Gemeentesecretaris

De

Voor JH La Clé,

Magali NOACH, coördinatrice

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

convention FR.pdf, convention NL.pdf

Affaires électorales - Kieszaken

25.03.2024/A/0020 **Adhésion à la centrale d'achats concernant l'accord-cadre relatif à des**

fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) passé par le SPF intérieur et plus précisément concernant le lot N° 6 spécifique aux élections de la région de Bruxelles-capitale.
Approbation

Le conseil communal,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'article 2. §§ 6 et 7 de la loi du 17 juin 2016 définissant une centrale d'achats et les activités d'achats centralisées ;

Vu l'article 47 § 1er permettant à un pouvoir adjudicateur d'acquérir des fournitures et/ou des services auprès d'une centrale d'achats proposant les activités d'achats centralisés visées à l'article 2,7° a) b) de la loi du 17 juin 2017 ;

Vu l'article 47 §2 dispensant un pouvoir adjudicateur d'organiser une procédure de passation, s'il recourt à une centrale d'achats ;

Vu l'article 47 § 4 permettant à un pouvoir adjudicateur d'attribuer à une centrale d'achats un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achats centralisés sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016 ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux ;

Vu l'article 234 §1 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et plus spécifiquement conformément à son article 4, 1° ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par l'ordonnance du 23 juin 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative modifié par l'arrêté du 8 septembre 2016 ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Considérant que le SPF intérieur a lancé un accord cadre par procédure concurrentielle avec négociations pour des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) en date du 21 août 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu est nécessaire que la commune soit rattachée à cet accord cadre afin de pouvoir acquérir dans le cadre du lot N° 6 les services et fournitures dont elle a besoin dans le cadre de l'organisation des élections du 9 juin 2024 ;

Considérant que dans le cadre de ce marché le cahier des charges PELECT 2/2023 a été rédigé par les services administratifs du SPF intérieur ;

Considérant que ce marché a été passé par procédure concurrentielle avec négociations ; européenne ;

Considérant que cet accord cadre est ouvert aux communes de la région de Bruxelles-capitale qui désirent s'y rattacher pour les marchés subséquents ;

Considérant que le SPF intérieur a conclu en date du 9 février 2024 un marché pour le lot N° 6 avec l'adjudicataire Van den Broele N° de tVA 0451.355.351 sis Stationslaan, 23 à 80000 Bruges sur base de son offre du 27 novembre 2023 dont la décision est jointe en annexe ;

DECIDE :

De passer par l'accord cadre organisé par le SPF intérieur dans le cadre du lot N° 6 attribué à l'adjudicataire Van den Broele N° de tVA 0451.355.351 sis Stationslaan, 23 à 80000 Bruges sur base de son offre du 27/11/2023 concernant des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) ;

De charger le collège de passer les marchés subséquents dans le cadre de ce marché sur base de la décision du SPF intérieur avec l'adjudicataire désigné.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Toetreding tot de aankoopcentrale betreffende een raamovereenkomst voor leveringen van diensten en materiaal voor de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, het leveren van de pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal zoals stembussen en stemhokjes, ...) toegekend door de FOD Binnenlandse Zaken en meer bepaald betreffende perceel nr. 6 specifiek voor de verkiezingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Goedkeuring

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op artikels 2, § 6 en 7, van de wet van 17 juni 2016 houdende definitie van een aankoopcentrale en van centrale aankoopactiviteiten;

Gelet op artikel 47, § 1, kan een aanbestedende overheid leveringen en/of diensten verwerven van een aankoopcentrale die gecentraliseerde aankoopactiviteiten aanbiedt als bedoeld in artikel 2,7° a) b) op de wet van 17 juni 2017;

Gelet op artikel 47, § 2, dat een aanbestedende overheid vrijstelt van het organiseren van een gunningsprocedure indien hij gebruik maakt van een aankoopcentrale;

Gelet op artikel 47, § 4, op grond waarvan een aanbestedende overheid een overheidsopdracht voor diensten voor het verrichten van centrale aankoopactiviteiten kan gunnen aan een aankoopcentrale zonder de procedures van de wet van 17 juni 2016 toe te passen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 juli 2017 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet met het oog op de precisering van de bevoegdheidsregels op het gebied van gemeentelijke overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken,

leveringen en diensten en concessies en meer bepaald overeenkomstig artikel 4, 1°;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de ordonnantie van 23 juni 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overbrenging aan de Regering van de akten van het gemeentebestuur met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, gewijzigd door het besluit van 8 september 2016;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

Overwegende dat de FOD Binnenlandse zaken op 21 augustus 2023 een mededingingsprocedure met onderhandelingen via een raamovereenkomst heeft geplaatst voor de leveringen/diensten in verband met de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, het leveren van de pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal zoals stembussen en stemhokjes, ...)

Overwegende dat de gemeente bij deze raamovereenkomst moet gevoegd worden om in het kader van perceel nr. 6 de diensten en leveringen te kunnen verwerven die zij nodig heeft in het kader van de organisatie van de verkiezingen van 9 juni 2024;

Overwegende dat in het kader van deze opdracht het bestek PELECT 2/2023 werd opgesteld door de administratieve diensten van de FOD Binnenlandse Zaken en als bijlage hierbij is gevoegd;

Overwegende dat deze opdracht gegund werd via een mededingingsprocedure met onderhandelingen; Europees ;

Overwegende dat deze raamovereenkomst openstaat voor de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die er zich voor latere opdrachten bij wensen aan te sluiten;

Overwegende dat de FOD Binnenlandse Zaken op 9 februari 2024 een opdracht voor

perceel nr. 6 heeft gesloten met de opdrachtnemer Van den Broele, BTW nr. 0451.355.351, met maatschappelijke zetel te Stationslaan 23, 80000 Brugge, op basis van zijn offerte van 27 november 2023, waarvan de beslissing in bijlage is opgenomen;

BESLUIT :

Gebruik te maken van de raamovereenkomst georganiseerd door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in het kader van perceel nr. 6 gegund aan de opdrachtnemer Van den Broele, BTW nr. 0451.355.351, Stationslaan 23, 80000 Brugge, op basis van zijn offerte van 27/11/2023 voor leveringen/diensten met betrekking tot de verkiezingen van 9 juni 2024 (drukken van stembiljetten, pakketten voor kiesbureaus, diverse affiches, uitrusting zoals stembussen, stemhokjes, enz;)

Het College op te dragen de volgende opdrachten in het kader van deze opdracht te plaatsen op basis van het besluit van de FOD Binnenlandse Zaken met de gekozen opdrachtnemer.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

*ELECT_Cahier_pcan_Accord.Cadre.Imprimeurs_20231017_F.pdf, Elections
09.06.2024 Verkiezingen - Bruxelles-CapitaleBrussel-Hoofdstad - Accord-
CadreRaamakkoord.msg, Gunningsbeslissing_Perceel6_20240209080705363.pdf*

Finances - Financiën

25.03.2024/A/0021 **Budget 2024 - Crédits provisoires - 2ème trimestre 2024.**

Le Conseil communal,

Attendu que le budget pour 2024 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale;

DECIDE de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le deuxième trimestre 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Begroting 2024 - Voorlopige kredieten - 2de trimester 2024.

De gemeenteraad,

overwegende dat de begroting over 2024 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

BESLUIT aan de voogdijoverheid om machtiging te vragen over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het tweede trimester 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

25.03.2024/A/0022 **Budget communal 2024 - Services ordinaire et extraordinaire et Note d'Orientation Politique**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 22 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Gisèle Mandaila, Louise-Marie Bataille, Xavier Timmermans.

Gemeentelijke begroting 2024 - Gewone en buitengewone diensten en Politieke OriëntatieNota

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Gisèle Mandaila, Louise-Marie Bataille, Xavier Timmermans.

23 annexes / 23 bijlagen

2022 rapport annuel.pdf, annexes general budget 2024.pdf, AC Bijlagen B1-B6 - AC Annexes B1-B6 (version 1).pdf, Budget 2024 - Personnel.pdf, Budget 2024 - Rapport.pdf, gewoon budget.pdf, Budget 2024 - Rec. Gestion.pdf, begroting+buitengewoon+2024.pdf (2).pdf, Budget 2024 - Dep. Transferts.pdf, Budget 2024 - Fonctionnement.pdf, Budget 2024 - Prestations.pdf, Budget 2024 - Plan - Budget - Compte.pdf, budget+extra+2024.pdf (1).pdf, Budget 2024 - Dep. Gestion.pdf, Budget+extra+2024+v3+déf+(version+2).xlsb+(003).pdf (1).pdf, Budget 2024 - Dep. Dette.pdf, Budget 2024 - Rec. Transferts.pdf, NOP - PON

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

25.03.2024/A/0023 **Convention entre la commune d'Etterbeek et la "Maison de quartier Chambéry" relative à la mise en œuvre du Plan d'action 2024.**

Le Conseil communal,

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale;

Considérant qu'un nouveau plan de politique culturelle locale a été approuvé par le conseil communal du 18 novembre 2019 pour la période 2020-2025;

Considérant que le plan d'action 2024 a été approuvé par le collège du 20 décembre 2024;

Considérant que la convention entre la commune d'Etterbeek et la Maison de quartier Chambéry relative au plan d'action 2023 a été approuvée par le Conseil communal en date du 24 avril 2023;

Considérant que la Maison de quartier Chambéry et un de nos partenaires et qu'à ce titre, il est amené à réaliser un nombre de projets;

Considérant qu'il convient de conclure certains arrangements et de préciser dans une nouvelle convention les droits et les obligations des deux partenaires quant à la mise en œuvre du Plan d'action 2024;

DECIDE d'approuver la convention ci-dessous entre la commune d'Etterbeek et la Maison de quartier Chambéry.

Convention dans le cadre du plan d'action de la politique culturelle néerlandophone 2024

Entre

L'asbl Buurtwerk Chambéry, située rue Chambéry 24-26, à 1040 Etterbeek. Ci-après dénommée « l'asbl Chambéry ».

Représentée par :

Monsieur Edwin Vanhollebeke, coordinateur,

Madame Olivia Vanmechelen, présidente du conseil d'administration

Et

L'administration communale d'Etterbeek, située 31/1, avenue des Casernes à 1040 Etterbeek. Ci-après dénommée « la commune ».

Représentée par :

Monsieur Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones

Madame Annick Petit, secrétaire communale

Objet de la convention

Le 18 novembre 2019, le Plan de politique culturelle locale néerlandophone, établi selon le décret relatif à la politique culturelle locale, a été approuvé par le conseil communal suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 9/10/2019. Ce plan définit les différents objectifs que la commune souhaite réaliser, en collaboration avec ses partenaires, dans le domaine de la promotion de la culture néerlandophone sur son territoire. Il a été établi par ces différents partenaires, qui remplissent un rôle particulier et qui sont reconnus par la VGC. Le Plan de politique culturelle locale néerlandophone est mis en œuvre à travers un plan d'action annuel dans lequel les partenaires s'engagent à réaliser différents projets. Le plan d'action 2024 a été approuvé par le collège des bourgmestre et échevins le 20/12/23 suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 06/12/2023.

Partenaire de la convention

Chambéry est un partenaire important de la politique culturelle locale d'Etterbeek. La commune confie donc à Chambéry des missions spécifiques dans le cadre du plan d'action de la politique culturelle locale, plan d'action Brede School Domino et de la note d'orientation politique de la commune. Chambéry est reconnu par la VGC comme centre de services locaux et par la Cocom comme maison de quartier ; pour les activités pour les enfants et les jeunes, il existe une collaboration avec l'asbl reconnue D'broej. Pour cette valeur ajoutée particulière dans la communauté, Chambéry reçoit une subvention annuelle de 12.500 euros de la part de la commune. Ce montant est viré sur le compte bancaire suivant :

Article 1

L'asbl Chambéry s'engage à organiser et à coordonner les actions qu'elle a initiées dans le cadre du Plan d'action de la politique culturelle locale néerlandophone. Chambéry participera également à d'autres actions conjointes dans le cadre de la politique culturelle locale et du projet « Brede School Domino » et de la note d'orientation politique de la commune. Ces actions s'inscrivent dans les objectifs stratégiques et opérationnels tels que formulés dans le Plan de politique culturelle locale néerlandophone.

Article 2

Pour les actions mentionnées ci-dessous, l'asbl Chambéry peut faire appel à la commune afin de recevoir un soutien :

1. logistique du service des Affaires néerlandophones

2. financier. La commune soutient l'asbl Chambéry dans la réalisation des actions repris dans le plan d'action 2024 et repris ci-dessous pour un montant total de maximum 31.725,00 euros. Un montant est fixé par action.

Culturele en muzikale ontmoeting	€1350.00
Monitorenwerking (WMKJ)	€5500.00
Ouderparticipatie	€2000.00
Plastische kunstenaar in huis	€875.00
Solidariteit op de planken	€6000.00
Week van de vrijwilliger	€3250.00
Zinneke atelier in Chambéry	€1500.00
Taalstimuleringsactiviteiten (WMKJ)	€11250.00 (budget Brede school)

Article 3

Lors de l'élaboration du Plan d'action annuel, l'asbl Chambéry fournira des informations sur les axes principaux des actions et sur le budget souhaité. Lors de la mise en place et pendant le déroulement des actions, la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone est tenue informée et associée lorsque c'est nécessaire et possible.

Article 4

Au plus tard 3 mois à l'issue d'une action menée par l'asbl Chambéry, celle-ci fournit à la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone un rapport sur cette action précisant les objectifs atteints, les éventuels points d'amélioration, ainsi qu'un décompte financier complet (recettes et dépenses). Dans tous les cas, un détail des dépenses (prévues) dans le cadre des projets en cours doit être introduit auprès du service des Affaires néerlandophones au plus tard pour le 01/12/2024. Lors de l'évaluation, une copie ou preuve d'au minimum deux supports promotionnels utilisés devra être jointe au dossier.

Article 5

La commune n'interviendra financièrement que pour autant qu'il ressort du décompte financier que le montant alloué a bien été utilisé pour réaliser l'action concernée et dans la mesure où les dispositions de la présente convention sont respectées. Les frais de personnel et les dépenses pour l'achat d'infrastructures à long terme ne sont pas pris en considération pour l'attribution de subsides communaux. Le paiement de chaque projet est versé sur le compte bancaire

Article 6

Le logo de la commune et la mention « met de steun van Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden » seront affichés sur chaque support promotionnel et

utilisés dans chaque annonce destinée à promouvoir les différentes actions.

Article 7

Chambéry s'engage à être porteur de la politique culturelle locale néerlandophone à Etterbeek et à être présent lors des concertations portant sur la politique culturelle locale néerlandophone, à savoir le Conseil consultatif de la culture néerlandophone (« Cultuurraad »), « Beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandse cultuur » (concertation des responsables des partenaires de la culture néerlandophone) et du groupe de régie « Lokaal Cultuurbeleid ». Le cas échéant, l'asbl peut également assister aux conseils d'administration des organisations partenaires de la culture néerlandophone.

Article 8

La convention est approuvée le sa validité couvre l'année 2024.

Pour la commune d'Etterbeek
Chambéry

Annick PETIT

Secrétaire communale

Pour l'ASBL Buurtwerk

Olivia VAN MECHELEN

Présidente

Frank VAN BOCKSTAL

Échevin des Affaires néerlandophones

Edwin VANHOLLEBEKE

Coordinateur

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Wijkhuis Chambéry" betreffende het uitvoeren van de projecten uit het Actieplan 2024

De gemeenteraad,

Gelet op het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid;

Overwegende dat een nieuw Cultuurbeleidsplan voor de periode 2020-2025 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 18 november 2019;

Overwegende dat het Actieplan 2024 werd goedgekeurd op het college van 20 december 2023;

Overwegende dat de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Wijkhuis Chambéry met betrekking tot het actieplan 2023 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 24 april 2023;

Gezien het "Wijkhuis Chambéry" deel uitmaakt van onze partners en een aantal projecten uitvoert;

Overwegende dat het aangewezen is om een aantal afspraken evenals de rechten en plichten

van beide partners betreffende het uitvoeren van het Actieplan 2024 in een nieuwe overeenkomst vast te leggen.

BESLIST onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Wijkhuis Chambéry" goed te keuren:

Convenant in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid 2024

Tussen

Buurtwerk Chambéry vzw, Chambérystraat 24-26, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als Chambéry.

Vertegenwoordigd door:

Meneer Edwin Vanhollebeke, coördinator

Mevrouw Olivia Vanmechelen, voorzitter raad van bestuur

En

Gemeentebestuur van Etterbeek, Kazernelaan 31/1, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als de gemeente.

Vertegenwoordigd door:

De Heer Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden

Mevrouw Annick Petit, Gemeentesecretaris

Doel van de overeenkomst

Op 18/11/2019 werd het Lokaal Cultuurbeleidsplan, opgemaakt volgens het decreet Lokaal Cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap, goedgekeurd door de gemeenteraad, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 9/10/2019. Dit plan omschrijft de verschillende doelstellingen die de gemeente wenst te realiseren in samenwerking met de partners aangaande de bevordering van de Nederlandstalige cultuur in de gemeente. Dit plan werd opgemaakt door deze verschillende partners die een bijzondere rol uitoefenen en erkend zijn door de VGC. Het Lokaal cultuurbeleidsplan wordt uitgewerkt in een jaarlijks actieplan waarin de partners zich engageren om verschillende projecten te realiseren. Het actieplan voor 2024 werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen op 20/12/2023 na een positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 06/12/2023.

Partner van de overeenkomst

Chambéry is een belangrijke partner in het lokaal cultuurbeleid te Etterbeek. De gemeente schakelt Chambéry dan ook in om specifieke opdrachten uit te voeren in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid, Actieplan Brede School Domino en de gemeentelijke

oriëntatienota. Chambéry wordt door de VGC erkend als lokaal dienstencentrum en door de GGC als Wijkhuis, voor de kinder-en jongerenwerking is er een samenwerking met het erkende vzw D'broej. Voor deze bijzondere meerwaarde in de gemeenschap ontvangt Chambéry jaarlijks een subsidie van €12.500 van de gemeente. Dit bedrag wordt overgemaakt op bankrekeningnummer:.....

Artikel 1

Chambéry verbindt zich tot het organiseren en coördineren van de acties die ze in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid hebben ingediend. Chambéry schrijft zich ook in voor andere gezamenlijke acties in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid en Brede School Domino en de gemeentelijke oriëntatienota. Deze acties passen in de strategische en operationele doelstellingen zoals ze geformuleerd zijn in het Lokaal Cultuurbeleidsplan.

Artikel 2

Voor de acties hieronder vermeld kan Chambéry beroep doen op de gemeente voor

1. logistieke ondersteuning van de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden
2. financiële ondersteuning. De gemeente ondersteunt de projecten van Chambéry voor de uitvoering van de acties zoals opgenomen in het actieplan 2024 hieronder vermeld voor een maximaal gebudgetteerd bedrag van 31.725 euro. Een bedrag werd bepaald per actie.

Culturele en muzikale ontmoeting	€1350.00
Monitorenwerking (WMKJ)	€5500.00
Ouderparticipatie	€2000.00
Plastische kunstenaar in huis	€875.00
Solidariteit op de planken	€6000.00
Week van de vrijwilliger	€3250.00
Zinneke atelier in Chambéry	€1500.00
Taalstimuleringsactiviteiten (WMKJ)	€11250.00 (budget Brede school)

Artikel 3

Bij de opmaak van het jaarlijkse Actieplan bespreekt Chambéry de krijtlijnen van de acties en het gevraagde budget. Bij de opstart en tijdens het verloop van de acties wordt de cultuurbeleidscoördinator op de hoogte gehouden en betrokken waar nodig/mogelijk.

Artikel 4

Ten laatste 3 maanden na afloop van elke actie bezorgt Chambéry aan de cultuurbeleidscoördinator een verslag van de actie met de behaalde doelstellingen, eventuele verbeterpunten en een volledige financiële afrekening (inkomsten en uitgaven). In elk geval

moet ten laatste op 01/12/2024 een detail van de (voorziene) uitgaven van de nog lopende projecten ingediend worden bij de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden. Bij de evaluatie wordt een kopie of bewijsstuk van ten minste 2 promotievormen toegevoegd.

Artikel 5

De gemeente zal enkel financieel tussenkomen in zoverre uit de financiële afhandeling blijkt dat het toegekende bedrag wel degelijk gebruikt werd voor de actie en in zoverre tegemoet gekomen wordt aan de bepalingen van deze convenant. Personeelskosten en duurzame infrastructurele aankopen komen niet aanmerking voor subsidiëring door de gemeente. De uitbetaling van elk project wordt overgemaakt op volgend rekeningnummer:
.....

Artikel 6

Het logo van de gemeente en de tekst: “Met de steun van Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden” wordt op elke promotie en aankondiging van de verschillende acties vermeld.

Artikel 7

Chambéry engageert zich drager te zijn van het Lokaal Cultuurbeleid te Etterbeek en aanwezig te zijn op de verschillende overlegmomenten van het Lokaal Cultuurbeleid, te noemen: de Adviesraad Nederlandstalige Cultuur (de cultuurraad), het beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandstalige cultuur en de regiegroep Lokaal Cultuurbeleid. Desgewenst kunnen ook de Raden van Bestuur van de partnerorganisaties in Nederlandstalige cultuur bijgewoond worden.

Artikel 8

Het convenant wordt goedgekeurd open is geldig voor het jaar 2024.

Voor de gemeente Etterbeek

Annick PETIT

Gemeentesecretaris

Voor Buurtwerk Chambéry

Olivia VAN MECHELEN

Voorzitter

Frank VAN BOCKSTAL

Schepen voor Nederlandstalige Aangelegenheden

Edwin VANHOLLEBEKE

Coördinator

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

25.03.2024/A/0024 **Convention entre la commune d'Etterbeek et le "Gemeenschapscentrum de Maalbeek" relative à la mise en oeuvre du Plan d'action 2024.**

Le Conseil communal,

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale;

Considérant qu'un nouveau plan de politique culturelle locale a été approuvé par le conseil communal du 18 novembre 2019 pour la période 2020-2025;

Considérant que le plan d'action 2024 a été approuvé par le collège du 20 décembre 2024;

Considérant que la convention entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" relative à la mise en oeuvre du plan d'action 2023 a été approuvée au conseil communal du 24 avril 2023;

Considérant que le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" et un de nos partenaires et qu'à ce titre, il est amené à réaliser un nombre de projets;

Considérant qu'il convient de conclure certains arrangements et de préciser dans une nouvelle convention les droits et les obligations des deux partenaires quant à la mise en oeuvre du Plan d'action 2024;

DECIDE d'approuver la convention ci-dessous entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

Convention dans le cadre du plan d'action de la politique culturelle néerlandophone 2024

Entre

GC De Maalbeek, rue Général Leman 118, 1040 Etterbeek

Représenté par :

Madame Katrien Van Ryssen, responsable du centre

Madame Linda Hebberecht, présidente du conseil d'administration

Et

L'administration communale d'Etterbeek, située 31/1, avenue des Casernes à 1040 Etterbeek. Ci-après dénommée « la commune ».

Représentée par :

Monsieur Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones

Madame Annick Petit, secrétaire communale

Objet de la convention

Le 18 novembre 2019, le Plan de politique culturelle locale néerlandophone, établi selon le décret relatif à la politique culturelle locale, a été approuvé par le conseil communal suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 9/10/2019. Ce plan définit les différents objectifs que la commune souhaite réaliser, en collaboration avec ses partenaires, dans le domaine de la promotion de la culture néerlandophone sur son territoire. Il a été établi par ces différents partenaires, qui remplissent un rôle particulier et qui sont reconnus par la VGC. Le Plan de politique culturelle locale néerlandophone est mis en œuvre à travers un plan d'action annuel dans lequel les partenaires s'engagent à réaliser différents projets. Le plan d'action 2024 a été approuvé par le collège des bourgmestre et échevins le 20/12/2023 suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 06/12/2023.

Partenaire associé à la convention

GC De Maalbeek est un partenaire structurel de la politique culturelle locale néerlandophone à Etterbeek. À ce titre, la commune fait appel au GC De Maalbeek pour effectuer des missions spécifiques dans le cadre du plan d'action et de la note d'orientation politique de la commune. Le GC De Maalbeek est un centre communautaire qui dépend de la VGC. Pour la mise en œuvre de sa mission générale de soutien à la communauté néerlandophone, GC De Maalbeek reçoit chaque année un subside communal d'un montant de 5.000,00 euros. Ce montant est versé sur le compte bancaire

Article 1

GC De Maalbeek s'engage à organiser et à coordonner les actions qu'elle a initiées dans le cadre du Plan d'action de la politique culturelle locale néerlandophone. GC De Maalbeek participera également à d'autres actions conjointes dans le cadre de la politique culturelle locale et du projet « Brede School Domino » et de la note d'orientation politique de la commune. Ces actions s'inscrivent dans les objectifs stratégiques et opérationnels tels que formulés dans le Plan de politique culturelle locale néerlandophone.

Article 2

Pour les actions mentionnées ci-dessous, GC De Maalbeek peut faire appel à la commune afin de recevoir un soutien :

1. logistique du service des Affaires néerlandophones
2. financier. La commune soutient GC De Maalbeek dans la réalisation des actions repris dans le plan d'action 2024 et repris ci-dessous pour un montant total de maximum 22.000,00 euros. Un montant est fixé par action.

Conversatietafels Nederlands	€2000.00
Cuisinema	€1500.00
Dag van de dans	€2000.00
KET concerten	€4000.00
Hidden Jams- locatieconcerten	€2500.00
Play- café	€2500.00
Cirk central	€3500.00
Zomersproetjes	€4000.00

Article 3

Lors de l'élaboration du Plan d'action annuel, GC De Maalbeek fournira des informations sur les axes principaux des actions et sur le budget souhaité. Lors de la mise en place et pendant le déroulement des actions, la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone est tenue informée et associée lorsque c'est nécessaire et possible.

Article 4

Au plus tard 3 mois à l'issue d'une action menée par GC De Maalbeek, celui-ci fournit à la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone un rapport sur cette action précisant les objectifs atteints, les éventuels points d'amélioration, ainsi qu'un décompte financier complet (recettes et dépenses). Dans tous les cas, un détail des dépenses (prévues) dans le cadre des projets en cours doit être introduit auprès du service des Affaires néerlandophones au plus tard pour le 01/12/2024. Lors de l'évaluation, une copie ou preuve d'au minimum deux supports promotionnels utilisés devra être jointe au dossier.

Article 5

La commune n'interviendra financièrement que pour autant qu'il ressort du décompte financier que le montant alloué a bien été utilisé pour réaliser l'action concernée et dans la mesure où les dispositions de la présente convention sont respectées. Les frais de personnel et les dépenses pour l'achat d'infrastructures à long terme ne sont pas pris en considération pour l'attribution de subsides communaux. Le paiement de chaque projet est versé sur le compte bancaire

Article 6

Le logo de la commune et la mention « met de steun van de schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden » seront affichés sur chaque support promotionnel et utilisés dans chaque annonce destinée à promouvoir les différentes actions.

Article 7

GC De Maalbeek s'engage à être porteur de la politique culturelle locale néerlandophone à

Etterbeek et à être présent lors des concertations portant sur la politique culturelle locale néerlandophone, à savoir le Conseil consultatif de la culture néerlandophone (« Cultuurraad »), « Beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandse cultuur » (concertation des responsables des partenaires de la culture néerlandophone) et du groupe de régie « Lokaal Cultuurbeleid ». Le cas échéant, GC De Maalbeek peut également assister aux conseils d'administration des organisations partenaires de la culture néerlandophone.

Article 8

La convention est approuvée le sa validité couvre l'année 2024.

Pour la commune d'Etterbeek
Maalbeek

Pour Gemeenschapscentrum De

Annick PETIT
Secrétaire communale

Linda HEBBERECHT
Présidente

Frank VAN BOCKSTAL
Échevin des Affaires néerlandophones

Katrien VAN RYSEN
Responsable du centre

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Gemeenschapscentrum de Maalbeek" betreffende het uitvoeren van de projecten uit het actieplan 2024.

De gemeenteraad,

Gelet op het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid;

Overwegende dat het nieuw Cultuurbeleidsplan voor de periode van 2020-2025 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 18 november 2019;

Overwegende dat het Actieplan 2024 werd goedgekeurd op het college 20 december 2023;

Overwegende dat de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" met betrekking tot het actieplan 2023 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 24 april 2023;

Gezien het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" deel uitmaakt van het netwerk lokaal cultuurbeleid en een aantal projecten in samenwerking uitvoert;

Overwegende dat het aangewezen is om een aantal afspraken en evenals de rechten en plichten van beide partners betreffende het uitvoeren van het Actieplan 2024 in een nieuwe overeenkomst vast te leggen;

BESLIST onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" goed te keuren.

Convenant in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid 2024

Tussen

GC de Maalbeek, Generaal Lemanstraat 118, 1040 Etterbeek.

Vertegenwoordigd door:

Mevrouw Katrien Van Ryssen, centrumverantwoordelijke

Mevrouw Linda Hebberecht, voorzitter raad van bestuur

En

Gemeentebestuur van Etterbeek, Kazernelaan 31/1, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als de gemeente.

Vertegenwoordigd door:

De Heer Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige aangelegenheden

Mevrouw Annick Petit, Gemeentesecretaris

Doel van de overeenkomst

Op 18/11/2019 werd het Lokaal Cultuurbeleidsplan, opgemaakt volgens het decreet Lokaal Cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap, goedgekeurd door de gemeenteraad, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 9/10/2019. Dit plan omschrijft de verschillende doelstellingen die de gemeente wenst te realiseren in samenwerking met de partners aangaande de bevordering van de Nederlandstalige cultuur in de gemeente. Dit plan werd opgemaakt door deze verschillende partners die een bijzondere rol uitoefenen en erkend zijn door de VGC. Het Lokaal cultuurbeleidsplan wordt uitgewerkt in een jaarlijks actieplan waarin de partners zich engageren om verschillende projecten te realiseren. Het actieplan voor 2024 werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen op 20/12/2023 na een positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 06/12/2023.

Partner van de overeenkomst

GC de Maalbeek is een belangrijke structurele partner in het lokaal cultuurbeleid te Etterbeek. De gemeente schakelt GC de Maalbeek dan ook in om specifieke opdrachten uit te voeren in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid en de gemeentelijke oriëntatienota. GC de Maalbeek is een gemeenschapscentrum dat ressorteert onder de werking van de VGC. Voor hun algemene gemeenschapsondersteunende opdracht ontvangt GC de Maalbeek jaarlijks een subsidie van €5000 van de gemeente. Dit bedrag wordt overgemaakt op bankrekeningnummer:.....

Artikel 1

GC de Maalbeek verbindt zich tot het organiseren en coördineren van de acties die ze in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid hebben ingediend. GC De Maalbeek schrijft zich ook in voor andere gezamenlijke acties in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid en

Brede School Domino en de gemeentelijke oriëntatienota. Deze acties passen in de strategische en operationele doelstellingen zoals ze geformuleerd zijn in het Lokaal Cultuurbeleidsplan.

Artikel 2

Voor de acties hieronder vermeld kan GC de Maalbeek beroep doen op de gemeente voor

1. logistieke ondersteuning van de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden
2. financiële ondersteuning. De gemeente ondersteunt de projecten van GC de Maalbeek voor de uitvoering van de acties zoals opgenomen in het Actieplan 2024. hieronder vermeld voor een maximaal gebudgetteerd bedrag van 22.000 euro. Een bedrag werd bepaald per actie.

Conversatietafels Nederlands	€2000.00
Cuisinema	€1500.00
Dag van de dans	€2000.00
KET concerten	€4000.00
Hidden Jams- locatieconcerten	€2500.00
Play- café	€2500.00
Cirk central	€3500.00
Zomersproetjes	€4000.00

Artikel 3

Bij de opmaak van het jaarlijkse Actieplan bespreekt GC de Maalbeek de krijtlijnen van de acties en het gevraagde budget. Bij de opstart en tijdens het verloop van de acties wordt de cultuurbeleidscoördinator op de hoogte gehouden en betrokken waar nodig/mogelijk.

Artikel 4

Ten laatste 3 maanden na afloop van elke actie bezorgt GC de Maalbeek aan de cultuurbeleidscoördinator een verslag van de actie met de behaalde doelstellingen, eventuele verbeterpunten en een volledige financiële afrekening (inkomsten en uitgaven). In elk geval moet ten laatste op 01/12/2024 een detail van de (voorziene) uitgaven van de nog lopende projecten ingediend worden bij de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden. Bij de evaluatie wordt een kopie of bewijsstuk van ten minste 2 promotievormen toegevoegd.

Artikel 5

De gemeente zal enkel financieel tussenkomen in zoverre uit de financiële afhandeling blijkt dat het toegekende bedrag wel degelijk gebruikt werd voor de actie en in zoverre tegemoet gekomen wordt aan de bepalingen van deze convenant. Personeelskosten en duurzame infrastructurele aankopen komen niet aanmerking voor subsidiëring door de gemeente. De

uitbetaling van elk project wordt overgemaakt op volgend rekeningnummer:
.....

Artikel 6

Het logo van de gemeente en de tekst: “Met de steun van de Schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden” wordt op elke promotie en aankondiging van de verschillende acties vermeld.

Artikel 7

GC de Maalbeek engageert zich drager te zijn van het Lokaal Cultuurbeleid te Etterbeek en aanwezig te zijn op de verschillende overlegmomenten van het Lokaal Cultuurbeleid, te noemen: de Adviesraad Nederlandstalige Cultuur (de cultuurraad), het beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandstalige cultuur en de regiegroep Lokaal Cultuurbeleid. Desgewenst kunnen ook de Raden van Bestuur van de partnerorganisaties in Nederlandstalige cultuur bijgewoond worden.

Artikel 8

Het convenant wordt goedgekeurd open is geldig voor het jaar 2024.

Voor de gemeente Etterbeek
De Maalbeek

Annick PETIT
HEBBERECHT

Gemeentesecretaris

Voor Gemeenschapscentrum

Linda

Voorzitter

Frank VAN BOCKSTAL
RYSSEN

Katrien VAN

Schepen voor Nederlandstalige aangelegenheden
Centrumverantwoordelijke

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convenant MB FR.doc, Convenant MB 2024.doc

Brocantes, foires et marchés - Rommelmarkten, Kermissen en Markten

25.03.2024/A/0025 **Organisation de la foire annuelle du 12 avril au 24 avril 2024.**

Le Conseil Communal,

Considérant l'organisation de la foire annuelle sur la place Jourdan du 12 avril au 24 avril 2024 ;

Considérant l'installation de dix forains : deux carrousels, deux Luna Park, un trampoline, un auto-scooter, deux pêche aux canards, un stand de tir et un vendeur de croustillons ;

Considérant que les forains pourraient s'installer sur la place dès le lundi 8 avril à partir de 22h00 ;

Considérant que le montage ne pourra commencer que le mardi 9 avril à partir de 8h00 et que celui-ci ne pourra pas troubler la tranquillité des riverains ;

Considérant le plan d'emplacements des attractions foraines (en annexe) ;

Considérant que le plan tient compte des demandes de la police et du service des planification d'urgence ;

Considérant qu'à cause du sommet européen des 17 et 18 avril, le forain qui était installé sur les emplacements de parking du Sofitel a été déplacé (le n° 3 sur le plan),

Considérant que le trampoline (le n°1 sur le plan) enlèvera une partie de son métier pour ne pas être sur l'emprise des 5 mètres lors des deux jours du sommet ;

Considérant que plusieurs interdictions de stationnement sont nécessaires (2ème plan en annexe) ;

Considérant que les terrasses des cafés entourant la partie piétonne de la place Jourdan devront être réduites à leur zone autorisable ;

Considérant que l'ensemble des forains se fourniront en électricité directement sur leur groupe électrogène (avec réduction de bruit) ;

Considérant qu'un col de cygne sera installé par Vivaqua pour l'approvisionnement en eau des forains ;

Considérant que les heures d'ouverture des attractions seraient fixées, chaque jour, à 15h, à l'exception du mercredi et du samedi (à 12 h) et du dimanche (à 11 h), et que les heures de fermeture des attractions seraient fixées chaque jour à 21 h30, à l'exception du samedi (à 22h) ;

Considérant qu'une surveillance régulière du site sera demandée aux gardiens de la paix ;

Considérant que le marché dominical de la place Jourdan devra être délocalisé les dimanches 14 et 21 avril 2024 ;

Considérant qu'un toute-boîte serait distribué aux riverains et au commerçants afin de les informer de l'événement ;

DECIDE d'autoriser

1. L'organisation de la foire annuelle de la place Jourdan entre le 12 avril et le 24 avril 2024 avec une installation débutant le 8 avril et un départ le 24 avril 2024 à 21h00 au plus tard ;
2. La distribution d'un toutes-boîtes aux commerçants et riverains du quartier ;
3. Différentes interdictions de stationnement :
 - Tout le long du trottoir côté Vatel du lundi 8 avril à 18h00 au mercredi 10 avril à 22h00 et le mercredi 24 avril toute la journée ;
 - Sur la zone de livraison en face du « Vatel » du lundi 8 avril à 18h00 au mercredi 10 avril à 22h00 et le mercredi 24 avril toute la journée ;
 - Tout le long de la place Jourdan entre le lundi 8 avril le mercredi 24 avril 2024 avec BN pour la protections des piétons;
 - **Sur les emplacements de stationnement situés en face du Sofitel du lundi 8 avril au mercredi 10 avril et le mercredi 24 avril 2024 , sur lesquelles il faudra retiré le poteaux amovible**
 - Au centre de l'avenue du 2ème Régiment de Lanciers sur 150 mètres entre le lundi 8 et le mercredi 10 avril 2024, afin de permettre aux camions er remorques de se garer avant le début de la foire ;
4. La délocalisation du marché dominical dans la rue Général Leman, de la place Jourdan au n° 99 des deux côtés les 14 et 21 avril 2024, ainsi que toutes-boîtes pour prévenir de la délocalisation du marché;
5. l'interventions des gardien de la paix pour une surveillance régulière du site ;

Annexes

FOIRE ANNUELLE PLACE JOURDAN DU 12 AVRIL AU 24 AVRIL 2024.

CONVENTION

ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'échevin des Foires, Marché et Brocantes et la Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après, Billy Gossing né le/..../.....,

Domicilié à Huishoudenstraat, 2 – 1000 Brussel

Exploitant une attraction foraine « le trampoline »

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve

un emplacement comprenant 8 mètres de façade durant la foire place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.

2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 540,00 € (8m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 53,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 593,00 €. pour le 03 avril 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE54 0910 0014 2697 avec la mention « DC 24/..... », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.

3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.

4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.

5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.

6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.

8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.

9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.

10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril 2024 à 18h. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 18h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.

11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;

12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :

- L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
- Respect des heures d'ouverture.
- Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2024.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant, La Secrétaire communale, L'Echevin,
des foires, marchés et brocantes

Billy GOSSING

FOIRE ANNUELLE PLACE JOURDAN DU 12 AVRIL AU 24 AVRIL 2024.

CONVENTION

ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'échevin des Foires, Marché et Brocantes et la Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur Philippe Claus, né(e) le 16 août 1979

Domicilié à 1780 – Wemmel, Merchtemsteenweg, 4 B1

Exploitant une attraction foraine « Luna - Park »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 9 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, Comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.

2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 607,50 € (9m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajoutée une participation financière de 53,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 660,50 €. pour le 03 avril 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE54 0910 0014 2697 avec la mention « DC 24/..... », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journalièrement par nos soins. Les forains feront l'entretien journalièrement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril 2024 à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 2024 à 18h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions policières reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité

et le repos des habitants.

- Respect des heures d'ouverture.
- Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2024.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant, Le Secrétaire communal, L'Echevin,
des foires, marchés et brocantes

Philippe CLAUS

FOIRE ANNUELLE PLACE JOURDAN DU 12 AVRIL 2024 AU 24 AVRIL 2024.

CONVENTION

ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'échevin des Foires, Marché et Brocantes et la Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur Léopold Severs

Domicilié à 1500 Halle, August Demaeghtlaan 157

Exploitant une attraction foraine « Carrousel »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 11 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire de la sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 742,50 € (11m x 4,50€ x 15 jours), A ce montant, est ajouté une participation financière de 53,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 795,50 €. pour le 03 avril 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE54 0910 0014 2697 avec la mention « DC 24/..... », En cas

de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.

3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.

4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.

5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.

6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.

8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.

9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.

10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 18h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.

11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;

12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :

- L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
- Respect des heures d'ouverture.
- Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.

- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2024.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant, Le Secrétaire communal, L'Echevin,
des foires, marchés et brocantes

Léopold SEVERS

FOIRE ANNUELLE PLACE JOURDAN DU 12 AVRIL 2024 AU 24 AVRIL 2024.

CONVENTION

ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'échevin des Foires, Marché et Brocantes et la Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur Kylian Debock,

Domicilié à 9240 - Zele, T'Eindeken, 19,

Exploitant une attraction foraine « Pêche aux canards »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 7 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 472,50 € (7m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 53,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 525,50 €. pour le 03 avril 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE54 0910 0014 2697 avec la mention « DC 24/..... », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du

Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.

4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.

5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.

6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.

8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.

9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.

10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 18h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.

11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;

12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :

- L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.

- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.

- Respect des heures d'ouverture.

- Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.

- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2024.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,

Le Secrétaire communal,

L'Echevin,

des foires, marchés et brocantes

Kylian DEBOCK

FOIRE ANNUELLE PLACE JOURDAN DU 12 AVRIL 2024 AU 24 AVRIL 2024.

CONVENTION

ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'échevin des Foires, Marché et Brocantes et la Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur Steve MESSIAEN, né le 24/12/1991

Domicilié à 3012 Wilsele, Langenhofstraat, 26

Exploitant une attraction foraine « Auto-Scooter »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 26 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 1755,00 € (26 m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 53,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 1808,00 €. pour le 03 avril 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE54 0910 0014 2697 avec la mention « Dc 24/..... », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment

l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.

5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.

6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.

8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.

9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.

10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 18h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.

11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;

12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :

- L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
- Respect des heures d'ouverture.
- Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2024.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

Steve MESSIAEN

CONVENTION

5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 18h00.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,

Le Secrétaire communal ,

L'Echevin,

des foires, marchés et brocantes

FOIRE ANNUELLE PLACE JOURDAN DU 12 AVRIL 2024 AU 24 AVRIL 2024.

CONVENTION

ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'échevin des Foires, Marché et Brocantes et la Secrétaire communale agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur Jonathan DOOP, né(e) le 26/07/1994,

Domicilié à 1020 - Laeken, rue Drootbeek, 85

Exploitant une attraction foraine « Friterie »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 6 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 405,00 € (6m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 53,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 458,00 €. pour le 03 avril 20024 au plus tard, sur le compte suivant : BE54 0910 0014 2697 avec la mention DC 24/.....», En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.

6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.

8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.

9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.

10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 18h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.

11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;

12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :

- L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières éditées par le SIAMU.

- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.

- Respect des heures d'ouverture.

- Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.

- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2024

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant, La Secrétaire communale, L'Echevin,

des foires, marchés et brocantes

Jonathan DOOP

CONVENTION

ENTRE:

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'échevin des Foires, Marché et Brocantes et la Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur André LEDOUX, né(e) le 04/02/1976

Domicilié à 1831– Diegem, Veldweg, 14,

Exploitant une attraction foraine « Pêche aux canards »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIV :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 7 mètres de façade durant la foire place Jourdan, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jordan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 472,50 € (7m x 4,50€ x 15 jours), A ce montant, est ajouté une participation financière de 53,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 525,50 €. pour le 03 avril 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE54 0910 0014 2697 avec la mention « DC 24/..... », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera

donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 18h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2024.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant, La Secrétaire communal, L'Echevin,
des foires, marchés et brocantes

André LEDOUX

FOIRE ANNUELLE PLACE JOURDAN DU 12 AVRIL 2024 AU 24 AVRIL 2024.

CONVENTION

ENTRE:

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'échevin des Foires, Marché et Brocantes et la Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur Jean Delcomminette, né(e) le 20/05/1985

Domicilié à 5190 – MORIMONT (Zoning), Rue de la Vieille Sambre, 123,

Exploitant une attraction foraine « Luna - Park»,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 9 mètres de façade durant la foire place Jourdan comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur la place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 607,50 € (9m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 53,00 € correspondant à la location du col de cygne par la commune pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 660,50€. pour le 03 avril 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE54 0910 0014 2697 avec la mention « DC 24/ ». En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 18h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant, Le Secrétaire communal , L'Echevin,
des foires, marchés et brocantes

Jean Delcomminette

FOIRE ANNUELLE PLACE JOURDAN DU 12 AVRIL 2024 AU 24 AVRIL 2024.

CONVENTION

ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par l'échevin des Foires, Marché et Brocantes et la Secrétaire communale faisant fonction, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur Serge Fenocchi, né(e) le 28/05/1957

Domicilié à 1130 – Bruxelles, Chaussée de Haecht 1185,

Exploitant une attraction foraine « Carrousel»,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 9 mètres de façade durant la foire, place Jourdan, indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire de la Place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 607,50 € (9m x 4,50€ x 15 jours), A ce montant, est ajouté une participation financière de 53,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 660,50 €. pour le 03 avril 2024 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « DC 24/..... », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 24 avril 2024 après 19h00.

9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.

10. Les véhicules et les métiers auront accès à la Place à partir du lundi 8 avril à 18h00. Le montage pourra commencer le mardi 9 avril à partir de 8h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le vendredi 12 avril 2024. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 8 avril 2024 à 8h00 au 10 avril 18h00. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.

11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur la place ;

12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :

- L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
- Respect des heures d'ouverture.
- Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2024.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant, La Secrétaire communal, L'Echevin,
des foires, marchés et brocantes

Serge FENOCCHI

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Organisatie van de jaarlijkse kermis van 12 april tot 24 april 2024

DE GEMEENTERAAD,

gelet op de organisatie van de jaarlijkse kermis op het Jourdanplein van 12 april tot 24 april 2024;

overwegende dat er tien kermisuitbaters aanwezig zullen zijn: twee draaimolens, twee lunaparken, een trampoline, botsauto's, twee eendjeskramen, een schietkraam en een smoutbollenkraam;

overwegende dat de kermiskramers zich vanaf maandag 8 april om 22.00 uur mogen installeren op het plein;

overwegende dat de opbouw pas mag starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur en dit de rust van de buurtbewoners niet mag verstoren;

gelet op het plan met de kermisattracties (in bijlage);

overwegende dat het plan rekening houdt met de vragen van de politie en de dienst Noodplanning;

overwegende dat wegens de Europese top op 17 en 18 april, de kermiskramer die op de parkeerplaatsen van het Sofitel staat werd verplaatst (nummer 3 op het plan);

overwegende dat de trampoline (nummer 1 op het plan) een deel van zijn kraam zal verwijderen om geen 5 meter in te nemen op de twee dagen van de Europese top;

overwegende dat verschillende parkeerverboden noodzakelijk zijn (2e plan in bijlage);

overwegende dat de terrassen van de cafés rond de voetgangerszone van het Jourdanplein moeten worden teruggebracht tot hun toegestane zone;

overwegende dat alle kermisuitbaters zich rechtstreeks van elektriciteit voorzien met hun eigen generator (met geluidsreductie);

overwegende dat Vivaqua een zwanenhals zal plaatsen om de kermisuitbaters van water te voorzien;

overwegende dat de attracties elke dag zullen opengaan om 15 uur, met uitzondering van woensdag en zaterdag (12 uur) en zondag (11 uur) en elke dag zullen sluiten om 21.30 uur, met uitzondering van zaterdag (22 uur);

overwegende dat aan de gemeenschapswachten zal worden gevraagd om regelmatig hun ronde te doen ter plaatse;

overwegende dat de zondagsmarkt op het Jourdanplein moet verplaatsen op zondag 14 en 21 april 2024;

overwegende dat de buurtbewoners en de handelaars een huis-aan-huisbericht zullen ontvangen om hen te informeren over het evenement;

BESLIST

Om toestemming te geven voor:

1. De organisatie van de jaarlijkse kermis op het Jourdanplein van 12 april tot 2024 mei 2024, met een installatie vanaf 8 april en een vertrek uiterlijk op 24 april 2024 om 21.00 uur;
2. De verdeling van een huis-aan-huisbericht aan de handelaars en de bewoners van de wijk;
3. Diverse parkeerverboden:
 - Langs het voetpad aan de kant van Vatel van maandag 8 april om 18.00 uur tot woensdag 10 april om 22.00 uur en woensdag 24 april de hele dag;
 - In de leveringszone tegenover Vatel van maandag 8 april om 18.00 uur tot woensdag 10 april om 22.00 uur en woensdag 24 april de hele dag;
 - Langs het Jourdanplein van maandag 8 april tot woensdag 24 april met de plaatsing van nadarhekken om voetgangers te beschermen;

- Op de parkeerplaatsen tegenover het Sofitel van van maandag 8 april tot woensdag 10 april en op woensdag 24 april 2024, waar de afneembare paaltjes moeten worden weggenomen;
 - In het midden van de Tweede Lansiers Regimentlaan over een afstand van 150 meter van maandag 8 tot woensdag 10 april 2024 zodat de vrachtwagens en aanhangwagens kunnen parkeren voor de start van de kermis;
4. De verplaatsing van de zondagsmarkt naar de Generaal Lemanstraat, het Jourdanplein ter hoogte van nummer 99 langs beide kanten, op 14 en 21 april 2024, alsook huis-aan-huisberichten om de verplaatsing van de markt te melden;
 5. De tussenkomst van de gemeenschapswachten om regelmatig hun ronde te doen ter plaatse.

Bijlagen

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten en de gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

Hierna genoemd, Billig Gossing, geboren op/....../....

Gedomicilieerd Huishoudenstraat 2 in 1000 Brussel,

Uitbater van een kermisattractie “trampoline”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 8 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 540,00 euro (8 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 593,00 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “DC 24/.....”. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april om 18.00 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.

- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmakten,

Billy GOSSING

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten en de gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Philippe Claus, geboren op 16 augustus 1979

Gedomicilieerd in 1780 Wemmel, Merchtemsteenweg 4 B1

Uitbater van een kermisattractie “lunapark”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 9 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 607,50 euro (9 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 660,50 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “DC 24/.....”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het

waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.

5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.

6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.

7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.

8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.

9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.

10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april 2024 om 18.00 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.

11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.

12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.

- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmarchten,

Philippe CLAUS

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarchten en de gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Léopold Severs

Gedomicilieerd in 1500 Halle, August Demaeghtlaan 157,

Uitbater van een kermisattractie “draaimolen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 11 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 742,50 euro (11 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 795,50 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “DC 24/”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de

overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.

5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.

6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.

7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.

8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.

9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.

10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april om 18.00 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.

11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.

12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.

- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.

- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmarchen,

Léopold SEVERS

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarchen en de gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Kylian Debock,

Gedomicilieerd in 9240 - Zele, T’Eindeken 19

Uitbater van een kermisattractie “eendjes vissen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 7 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 472,50 euro (7 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 525,50 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het

volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “DC 24/.....”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.

5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.

6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.

7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.

8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.

9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.

10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april om 18.00 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.

11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.

12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.

- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmarchten,

Kylian DEBOCK

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarchten en de gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Steve MESSIAEN, geboren op 24/12/1991

Gedomicilieerd in 3012 Wilsele, Langenhofstraat 26

Uitbater van een kermisattractie “botsauto's”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 26 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 1.755,00 euro

(26 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 1808,00 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “DC 24/.....”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.

5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.

6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.

7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.

8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.

9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.

10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april om 18.00 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.

11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.

12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmarchten,

Steve MESSIAEN

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarchten en de gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

Hierna mevrouw Kelly Hallaert genoemd,

Gedomicilieerd in 2070 Zwijndrecht, Antwerpsesteenweg 23 glv

Uitbater van een kermisattractie “schietkraam”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 8 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater

voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 540,00 euro (8 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 593,00 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding "DC 23/14943". De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april om 18.00 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmakten,

Kelly HALLAERT

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmakten en de gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Jonathan Doop, geboren op 26/07/1994,

Gedomicilieerd in 1020 Laken, Drootbeekstraat 85

Uitbater van een kermisattractie “frietkraam”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 6 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater

voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 405,00 euro (6 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 458,00 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “DC 24/.....”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april om 18.00 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.

12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris, De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmarchten,

Jonathan DOOP

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarchten en de gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer André Ledoux, geboren op 04/02/1976

Gedomicilieerd in 1831– Diegem, Veldweg 14,

Uitbater van een kermisattractie “eendjes vissen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 7 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt

zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 472,50 euro (7 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 525,50 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “DC 24/.....”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.

5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.

6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.

7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.

8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.

9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.

10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april om 18.00 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.

11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.

12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmarchten,

André LEDOUX

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarchten en de gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Jean Delcomminette, geboren op 20/05/1985

Gedomicilieerd in 5190 Morimont (Zoning), Rue de la Veille Sambre 123

Uitbater van een kermisattractie “lunapark”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een

standplaats van 9 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 607,50 euro (9 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen door de gemeente voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 660,50 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding "DC 24/.....". In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.

5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.

6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.

7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.

8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.

9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.

10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april om 18.00 uur op de Tweede Lansiers

Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.

11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.

12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmarchten,

Jean Delcomminette

JAARLIJKSE KERMIS OP HET JOURDANPLEIN VAN 12 APRIL TOT 24 APRIL 2024.

OVEREENKOMST

TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten en de waarnemend gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Serge Fenocchi, geboren op 28/05/1957

Gedomicilieerd in 1130 Brussel, Haachtsesteenweg 1185

uitbater van een kermisattractie “draaimolen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 9 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 607,50 euro (9 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 53,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 660,50 euro moet uiterlijk tegen 3 april 2024 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “DC 24/.....”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 24 april 2024 na 19.00 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot het plein vanaf maandag 8 april 2024 om 18.00 uur. De opbouw kan starten op dinsdag 9 april vanaf 8.00 uur

tot 22.00 uur. De opening vindt plaats op vrijdag 12 april 2024. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 8 april 2024 om 8.00 uur tot 10 april om 18.00 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.

11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op het plein worden geparkeerd.

12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2024.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen

van Kermissen, Markten en

Rommelmarchen,

Serge FENOCCHI

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AVTB_foire_annuelle 2024_place_Jourdan_habitants.docx,

AVTB_foire_annuelle 2024_place_Jourdan_commerçants.docx

Centre culturel Espace Senghor - Cultureel Centrum Espace Senghor

25.03.2024/A/0026 **A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » - Comptes 2022 – Budget 2023 – Prise**

d'acte.

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 371.422.00-€ a été proposé en faveur de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » au budget ordinaire 2022 de la commune d'Etterbeek (art.762/33202/10) ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des A.S.B.L. subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté française de Belgique et que selon les termes du nouveau décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2022 et le budget 2023 arrêtés par l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

PREND ACTE

Des comptes 2022 et le budget 2023 de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek », tels qu'ils sont annexés à la présente.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

V.Z.W. " Cultureel Centrum van Etterbeek" - Rekeningen 2022 – Begroting 2023– Akteneming

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 371.422,00,-€ ten gunste van het Cultureel Centrum van Etterbeek op artikel 762/33202/10 van de begroting 2022 werd voorgesteld ;

Aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de V.Z.W.'s gesubsidieerd door

de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

Gelet op de rekeningen van 2022 en de begroting 2023 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT ACTE

Van de rekeningen 2022 en de begroting 2023 van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » zoals bijgevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

LeSenghor_Budget 2023.pdf, LeSenghor_Rapport Commissaire aux comptes 2022.pdf, LeSenghor_DépotBNB.pdf, LeSenghor_Bilan2022.pdf, LeSenghor_BNB2022.pdf, LeSenghor_Rapport d'activité 2022.pdf

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

25.03.2024/A/0027 Eglise Saint-Antoine - Restauration des extérieurs - Phase 1

Le Conseil communal,

Considérant l'approbation du cahier des charges intitulé "Eglise Saint-Antoine - Restauration des extérieurs - Phase 1" par le Conseil Communal le 18 décembre 2023;

Considérant que ce cahier des charge a fait l'objet d'une analyse par la tutelle régionale;

Considérant qu'en date du 7/03/2024, le cahier des charges a été approuvé par expiration du délai et peut donc être immédiatement publié, mais que 4 remarques sont néanmoins à insérer dans le cahier des charges (cf. annexe);

Considérant que le cahier des charges a été adapté et publié le 15 mars 2024.

Prend connaissance du cahier des charges adapté en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Kerk Sint-Antonius - Restauratie van de buitenkant - Fase 1

De Gemeenteraad,

Gezien de goedkeuring van het bestek "Kerk Sint-Antonius - Restauratie van de buitenkant - Fase1" door de Gemeenteraad op 18 december 2023;

Overwegende dat dit bestek werd geanalyseerd door de gewestelijke autoriteiten;

Overwegende dat het bestek op 07/03/2024 na het verstrijken van de termijn werd goedgekeurd en dus onmiddellijk kan worden gepubliceerd, maar dat er niettemin 4 opmerkingen in het bestek moeten worden ingevoegd (cf. bijlage);

Overwegende dat het bestek op 15 maart 2024 is aangepast en gepubliceerd.

Neemt er nota van het aangepaste bestek in de bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

*2023_12_01_Bestek - Model 3P_1.pdf, Tutelle approbation des conditions.pdf,
2023_11_21_CCH - Modele 3P.pdf*

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

25.03.2024/A/0028 **Voirie - Aménagement de l'avenue du Préau - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la

Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/IG/2024/01 relatif au marché "Voirie - Aménagement de l'avenue du Préau" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 250.000,00 € (incl. 21% TVA) (TVA cocontractant) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera (est) inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/724-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/IG/2024/01 et le montant estimé du marché "Voirie - Aménagement de l'avenue du Préau". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 250.000,00 € (incl. 21% TVA) (TVA cocontractant).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit qui sera (est) inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/724-60.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Wegenis - Inrichting van de Pandhoflaan - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Wegenis - Inrichting van de Pandhoflaan” een bestek met nr. TP/IG/2024/01 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 250.000,00 € (incl. 21% btw) (BTW medecontractant);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2024, op artikel 421/724-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/IG/2024/01 en de raming voor de opdracht “Wegenis - Inrichting van de Pandhoflaan”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 250.000,00 € (incl. 21% btw) (BTW medecontractant).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2024, op artikel 421/724-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

20240223_TRAVAUX_Métré-quantitatif-AvenueduPréau-FRNDLS.xlsx, PSS VGP ETT Voirie Av Préau BILINGUE à compléter.docx, 2024_03_01_CCH - Modele 3P.docx, 2024_03_01_Bestek - Model 3P.docx, Plan de réalisation A0-1-100-NL_compressed.pdf, PSS VGP ETT Voirie Av Préau BILINGUE.pdf, Plan de calepinage-fr-ndls.pdf, Plan de réalisation-A0-1-100-FR_compressed.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

25.03.2024/A/0029 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) l'ASBL WELCOME BABELKOT le jeudi 20 juin 2024 en vue de se rendre à 1860 Meise.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL WELCOME BABELKOT en vue de se rendre le jeudi 20 juin 2024 à 1860 Meise ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL WELCOME BABBELKOT :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL WELCOME BABBELKOT

Représentée par Madame Bénédicte FOERSTER
Rue Peter Benoît 23
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de l'ASBL WELCOME BABBELKOT, entre Etterbeek et Meise en date du 20 juin 2024.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL WELCOME BABBELKOT.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL WELCOME BABBELKOT intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL WELCOME BABBELKOT

L'ASBL WELCOME BABBELKOT s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration

Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL WELCOME BABBELKOT devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL WELCOME BABBELKOT est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL WELCOME BABBELKOT est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL WELCOME BABBELKOT est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL WELCOME BABBELKOT ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL WELCOME BABBELKOT est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen-en terugrit) aan VZW WELCOME BABBELKOT op donderdag 20 juni 2024 naar 1860 Meise te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de tweede aanvraag van dit jaar ;

Overwegende dat de VZW WELCOME BABBELKOT gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op donderdag 20 juni 2024 naar 1860

Meise te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers.

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en VZW Welcome Babbelkot goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en VZW WELCOME BABELKOT

Vertegenwoordigd door Mevrouw Bénédicte FOERSTER
Peter Benoitstraat 23
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 40 personen, die deel uitmaken van het publiek van het VZW WELCOME BABELKOT, tussen Etterbeek en Meise op donderdag 20 juni 2024;

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het VZW WELCOME BABELKOT.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het VZW WELCOME BABELKOT komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het VZW WELCOME BABELKOT.

Het VZW WELCOME BABELKOT verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van

Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Het VZW WELCOME BABBELKOT de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het VZW WELCOME BABBELKOT aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het VZW WELCOME BABBELKOT moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het VZW WELCOME BABBELKOT de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het VZW BABBELKOT of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het VZW WELCOME BABBELKOT is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

25.03.2024/A/0030 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) le samedi 25 mai 2024 à l'ASBL "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) en vue de se rendre à Bellewaerde.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande en 2024 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL « Logement et Harmonie sociale » (LHS) le samedi 25 mai 2024 en vue de se rendre à Bellewaerde ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL « Logement et Harmonie sociale » (LHS) :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes, 31
1040 Etterbeek

Et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) »

Rue Général Tombeur 47
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) entre Etterbeek et 8902 Ypres, le samedi 25 mai 2024.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS).

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS)

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport

prévu à l'article 1

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) op zaterdag 25 mei 2024 voor VZW "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) om naar Bellewaerde te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag van 2024 gaat;

Overwegende dat de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op zaterdag 25 mei 2024 om naar Bellewaerde te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers.

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan, 31

1040 Etterbeek

En de vzw Logement et Harmonie sociale (LHS)

Generaal Tombeurstraat 47

1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS), tussen Etterbeek en 8902 Ieper op zaterdag 25 mei 2024.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS)

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Logement et Harmonie sociale”

(LHS) of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening. De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Fw_ Réservation Bellewaerde.msg

25.03.2024/A/0031 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour la zone de police Montgomery le jeudi 13 juin 2024 en vue de se rendre à 1390 Grez-Doiceau.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour la zone de police Montgomery le jeudi 13 juin 2024 en vue de se rendre à 1390 Grez-Doiceau ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui

engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la zone de police Montgomery.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la zone de police Montgomery

Représentée par Monsieur Michaël JONNIAUX
Chef de corps
Avenue des Casernes, 27
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 54 personnes, faisant partie du public de la zone de police Montgomery, entre Etterbeek et Grez-Doiceau en date du 13 juin 2024.

Un chauffeur est également mis à disposition de la zone de police Montgomery.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La zone de police Montgomery intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Service proximité

La zone de police Montgomery s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Le Service proximité devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux

de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le Service proximité est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La zone de police Montgomery est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Le Service proximité est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle du Service proximité ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La zone de police Montgomery est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor de politie zone Montgomery op donderdag 13 juni 2024 naar 1390 Grez-Doiceau te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de eerste aanvraag van dit jaar ;

Overwegende dat de politie zone Montgomery gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op donderdag 13 juni 2024 naar 1390 Grez-Doiceau te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en

vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers.

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de politie zone Montgomery goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en de politie zone Montgomery

Vertegenwoordigd door de Heer Michaël JONNIAUX

Stafchef

Kasernenlaan, 27

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 54 personen, die deel uitmaken van het publiek van de politie zone Montgomery, tussen Etterbeek en Grez-Doiceau op donderdag 13 juni 2024;

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de politie zone Montgomery.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De politie zone Montgomery komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de politie zone Montgomery.

De politie zone Montgomery verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het

gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de politie zone Montgomery de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de politie zone Montgomery aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De politie zone Montgomery moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de politie zone Montgomery de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de politie zone Montgomery of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De politie zone Montgomery is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TR_ Demande de mise à disposition d'un bus.msg

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers » en vue de se rendre le vendredi 29 mars 2024 à 7130 Binche.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

Avenue des Casernes 41
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers », entre Etterbeek et Binche le vendredi 29 mars 2024.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil « Les Trois pommiers ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » s'engage à respecter la loi du 15 juillet

2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het VZW "LES TROIS POMMIERS" op vrijdag 29 maart 2024 om naar 7130 Binche te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de eerste aanvraag is voor het jaar;

Overwegende dat de vzw "Les 3 Pommiers" gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken om op vrijdag 29 maart 2024 om naar 7130 Binche te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers.

Beslist om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw "Les 3 Pommiers" goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en de vzw "Les 3 Pommiers"

Kasernelaan 41

1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw "Les 3 Pommiers", tussen Etterbeek en Binche op vrijdag 29 maart 2024.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw "Les 3 Pommiers";

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw "Les 3 Pommiers" komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het

kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Buurtwerk Chambéry

De vzw “Les 3 Pommiers” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw “Les 3 Pommiers” de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw “Les 3 Pommiers” aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Les 3 Pommiers” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw “Les 3 Pommiers” de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Les 3 Pommiers” of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw “Les 3 Pommiers” is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de

herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening. De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande de bus en mars.msg

25.03.2024/A/0033 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL CHAMBÉRY le mercredi 22 mai 2024 en vue de se rendre à 1654 Beersel.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la troisième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL CHAMBÉRY le mercredi 22 mai 2024 en vue de se rendre à 1654 Beersel ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, il ressort qu'aucune gare de train à proximité de la destination n'est prévue, contraignant ainsi les voyageurs à recourir à une combinaison de plusieurs trajets en bus pour atteindre leur lieu de destination ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et ASBL CHAMBÉRY

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes, 31/1

1040 Etterbeek

Et ASBL CHAMBÉRY

c/o Monsieur Edwin Vanhollebeke

Rue de Chambéry 24

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 30 personnes, faisant partie du public de ASBL CHAMBÉRY, entre Etterbeek et 1654 Beersel en date du 22 mai 2024.

Un chauffeur est également mis à disposition de ASBL CHAMBÉRY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

ASBL CHAMBÉRY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de ASBL CHAMBÉRY

ASBL CHAMBÉRY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, ASBL CHAMBÉRY devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

ASBL CHAMBÉRY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de ASBL CHAMBÉRY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d’infraction ou d’accident en dehors du transport prévu à l’article 1

ASBL CHAMBÉRY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d’infraction ou d’accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l’éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l’Administration Communale d’Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus aan VZW Chambéry op woensdag 22 mei 2024 en op naar 1654 Beersel.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de derde aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat de vzw CHAMBERY gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op woensdag 22 mei 2024 naar 1654 Beersel te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

Overwegende dat uit de analyse blijkt dat er geen nabijgelegen treinstation beschikbaar is voor de bestemming, waardoor reizigers gedwongen worden een combinatie van verschillende busroutes te gebruiken om hun eindbestemming te bereiken ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de VZW CHAMBERY goed te keuren .

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de VZW CHAMBERY

c/o De Heer Edwin Vanhollebeke

Chamberystraat 24

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 30 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw Chambéry, tussen Etterbeek en 1654 Beersel op woensdag 22 mei 2024.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW CHAMBERY.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW CHAMBERY komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW CHAMBERY

De VZW CHAMBERY verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW CHAMBERY de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW CHAMBERY aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW CHAMBERY moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW CHAMBERY de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW CHAMBERY of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening

alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW CHAMBERY is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TR_ aanvraag bus 22 mei 2024.msg

25.03.2024/A/0034 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'Asbl ALTEO le jeudi 7 mars 2024 en vue de se rendre à 7130 Binche.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL ALTEO le jeudi 7 mars 2024 en vue de se rendre à 7130 Binche ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL ALTEO.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL ALTEO

Responsable Madame Geneviève BARY
Avenue d'Auderghem 346
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter 25 personnes (aller/retour) le jeudi 7 mars 2024 en vue de se rendre à 7130 Binche.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL ALTEO

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL ALTEO intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL ALTEO

L'ASBL ALTEO s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'ASBL ALTEO devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure «

normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, L'ASBL ALTEO est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL ALTEO est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, L'ASBL ALTEO est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle l'ASBL ALTEO ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL ALTEO est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW ALTEO op donderdag 7 maart 2024 naar 7130 Binche te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat de vzw ALTEO vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op donderdag 7 maart 2024 om naar 7130 Binche te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en

vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers.

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw ALTEO goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en de vzw ALTEO

Verantwoordelijke mevrouw Geneviève BARY

Oudergemlaan 346

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van 25 personen op donderdag 7 maart om naar 7130 Binche te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw ALTEO.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw ALTEO komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw ALTEO

De vzw ALTEO verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw ALTEO de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en

sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw ALTEO aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw ALTEO moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw ALTEO de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw ALTEO of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw ALTEO is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TR_ Altéo Etterbeek.msg

Mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette (seulement l'aller) à l'ASBL CHAMBÉRY le lundi 1er avril 2024 en vue de se rendre à 9160 Lokeren.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la quatrième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette (seulement l'aller) à l'ASBL CHAMBÉRY le lundi 1^{er} avril 2024 en vue de se rendre à 9160 Lokeren;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et ASBL CHAMBÉRY

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes, 31/1
1040 Etterbeek

Et ASBL CHAMBÉRY

c/o Monsieur Edwin VANHOLLEBEKE
Rue de Chambéry 24
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette destinée à transporter (seulement l'aller) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de ASBL CHAMBÉRY, entre Etterbeek et 9160 Lokeren en date du 1^{er} avril 2024.

Un chauffeur est également mis à disposition de ASBL CHAMBÉRY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

ASBL CHAMBÉRY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de ASBL CHAMBÉRY

ASBL CHAMBÉRY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des

règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, ASBL CHAMBÉRY devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

ASBL CHAMBÉRY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de ASBL CHAMBÉRY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

ASBL CHAMBÉRY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus en een camionette (alleen gaan) aan VZW Chambéry op maandag eerste april 2024 naar 9160 Lokeren te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de vierde aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat de vzw CHAMBERY gevraagd heeft om over een gemeentebus en een camionette (alleen gaan) te beschikken op maandag eerste april 2024 naar 9160 Lokeren te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de VZW CHAMBERY goed te keuren .

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de VZW CHAMBERY

c/o De Heer Edwin VANHOLLEBEKE
Chamberystraat 24
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus en een camionette voor het vervoer (alleen gaan) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw Chambéry, tussen Etterbeek en 9160 Lokeren op maandag eerste april 2024.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW CHAMBERY.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW CHAMBERY komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW CHAMBERY

De VZW CHAMBERY verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr.

1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW CHAMBERY de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW CHAMBERY aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW CHAMBERY moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW CHAMBERY de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW CHAMBERY of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW CHAMBERY is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.
Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

aanvraag bus Etterbeek Paaskamp 2024.docx

25.03.2024/A/0036 **Mise à disposition de deux bus communaux et d'une camionnette (aller/retour) à l'ASBL CHAMBÉRY le vendredi 26 avril 2024 (aller) et le dimanche 28 avril 2024 (retour) en vue de se rendre à 2390 Westmalle.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux et d'une camionnette (aller-retour) à l'ASBL CHAMBÉRY le vendredi 26 avril 2024 (aller) et le dimanche 28 avril 2024 (retour) en vue de se rendre à 2390 Westmalle ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, il ressort qu'aucune gare de train à proximité de la destination n'est prévue, contraignant ainsi les voyageurs à recourir à une combinaison de plusieurs trajets en bus pour atteindre leur lieu de destination;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et ASBL CHAMBÉRY

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes, 31/1
1040 Etterbeek

Et ASBL CHAMBÉRY

c/o Monsieur Edwin Vanhollebeke
Rue de Chambéry 24
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de deux bus communaux destinés à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 60 personnes, faisant partie du public de ASBL CHAMBÉRY, entre Etterbeek et 2390 Westmalle en date du 26 avril 2024 (aller) et le 28 avril 2024 (retour).

Un chauffeur est également mis à disposition de ASBL CHAMBÉRY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

ASBL CHAMBÉRY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de ASBL CHAMBÉRY

ASBL CHAMBÉRY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, ASBL CHAMBÉRY devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

ASBL CHAMBÉRY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de ASBL CHAMBÉRY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

ASBL CHAMBÉRY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen en een camionette aan VZW Chambéry op vrijdag 26 april 2024 (heenrit) en op zondag 28 april 2024 (terugrit) naar 2390 Westmalle.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de vzw CHAMBERY gevraagd heeft om over twee gemeentebussen en een camionette (heen- en terugrit) te beschikken op vrijdag 26 april 2024 (heenrit) en op zondag 28 april 2024 (terugrit) naar 2390 Westmalle te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

Overwegende dat uit de analyse blijkt dat er geen nabijgelegen treinstation beschikbaar is voor de bestemming, waardoor reizigers gedwongen worden een combinatie van verschillende busroutes te gebruiken om hun eindbestemming te bereiken;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de VZW CHAMBERY goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de VZW CHAMBERY

c/o De Heer Edwin Vanhollebeke

Chamberystraat 24

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 60 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw Chambéry, tussen Etterbeek en 2390 Wesmalle op vrijdag 26 april 2024 (heenrit) en op zondag 28 april 2024 (terugrit).

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW CHAMBERY.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW CHAMBERY komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW CHAMBERY

De VZW CHAMBERY verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW CHAMBERY de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW CHAMBERY aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW CHAMBERY moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW CHAMBERY de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW CHAMBERY of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW CHAMBERY is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

aanvraag bus Etterbeek kinder en ouderenweekend 2024.pdf

25.03.2024/A/0037 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre les 29 et 30 avril 2024 à Aqualibi, le 03 mai 2024 à Chevetogne, les 06 et 07 mai 2024 à la piscine d'Overijse et le 08 mai 2024 à Bobbejaanland**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une troisième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre culturel Senghor les 29 et 30 avril 2024 à Aqualibi, le 03 mai 2024 à Chevetogne, les 06 et 07 mai 2024 à la piscine d'Overijse et le 08 mai 2024 à Bobbejaanland ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Centre culturel Senghor

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et Centre culturel Senghor

Avenue du Maelbeek
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) un groupe de maximum 52 personnes, les 29 et 30 avril 2024 à Aqualibi, le 03 mai 2024 à Chevetogne, les 06 et 07 mai 2024 à la piscine d'Overijse et le 08 mai 2024 à Bobbejaanland.

Un chauffeur est également mis à disposition de Centre culturel Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de Centre culturel Senghor

Le Centre culturel Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du

21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, le Centre culturel Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Centre culturel Senghor est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de Centre culturel Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan Cultureel Centrum Senghor op 29 et 30 april 2024 om naar Aqualibi, op 03 mei 2024 om naar Chevetogne, op 06 et 07 mei 2024 om naar de zwembad van Overijse en op 08 mei 2024 om naar Bobbejaanland te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de derde aanvraag van dit jaar gaat ;

Overwegende dat het cultureel centrum Senghor heeft gevraagd om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op 29 et 30 april 2024 om naar Aqualibi, op 03 mei 2024 om naar Chevetogne, op 06 et 07 mei 2024 om naar de zwembad van Overijse en op 08 mei 2024 om naar Bobbejaanland te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers.

BESLIST de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum Senghor goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En cultureel centrum Le Senghor

Maalbeeklaan
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor een groep van maximaal 52 personen die deel uitmaken van de doelgroep van het cultureel centrum Senghor op 29 et 30 april 2024 om naar Aqualibi, op 03 mei 2024 om naar Chevetogne, op 06 et 07 mei 2024 om naar de zwembad van Overijse en op 08 mei 2024 om naar Bobbejaanland te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultureel centrum Senghor.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum Senghor komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum Senghor

Het cultureel centrum Senghor verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft het cultureel centrum Senghor de bus terug in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum Senghor aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum Senghor moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultureel centrum Senghor de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum Senghor of een van zijn leden dan neemt Senghor het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum Senghor is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele

verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening. De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

réservation Bus pour les vacances de printemps 2024.msg

25.03.2024/A/0038 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour la Police Fédérale le samedi 23 mars 2024 en vue de se rendre à 7971 Basècles.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de la mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour la Police Fédérale le samedi 23 mars 2024 en vue de se rendre à 7971 Basècles ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Police Fédérale :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la Police Fédérale
Représentée par Madame De Becker Natacha
Directrice de la Logistique
Avenue de la Force Aérienne, 10
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».
Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 54 personnes, faisant partie de la Police Fédérale, entre Etterbeek et Basècles en date du 23 mars 2024.
Un chauffeur est également mis à disposition de la Police Fédérale.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Police Fédérale intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

La Police Fédérale s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, La Police Fédérale devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, La Police Fédérale est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Police Fédérale est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, La Police Fédérale est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Police Fédérale ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d’infraction ou d’accident en dehors du transport prévu à l’article 1

La Police Fédérale est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d’infraction ou d’accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l’éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l’Administration Communale d’Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor de Federale Politie op zaterdag 23 maart 2024 naar 7971 Basècles te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dit de eerste aanvraag voor het jaar;

Overwegende dat ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor de Federale Politie op zaterdag 23 maart 2024 naar 7971 Basècles te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de Federale Politie goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de Federale Politie

Vertegenwoordigd door Mevrouw De Becker Natacha

Directeur logistiek

Luchtmachtlaan 10

1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 54 personen, die deel uitmaken van het publiek van de Federale Politie, tussen Etterbeek en Basècles op 23 maart 2024.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de Federale Politie.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De Federale Politie komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van DE FEDERALE POLITIE.

De Federale Politie verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de Federale Politie de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de Federale Politie-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De Federale Politie moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de Federale Politie de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de Federale Politie of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen

alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De Federale Politie is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

*Fwd_Appui Commune Etterbeek - Bus pour transport DSU - Enterrement
Basecles.msg*

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

25.03.2024/A/0039 Répartition budgétaire du cofinancement communal de Cohésion sociale

Le Conseil communal,

Considérant que les Collèges de la Commune d'Etterbeek et de la COCOF sont liés par un pacte local pour le renforcement de la Cohésion sociale 2024-2028 ;

Considérant que ce pacte local, imposé par le décret du 30 novembre 2018 relatif à la Cohésion sociale, a été approuvé par le Conseil communal etterbeekois en sa séance du 24/04/2023 ;

Considérant que, via ce pacte local (Chapitre VIII, Art. 9), la Commune d'Etterbeek s'engage à apporter un cofinancement minimum de 82.808,00€ destiné à financer soit la coordination locale soit des projets de Cohésion sociale ;

Considérant que ce cofinancement existait lors du quinquennat précédant afin de soutenir les associations subventionnées en Cohésion sociale ;

Considérant que la coordination locale de Cohésion sociale en accord avec les membres de

la Concertation locale de Cohésion sociale désirent continuer de la sorte en répartissant ce montant entre les opérateurs agréés pour les 5 années à venir (2024-2028) ;

Considérant que la proposition d'enveloppe ci-dessous a été faite en fonction des demandes et besoins des 6 associations ayant reçu un agrément 2024-2028 ;

Considérant la proposition d'enveloppe suivante approuvée à l'unanimité par la Concertation locale de Cohésion sociale du 27/02/2024 :

	montant proposé
ANIMATIONS & LOISIRS POUR TOUS	19.454,00 €
L'AILE	27.900,00 €
LE SENGHOR	19.454,00 €
MQ CHAMBÉRY	5.000,00 €
SAMARCANDE	8.000,00 €
WELCOME-BABELKOT	3.000,00 €
	82.808,00 €

Considérant que ces montants seront versés en 2 tranches égales aux associations vers les mois d'avril et de septembre via l'article budgétaire 842/332/02/-01 « Intégration – Cohabitation – Subside » ;

DÉCIDE d'approuver :

- La répartition budgétaire du cofinancement communal pour les associations agréées en Cohésion sociale : Animations & Loisirs pour Tous, L'AILE, Le Senghor, MQ Chambéry, Samarcande et le Welcome-Babbelkot ;
- Le versement de ces montants, en avril et septembre, en 2 tranches égales via l'article budgétaire 842/332/02/-01 de 2024 à 2028.

Annexe : « Pacte local pour le renforcement de la Cohésion sociale 2024-2028 – Commune d'Etterbeek »

Le Conseil approuve le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

Budgetverdeling van de gemeentelijke cofinanciering van sociale cohesie

De gemeenteraad,

overwegende dat de colleges van de gemeente Etterbeek en de Franse Gemeenschapscommissie COCOF zijn gebonden door een lokaal pact ter versterking van de sociale samenhang 2024-2028;

overwegende dat dit lokaal pact, dat wordt opgelegd door het decreet van 30 november 2018 betreffende de sociale samenhang, werd goedgekeurd door de gemeenteraad van Etterbeek in zijn zitting van 24/04/2023;

overwegende dat de gemeente Etterbeek zich er via dat lokaal pact (Hoofdstuk VIII, Art. 9) toe verbindt een cofinanciering van minstens 82.808,00 euro te bieden om hetzij de lokale coördinatiestructuur, hetzij de projecten voor sociale cohesie te financieren;

overwegende dat deze cofinanciering bestond tijdens de vorige vijfjarige ambtsperiode om de gesubsidieerde verenigingen die actief zijn op het vlak van sociale cohesie te ondersteunen;

overwegende dat de lokale coördinatie van de sociale cohesie, in overleg met de leden van het lokaal overleg voor sociale cohesie, op deze manier wil doorgaan door dit bedrag voor de komende 5 jaar (2024-2028) te verdelen onder de erkende operatoren;

overwegende dat de onderstaande verdeling werd voorgesteld in functie van de aanvragen en de behoeften van de 6 verenigingen die een erkenning hebben ontvangen voor 2024-2028;

gelet op het onderstaande voorstel dat unaniem werd goedgekeurd door het lokaal overleg voor sociale cohesie van 27/02/2024:

	voorgesteld bedrag
ANIMATIONS & LOISIRS POUR TOUS	€ 19.454,00
L'AILE	€ 27.900,00
LE SENGHOR	€ 19.454,00
WIJKHUIS CHAMBÉRY	€ 5.000,00
SAMARCANDE	€ 8.000,00
WELCOME-BABELKOT	€ 3.000,00
	€ 82.808,00

overwegende dat deze bedragen zullen worden gestort in 2 gelijke schijven aan de verenigingen in de maanden april en september via het begrotingsartikel 842/332/02/-01 "Integratie – Samenwonen – Subsidie";

BESLIST om goedkeuring te geven voor:

- de budgetverdeling van de gemeentelijke cofinanciering voor erkende verenigingen van sociale cohesie: Animations & Loisirs pour Tous, L'AILE, Le Senghor, Wijkhuis Chambéry, Samarcande en Welcome-Babelkot;
- de storting van die bedragen, in april en september, in 2 gelijke schijven via het begrotingsartikel 842/332/02/-01 van 2024 tot 2028.

Bijlage: "Pacte local pour le renforcement de la Cohésion sociale 2024-2028 – Commune d'Etterbeek"

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Pacte local - Etterbeek signé.pdf

Levée de la séance à 22:20
Opheffing van de zitting om 22:20

La Secrétaire communale,
De gemeentesecretaris,

La Vice-Présidente,
De Vice-Voorzitter,

Annick Petit

Laure-Mélanie Defèche